

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Eddine ARIZTEGUI, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 6 février 2024 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du 6 février 2024 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 6 février 2024;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Procès-verbal CM 06.02.24-pref

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-266620-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Conseil municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
mardi 6 février 2024**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du mardi 6 février 2024
Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 6 février 2024

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 11 décembre 2023

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

1. Ressources - Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la Ville de Montpellier - Approbation
2. Aménagement durable du territoire - Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2023
3. Ressources - Rapport d'orientations budgétaires - Débat d'orientations budgétaires (DOB) 2024 - Adoption
4. Aménagement durable du territoire - Opérations de rénovation énergétique et de développement des énergies renouvelables du patrimoine municipal - Approbation
5. Hors commission - Opération de réhabilitation des anciennes archives départementales en locaux d'archives pour la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Appel d'offres de maîtrise d'œuvre - Approbation
6. Hors commission - 80ème anniversaire de la Libération de Montpellier - Notre Ville se souvient
7. Hors commission - Dénominations de voies et espaces publics - Approbation
8. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Mise en place d'un dispositif d'aides à l'équipement des mobiliers de terrasses harmonisés sur le périmètre Comédie Esplanade - Règlement attributif des subventions 2024-2026 - Approbation
9. Services à la population et cohésion sociale - Projet "Notre Ecole, faisons-la ensemble" - Fonds d'Innovation Pédagogique - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'Education nationale - Approbation - Autorisation de signature
10. Services à la population et cohésion sociale - Création d'un laboratoire "Ville des enfants" dans le cadre de l'adhésion par la Ville de Montpellier au réseau international Villes des enfants de Francesco TONUCCI - Approbation
11. Services à la population et cohésion sociale - Plan numérique dans les écoles - Convention attributive d'aide européenne du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) pour l'opération React-EU - Avenants n°1 et n°2 - Approbation - Autorisation de signature
12. Services à la population et cohésion sociale - Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance - Approbation - Autorisation de signature
13. Services à la population et cohésion sociale - Lancement d'un appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) pour la mise à disposition des futurs locaux d'une crèche dans le quartier de la Cité Créative - Approbation

14. Services à la population et cohésion sociale - Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Quartier Cévennes - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association Jouons en Ludothèques - Approbation - Autorisation de signature
15. Aménagement durable du territoire - Foncier - Bail emphytéotique administratif entre la Ville de Montpellier et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) - Rue du Mas Saint-Pierre - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Parcelles cadastrées OL 91-92 et 95 - Approbation
16. Aménagement durable du territoire - Cession d'une partie de la parcelle cadastrée section PI n° 43 à Montpellier Méditerranée Métropole - Ligne 5 du tramway - Route de Lavérune - Approbation
17. Aménagement durable du territoire - Dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent - Approbation
18. Aménagement durable du territoire - Programme des Équipements Publics (PEP) de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent - Approbation
19. Aménagement durable du territoire - Quartier Port Marianne - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de l'Union - Cession à la SERM de la parcelle SA 62, 77 avenue de Boirargues à Montpellier - Approbation
20. Aménagement durable du territoire - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades 2022-2026 - Attribution d'une subvention - Approbation
21. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier et la cité scolaire Françoise Combes pour l'organisation d'une option théâtre - Avenant 2023-2024 - Approbation - Autorisation de signature
22. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention de gestion de la bibliothèque Paul Langevin entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
23. Services à la population et cohésion sociale - Parc de Lunaret - Contrat de partenariat entre l'association le Manoir du crime et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
24. Services à la population et cohésion sociale - Parc de Lunaret - Exposition "A l'affût du sauvage" - Contrat d'exposition entre Monsieur Eric MEDARD, photographe animalier, et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
25. Services à la population et cohésion sociale - Parc de Lunaret - Organisation d'un concours photos - Règlement du concours - Approbation
26. Aménagement durable du territoire - Indemnisation du fournisseur de repas de la Direction de la Politique Alimentaire lié à l'augmentation des coûts des matières premières, de l'énergie et de la main d'œuvre - Protocole d'accord - Approbation - Autorisation de signature
27. Aménagement durable du territoire - Cité de l'Alimentation - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Réalisation des travaux de démolition d'un bâtiment situé 140 rue du Mas de Bringaud - Parcelles OL 32 et OL 37 - Approbation - Autorisation de signature
28. Services à la population et cohésion sociale - Convention relative aux formations armement entre la Police Municipale de la Ville de Montpellier et la Police Métropolitaine des Transports de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
29. Hors commission - Attribution de subventions - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
Hors commission - Conflit au Proche-Orient - Soutien financier au Fonds de solidarité de Cités Unies France pour la bande de Gaza – Approbation

30. Ressources - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le Syndicat Hérault Énergies pour l'acquisition de véhicules électriques et hybrides et la mise en place des infrastructures de charge - Approbation - Autorisation de signature
31. Ressources - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Association de promotion des flux touristiques et économiques (APFTE) - Rapport d'observations définitives - Exercices 2018 à 2021
32. Ressources - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de représentation en justice et conseils juridiques occasionnels - Approbation - Autorisation de signature
33. Aménagement durable du territoire - Organismes extérieurs - Rapport spécial 2022 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation
34. Aménagement durable du territoire - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2022 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation
35. Services à la population et cohésion sociale - Mise en sécurité et réhabilitation du Parc de Lunaret - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2022 - Avenant n°4 à la convention de mandat - Approbation - Autorisation de signature
36. Aménagement durable du territoire - Mise en accessibilité des Établissements Recevant du Publics (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de Maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2022 - Avenant n°2 - Approbation



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du mardi 6 février 2024

Procès-verbal

Convoqué le 31 janvier 2024, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 6 février 2024 à 9 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné son pouvoir à Serge GUISEPPIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Clare HART ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Flora LABOURIER, Joëlle URBANI.

Diffusion de la Marseillaise.

Monsieur le Maire : Chers collègues, bonjour, merci beaucoup de votre présence pour ce Conseil municipal du 6 février, premier de l'année 2024. Je donne la parole à Madame GIMENEZ pour qu'elle procède à l'appel.

Il est procédé à l'appel.

L'appel est clos, nous avons le quorum, nous pouvons donc valablement délibérer.

Quelques petites infos de début de Conseil, très brièvement. Premièrement, à la suite du travail conduit par Agnès ROBIN à la Ville, Éric PENSO à la Métropole, les équipes de la culture, nous avons reçu dans le fonds des collections publiques de la Ville et de la Métropole la donation DEPARDON pour une valeur faciale de 500 000 euros. Elle est inestimable. Cela est lié au fait qu'au Pavillon populaire, à deux reprises, en 2009 et en 2021, nous avons accueilli ces expositions, et c'est une très belle nouvelle pour nous.

Dans cette période, beaucoup de chantiers sont en cours sur la Ville, à la fois parce qu'il faut rattraper du retard, et parce que c'est l'engagement dans la transition écologique et solidaire, nous allons en parler tout à l'heure sur la Comédie ; parfois, il suffit d'un banc, et le banc de la place de la Comédie remporte le succès auquel maintenant, désormais, nous sommes familiers. Les gens y pique-niquent, s'y posent, des personnes âgées peuvent avoir une étape, les jeunes s'y poser. C'est le symbole de la transformation de cette grande place centrale, l'esplanade Comédie. Et le 21 juin, nous inaugurerons la porte d'eau sur l'esplanade. Le revêtement sur l'allée centrale commence à être posé. Vendredi, nous présenterons chez un commerçant les travaux d'embellissement de la place des Martyrs de la Résistance, et ceux de la place Max Rouquette commenceront fin février.

Ce vendredi d'ailleurs, sous réserve des annonces de la Présidence de la République sur la composition du gouvernement, nous accueillerons normalement, conjointement, la Ministre de la santé et la Ministre de l'enseignement supérieur pour visiter deux dossiers importants : le Centre de santé universitaire, lieu d'accès aux soins pour les étudiants, soins psychologiques, soins de médecine générale, accompagnement des jeunes femmes sur la contraception, qui constitue un engagement discret mais ô combien efficace, et la convention orthogénie sur le droit à l'IVG avec le CHU. Ce travail, nous le devons au Président de l'Université, au CROUS et aux collectivités locales qui ont financé cet équipement. Il y aura donc probablement une visite sur ce lieu. Même si je ne parle pas trop des classements parce qu'ils ne sont pas toujours rigoureux, le journal *L'Étudiant* a classé Montpellier en premier sur la question de la santé des jeunes. C'est un enjeu. La Ministre de la santé viendra probablement au CHU, dont le plan de financement, présenté dans ce conseil, qu'on avait appelé le Livre blanc, par Thomas LE LUDEC et le Président de la Commission d'établissement, le professeur TAOUREL, est maintenant bouclé (730 millions d'euros). Les travaux d'investissement du CHU vont donc entrer dans leur phase opérationnelle, et c'est extrêmement important. Le CHU de Montpellier avait raté tous les crédits d'État dans la décennie passée et, donc, les choses avancent.

Autre point, concernant ce même CHU : des travaux qui sont complexes. Il va être connecté au réseau de chaleur dit « nord ». Les travaux sont actuellement en cours sur l'avenue Louis Ravas. La copropriété des Cévennes pourra y accéder, comme la Mosson. Mais le CHU, connecté à notre réseau de chaleur nord, sera à l'abri des variations des prix de l'énergie, parce que comme pour les collectivités territoriales, il n'y a pas eu de bouclier tarifaire. Et donc ça a « cramé », entre guillemets, une partie des crédits de fonctionnement de cet établissement. Donc, vendredi, visite ministérielle, que nous recevrons de manière républicaine.

Ce jeudi, Messieurs ASSAF et MARTIN, ainsi que MANSOURIA et BOURDIN, nous présenteront le dispositif olympique de l'année olympique qu'est l'année 2024. C'est évidemment le passage de la flamme, puisqu'à la suite du choix du Département, et nous le comprenons, nous nous sommes alliés financièrement avec Millau et Sète pour accueillir la flamme olympique. C'est également toute la team olympique que nous préparons, et tous les dispositifs, et nous présenterons cela jeudi. Nous sommes dans une année très sportive, et cela a été d'ailleurs l'occasion de faire un petit retour en arrière ; samedi, le MHB a accueilli beaucoup de médaillés des championnats d'Europe de handball, cinq Français évidemment, mais aussi des joueurs dans d'autres équipes, Suède et Brésil. Je me suis beaucoup intéressé à l'équipe de France, mais voilà ce qui confirme la dynamique de Montpellier, terre de sport. Nous avons besoin de cohésion dans ce contexte.

Voilà quelques informations de début de Conseil.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 6 février 2024

M. A. El KANDOUSSI entre en séance (avec le pouvoir de M. P. SAUREL).

Monsieur le Maire : Je voudrais maintenant vous proposer que nous passions à l'examen de l'ordre du jour, qui doit être modifié puisque des affaires ont été déposées sur table : une affaire, conformément à ce qui avait été dit lors du précédent conseil, sur la subvention que nous allons verser à Cités unies de France pour venir en aide aux victimes civiles de Gaza, qui porte un exposé des motifs sur la situation au Proche-Orient, et l'affaire n° 29 sur les subventions.

Madame DOULAIN, vous souhaitez inscrire un vœu, qui n'a pas été présenté en conférence des présidents. Je propose que la discussion ait lieu autour de l'affaire 29. Voilà. Merci.

Je mets donc aux voix l'ordre du jour et les 37 affaires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

L'ordre du jour modifié est adopté à l'unanimité à 59 voix.

Pour : 59 voix

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 11 décembre 2023

Monsieur le Maire : Approbation du procès-verbal de notre séance du 11 décembre 2023. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Pour : 59 voix

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

Monsieur le Maire : Synthèse des décisions. C'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

1. Ressources - Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la Ville de Montpellier - Approbation

Mme R. TIKOUK et M. S. JAWHARI entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 1. L'ordre du jour est constitué de la manière suivante : pour pouvoir procéder au débat sur notre DOB, débat d'orientations budgétaires, il nous faut présenter deux rapports – c'est la loi et nous le faisons, c'est un exercice important. Il s'agit du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la Ville de Montpellier, et du rapport sur la nature en ville. Pour la première affaire, je donne la parole de concert à Madame NAKIB et à Monsieur ASLANIAN et pour la seconde, à Madame MASSART qui remplace au pied levé – mais c'est un exercice collectif – notre collègue Stéphane JOUAULT, retenu car grippé, et nous lui souhaitons un bon rétablissement. Allez, Madame NAKIB, Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur le Maire. Mes chers collègues, je vais débiter et je passerai la parole à Fatma NAKIB juste après. Très rapidement, vous l'avez dit, ce rapport annuel est obligatoire, il est présenté juste avant le DOB. Il présente l'état des lieux chiffré de la politique RH pour promouvoir l'égalité sur la base d'un rapport de situation comparée, le bilan des actions et les perspectives et orientations politiques. Je vais vous présenter les faits saillants sur le rapport sur la Ville, enfin sur les agents de la Ville, et je laisserai Madame NAKIB le présenter sur la cité.

Quelques faits saillants. Au niveau des titulaires, sur le salaire brut, la différence entre les hommes et les femmes a baissé, puisqu'elle passe de 8,9 % à 7,6 % sur les titulaires. Quant aux contractuels, la différence passe de 11,7 % en 2021 à 5,8 % en 2022. Bien entendu, ce sont les effets du RIFSEEP. Quelques autres éléments notables. La parité est atteinte dans les 10 plus hautes rémunérations. Un homme a pris un congé parental en 2022, c'est une bonne nouvelle, il n'y en avait pas auparavant. La féminisation du taux d'encadrement augmente, puisque l'on passe de 57,5 % en 2021 à 64 % en 2022, soit un taux proportionnel à la représentation des hommes et des femmes. C'est une évolution globale qu'il faut noter et garder dans un coin de notre tête, parce qu'il faut en être conscient : l'âge moyen de nos agents est en hausse, et donc à terme, c'est quelque chose qu'il faudra évidemment traiter.

Au niveau des actions que nous avons menées, nous avons créé un service RSE, et nous avons porté une délibération cadre portant l'engagement de l'exécutif sur la promotion de l'égalité et de l'inclusion en octobre 2023. Au niveau des actions que nous avons menées, nous avons eu une vraie visite et visite initiale d'audit pour la double labellisation égalité professionnelle et diversité, qui nous permettra de mieux structurer nos politiques égalité et diversité professionnelles au sein de la collectivité. Nous avons également enclenché un gros chantier, qui est un travail sur l'endométriose. Et nous avons lancé un questionnaire auprès des agents avec le service QVT, qualité de vie au travail, pour échanger sur les propositions d'actions à engager. Nous avons lancé des formations sur les discriminations dans le cadre des 1 607 heures et nous avons fait énormément de communication auprès des agents via divers canaux en lien avec la communication.

Pour les actions à venir, nous présentons la candidature de la Ville au double label égalité les 16 et 28 mai 2024. Nous nous y rendrons avec Madame NAKIB. Nous souhaitons mettre en place des actions pour les agentes atteintes d'endométriose. Et enfin, nous renforcerons le déploiement des sensibilisations sur les discriminations en partenariat avec Face Hérault sur la Ville.

Madame NAKIB, je vous laisse la parole pour les actions sur la Ville.

Fatma NAKIB : Bonjour à toutes et tous. Merci Monsieur le Maire. Je vais reprendre quelques points de la politique développée au sein de la collectivité et auprès de nos concitoyens.

L'égalité entre les femmes et les hommes est un enjeu essentiel pour notre Ville, comme pour toutes les communautés. Monsieur le Maire, dès le début de votre mandat, vous avez eu à de multiples occasions des mots forts au sujet de cet engagement. J'ai en mémoire les paroles tenues lors de l'université de l'assemblée des femmes, accueillie ici en octobre dernier, ou encore lors de l'ouverture du colloque Femmes et territoires accueilli à la Panacée en juin dernier. Si 2021 fut une année particulière du fait de la pandémie, le bilan 2022 affirme avec d'autant plus de clarté nos convictions.

Je vais donc revenir sur quelques points particuliers de ce rapport, et tout d'abord, sur la réorganisation administrative au service de l'égalité, qui a abouti à la création du service responsabilité sociale et environnementale de l'employeur. Concrétisant les engagements que vous nous avez fixés, Monsieur le Maire, ce service est pleinement engagé dans le pilotage et la coordination des actions menées auprès des agents en faveur de l'égalité et de la diversité professionnelles, comme vient de l'expliquer Monsieur ASLANIAN. En octobre dernier, une délibération cadre permettait de fixer les principes généraux des actions déployées : former et sensibiliser pour acculturer, favoriser les recrutements égalitaires et inclusifs, enrichir nos indicateurs pour évaluer et progresser dans nos actions.

Comme vous le savez, chers collègues, la Ville s'est engagée dans un processus de double labellisation avec l'AFNOR sur les plans de l'égalité professionnelle et de la diversité. En 2022, les visites de l'AFNOR ont permis quelques remarques et préconisations. Parmi les points positifs, l'AFNOR a relevé le fort engagement des élus sur les sujets qui nous concernent et souligné les efforts entrepris : la mise en place des 1 607 heures corrélée au télétravail permet une meilleure articulation entre vie privée et vie professionnelle. L'organisme de certification salue également l'élaboration du dispositif de signalement des actes de violence et de harcèlement, notamment pour lutter contre le sexisme et les violences au travail.

En ce qui concerne le bilan du plan d'action égalité professionnelle 2021-2023, il s'appuyait sur cinq grands axes. Tendre vers l'égalité salariale était le premier d'entre eux, et c'est par l'harmonisation du RIFSEEP que les services ont travaillé. Fin 2022, nous pouvons constater que les écarts de salaire se réduisent sensiblement, comme vous pouvez l'observer dans les pages 14, 15 et 20 du rapport qui est mis à votre disposition. Les lignes directrices de gestion adoptées permettent d'intégrer la notion d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Après tous les critères objectifs et à compétences égales, la dernière ligne permet de promouvoir une femme en priorité si plus d'hommes avaient déjà été promus. Je reviens aussi sur la mise en place du dispositif de signalement, parce que c'est un point important, notamment pour se donner les moyens de lutter contre toutes les formes de violence. Après une campagne d'information, 21 signalements nous sont parvenus en 2022.

Sur les actions définies et prévues, 10 ont été réalisées, 6 sont encore en cours. Les avancées sont notables et seront présentées aux partenaires sociaux et agents avant de travailler en concertation le plan 2024-2026. Un COPIL se réunit de manière régulière pour acter les orientations à venir, et après un questionnaire aux agents portant sur la santé des femmes et concernant les menstruations, nous aborderons la question des dysménorrhées répandues dans les cas d'endométriose et d'autres dysfonctionnements physiologiques. La formation des managers à mieux appréhender l'inclusion de toutes et tous se poursuivra. Et enfin, une commission mixte paritaire composée d'organisations syndicales et patronales, nommée par le ministère du Travail, auditionnera la Ville avant juin 2024 pour l'obtention du label.

Donc, les chantiers sont nombreux au sein de la collectivité. L'engagement de chacun et de chacune est essentiel pour parvenir à une égalité professionnelle. Je remercie donc les équipes qui sont à l'œuvre pour donner corps à nos ambitions d'égalité réelle.

Au-delà de la collectivité, c'est vers nos concitoyens et concitoyennes que nous sommes à l'œuvre. Chaque élu de notre majorité s'est engagé à son endroit, et les services affichent une collaboration inédite dans l'histoire de notre collectivité. Je vais donner quelques exemples : le travail des relations internationales qui intègre l'égalité dans les projets internationaux et où la place des femmes est systématiquement valorisée ; la direction de la petite enfance, qui a élaboré un système d'admission plus favorable aux femmes seules avec enfants. Et, le saviez-vous, lorsque l'on végétalise une cour d'école, on agit aussi sur l'égalité entre les sexes. Côté cohésion sociale, toutes les actions menées le sont majoritairement en collaboration avec d'autres services. C'est le cas, par exemple, pour le dispositif « zones refuges Maguelone », qui a été élaboré conjointement avec le CLSPD, dont Monsieur COTE est l'élu référent, mais aussi les services du commerce avec Monsieur ZANCHIELLO. Sur les questions de santé également, l'annonce de l'ouverture d'une prochaine maison des femmes, label maison des femmes de Saint-Denis, acte une collaboration accrue entre les services de santé de la Ville, la cohésion sociale, mais aussi les associations comme le CIDFF ou le CHU de Montpellier.

Je pourrais continuer, mais ce serait une trop longue litanie. Je vous invite donc à vous reporter aux dernières pages du rapport, à partir de la page 25, qui détaillent toutes nos actions.

Les combats pour l'égalité et leurs avancées ne sont jamais à l'abri des réactionnaires. La labellisation AFNOR, que nous attendons en 2024, offrira à notre collectivité une garantie en ce que tout retour en arrière dans le futur aurait un coût fort pour la collectivité. Vous l'avez compris, nous n'arrêterons pas nos efforts. Nous allons encore amplifier ces politiques essentielles. Monsieur le Maire, chers collègues, Montpellier est une ville ouverte, c'est une ville de tolérance et d'accueil. Le chemin est long, mais il est clair, et il s'agit de promouvoir l'égalité comme valeur universelle. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame NAKIB, Monsieur ASLANIAN. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur ALBERNHE, bonjour. Allez-y.

Luc ALBERNHE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, bonjour. Dans notre Ville comme dans notre société, les femmes gagnent moins que les hommes à catégories égales. Les catégories A hommes sont mieux rémunérées que les catégories A femmes. Les conditions de travail sont également plus précaires pour les femmes, qui sont plus nombreuses à être à temps partiel, et en raison notamment des perceptions sociales. Elles sont également une écrasante majorité dans la filière sociale, 98 %, médico-sociale, 98 %, dans la culture, 79 %, alors qu'elles sont sous-représentées dans les domaines de la sécurité et du sport.

Une fois ces constats passés, la question est celle de l'action que vous comptez mener. Vous le dites dans votre rapport, le RIFSEEP est un outil de correction des inégalités. Il doit l'être au-delà des mots et je souhaite vous interroger sur cette politique de correction des inégalités au profit des femmes, mais aussi plus globalement des plus précaires, et notamment de nos agents des catégories B et C qui sont si importants au quotidien. Sur le CET, les femmes sont en proportion bien moins à en avoir ouvert, et mettent bien moins de jours dessus pour des raisons notamment de charges sociales et personnelles que nous connaissons. Là encore, que comptez-vous mettre en place pour dépasser cette situation ? Enfin, dans la politique de soutien aux associations, quels sont les moyens de les encourager à travailler plus encore sur l'égalité femmes-hommes ? Je pense notamment aux associations sportives, pour qu'elles intègrent plus de jeunes filles et qu'elles les gardent notamment

à l'adolescence quand le sport devient de plus en plus tourné vers la compétition, alors qu'il doit rester aussi un lieu de loisirs. Toutes ces réponses seront particulièrement importantes pour notre groupe. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur ALBERNHE. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole sur ce rapport ? Quelques éléments de réponse qui montreront une convergence sur ce sujet, qui est absolument essentiel. J'espère qu'un jour, on fera disparaître cette présentation des conseils municipaux, puisque ce qui est affiché sur le fronton de la Mairie sera une réalité. Mais nous savons que nous avons encore beaucoup de travail, et vous le savez puisque vous êtes élu depuis 2014. Cette collectivité n'était pas en reste sur le chemin de l'égalité. Quand j'ai été élu Maire, la direction générale était 100 % masculine. Maintenant, elle est paritaire, voire même plus féminine. Donc, nous avons bougé.

Mais votre question porte sur les catégories C et B, et vous avez parfaitement raison, parce que ce sont aujourd'hui les plus vulnérables, et principalement les femmes qui sont seules avec enfants, qui est une des réalités importantes, à la fois de la collectivité, de notre ville et plus globalement de la société. A ce titre, il y a donc plusieurs actions. On ne répond pas sur une seule mesure, mais il a été évoqué ici le RIFSEEP sur les mesures catégorielles. C'est aussi la politique petite enfance, sur le plan de déploiement de 300 places en crèche, et pour la première fois une crèche à horaires atypiques à Port Marianne. Et nous aurons l'occasion d'y revenir, un nouveau dispositif va être mis en place. C'est ce que vous avez voté, je vous en remercie, à l'unanimité : la cotation d'attribution du logement social pour objectiver les règles. Je vois le Président d'ACM qui acquiesce, sous la houlette de Madame Clara GIMENEZ. Cette cotation place dans l'attribution du logement social, parmi les critères prioritaires, les situations de femmes seules avec enfants, hélas beaucoup, parce que souvent, je crois que c'est ce que vous vouliez dire, elles portent la charge mentale. Il nous faut donc des effectifs correctifs, tout comme quand nous avons mené la réforme du tarif de restauration scolaire avec l'adoption, Madame MASSART, du tarif à 50 centimes d'euros pour les femmes seules avec enfants au RSA, RSA activité : nous permettons aux femmes de pouvoir avoir un temps soulagé qui est celui des enfants et qui garantit un repas équilibré. Et nous n'avons pas touché à ce tarif, nous l'avons même baissé pour 64 % malgré l'inflation, nous le verrons tout à l'heure sur le DOB. C'est donc un ensemble de mesures qui doit converger pour la prise en charge de l'accompagnement des femmes dans le monde du travail.

D'ailleurs, cela me permet de dire que l'enjeu du réarmement démographique, qui est un terme tout de même très martial, actuellement utilisé, devrait être davantage pensé comme un soutien à l'accompagnement des collectivités territoriales à la prise en charge des enfants, sur les places en crèche. C'est plutôt comme cela que nous pouvons agir. Et j'espère que si l'on souhaite accompagner le soutien à la parentalité, il y aura un amendement fait au COJ pour la branche famille, pour aider davantage les collectivités sur l'accompagnement des familles.

Autre point que je voudrais relever et que je voudrais partager. Monsieur ALBERNHE, votre intervention vise plutôt à mettre en lumière des points. Je ne polémique pas, il n'en est pas question sur ce sujet. Il faut continuer à se mobiliser. Il y a des choses qui ont quand même bougé, enfin qui bougent, et je voudrais les partager. En tout cas, j'ai eu l'occasion de les observer. Vous avez évoqué le caractère genré, et nous l'évoquons, de certaines professions. Je me réjouis que dans l'année 2023, deux femmes ont pour la première fois fait tomber des plafonds de verre : une pour diriger notre police, la DDSP, Madame Marjorie GHIZOLI, dont le travail est absolument remarquable, et notre CHU, Madame Anne FERRER. L'accès à ces positions de responsabilité contribue à engager, notamment sur les métiers de la sécurité, la féminisation, ou plutôt, long débat d'ailleurs sur le sujet, l'égalité femmes-hommes.

Et je voudrais faire état d'une situation qui doit tous nous mobiliser, pour laquelle nous sommes, à notre échelle, très impliqués. Madame NAKIB a parlé de la maison des femmes en lien avec le CHU, avec le Procureur de la République, dans le quartier de la Pompignane, qui vient en complément du dispositif UAPED qui permet de recueillir la parole des victimes au CHU dès qu'elles sont victimes de coups. Je voudrais juste partager avec vous ce chiffre, non pas pour provoquer un émoi, mais pour qu'il soit connu. Nous étions avec Monsieur COTE à l'audience solennelle du tribunal correctionnel. Les audiences solennelles, c'est le moment où l'on parle de la justice dans notre ville. Outre son manque de moyens eu égard à la démographie de la ville, c'est aussi l'occasion de montrer l'action pénale. La question des violences faites aux femmes, la question du harcèlement de rue a enfin fait l'objet d'interpellations, notamment grâce à la police métropolitaine des transports, et de renvois au tribunal correctionnel, et nous aurons les premiers jugements sur lesquels nous ne manquerons pas de faire publicité pour montrer que notre société n'accepte pas, et c'est heureux, ce type de comportement, et qu'aucune argumentation ne peut être tolérée : gauloiserie, grivoiserie, caractère méditerranéen, le Sud, je ne sais quoi. Pas question. Mais le Procureur a donné un chiffre qui est éloquent : un quart des détenus de la prison de Villeneuve-lès-Maguelone sont des hommes qui ont levé la main sur une femme. C'est dire à la fois l'ampleur du phénomène et l'engagement conjoint des forces de sécurité sur les VIF, les violences intrafamiliales. Et là, c'est un enjeu qui est majeur. Et ce fléau, il touche toute la société française et toutes les catégories sociales de la société. Et notre mobilisation là-dessus, elle est importante, parce que les violences faites aux femmes, c'est un facteur amplificateur des inégalités. Je voulais profiter de votre propos pour donner ce chiffre et pour montrer l'action résolue des forces de police et de la justice là-dessus. Heureusement, il y a de plus en plus de plaintes, cela veut dire qu'elles augmentent, parce que la parole des femmes s'est libérée, y compris grâce à l'important travail dans les commissariats sur le recueil de cette parole. Tout n'est pas encore parfait et il faut travailler. Mais là, nous sommes au cœur d'un des sujets. Donc c'est un enjeu d'ensemble, de mobilisation globale. La collectivité doit prendre sa part, nos institutions doivent s'engager, et la présentation que nous avons essayée de faire du rapport montre à la fois ce qu'on essaie de faire auprès des agents, évidemment, et il y a encore du travail, et ce que nous essayons de faire dans la ville. Vous avez évoqué le soutien, vous m'avez questionné sur le soutien aux associations et je vous en remercie. Par exemple, l'association Via Voltaire, remarquable, était en très grosse difficulté financière de par l'explosion de son activité et les difficultés des collectivités territoriales. Grâce à ACM, nous avons racheté le local et fait un loyer pour pouvoir les aider. Je veux saluer le travail de cette association. L'association Nuage, vous délibérez dessus, donne les cours de self défense pour agir. Nous essayons d'être très présents. Je prends tous les champs. France victimes bénéficie aussi d'accompagnement pour pouvoir aider. Enfin, on tient à votre disposition l'ensemble des actions que nous menons, de manière la plus coordonnée possible sur ces sujets.

Voilà pour ce rapport. C'est une prise d'acte. Nous vous apporterons des précisions, Monsieur ALBERNHE, suite à votre intervention. Je vous ai donné quelques exemples, mais toutes les associations qui sont aidées, les engagements accrus qui ont été les nôtres...

Ah oui, le sport. Pardon, Monsieur MARTIN. C'est extraordinaire. De plus en plus d'équipes mixtes de football se développent, c'est la féminisation du sport par le football. Et Montpellier, bravo pour cette initiative, avait accueilli la Coupe du monde féminine ; eh bien, il y a un effet. Aujourd'hui, le stade Bruno Martini a une équipe mixte, comme l'équipe des Arceaux, l'équipe du Pas du Loup. Je veux en saluer tous les entraîneurs, là-dessus. Monsieur MARTIN fait des travaux de rénovation des vestiaires qui permettent justement d'accueillir les publics féminins, où l'on a pu voir des sujets sur la préadolescence et l'adolescence.

Intervention hors micro de Hervé MARTIN.

Voilà, ce sont des distributeurs de serviettes hygiéniques, pour accompagner les adolescentes dans ce moment très particulier de leur vie, en tout cas qui doit être accompagné. Les travaux que l'on va présenter, stade Lieutenant Normand, vont être dans le même esprit. Évidemment, nos Gazelles du BLMA dans le basket jouent un rôle très important. La dénomination du stade Gaëlle Mignot à Grammont est aussi une manière de travailler sur les représentations, tout comme, et je crois que tout le monde en était très heureux, cela a été un bel événement de la fin de l'année 2023, le stade Sabathé où jouaient les filles d'une de nos équipes les plus titrées. Le plus titré étant notre MHB, nous aurons l'occasion de saluer Patrice CANAYER lors de son dernier match, le derby Montpellier-Toulouse, qui sera un grand moment pour lui. Notre MHR, notre équipe féminine, 9 titres de championnes de France... Partout, nous essayons d'accompagner les structures du sport de haut niveau, elles ont leur stade. Et sous l'impulsion de Monsieur MARTIN, de Monsieur ASSAF, et de l'ensemble des élus, on a pu remettre le stade Sabathé. Quand vous vous y promenez, il y a ces portraits, qui permettent de construire des représentations pour que les jeunes filles puissent dire « mais c'est aussi pour moi ». Ce sont les témoignages nombreux des joueuses qu'on a reçus et qui permettent cela. Nous le verrons d'ailleurs dans la team jeudi soir à la piscine olympique, c'est cela ? Voilà, on va être très attentifs dans le relais de la flamme, pour aussi avoir ces projections.

Nous prenons l'ensemble des leviers. Il y a des dossiers où il faut que l'on avance davantage. Il nous faudra y travailler. Mais voilà, sur le sport, j'avais oublié de vous répondre. Je vous prie de m'en excuser.

C'est une prise d'acte et non un vote.

Le Conseil prend acte.

2. Aménagement durable du territoire - Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2023

M. B. TRAVIER entre en séance.

Monsieur le Maire : Madame MASSART, qui remplace au pied levé notre collègue Stéphane JOUAULT. Merci beaucoup.

Marie MASSART : Je vous présente aujourd'hui le rapport de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable. Je ne m'attarderai pas sur l'expression développement durable, comme le faisait chaque année Stéphane JOUAULT. Comme le souligne le chercheur Olivier HAMANT, les mots des décideurs ne coïncident plus avec la rapidité des bouleversements du monde. Nous sommes à l'heure de la crise écologique et sociale, pas du développement durable. Un chiffre pour l'année 2023 : 300 millimètres de pluie, moins de 50 % de la pluviométrie normale. Deux rappels, quand même : moins 40 % des effectifs d'oiseaux en dix ans, 500 000 morts chaque année en raison de la disparition des insectes pollinisateurs. Et pendant ce temps, le gouvernement recule sur les produits phytosanitaires. « Don't look up ».

Face à cette situation, la mise en œuvre de nos stratégies face à la crise écologique et sociale a continué à s'accélérer. Ensemble, nous construisons une ville nature avec les habitants, avec les acteurs du territoire. Nous avons planté 22 000 arbres à la fin de l'hiver, avec les enfants, dans les parcs ; avec tous les habitants dans l'agriparc des Bouisses en décembre. Le nombre de bons de végétalisation offerts aux Montpelliérains a connu une croissance exponentielle, de moins de 300 en 2020 à 1 700 en 2023, dont 600 arbres fruitiers. Le Festival SEVE a accueilli 6 000 visiteurs. 50 nouvelles parcelles

de jardins familiaux à Malbosc ont été inaugurées. Une nouvelle convention historique autour de l'écologie de la santé a été signée et a commencé à être mise en œuvre. Le comité arbre, véritable outil de préservation du patrimoine arboré, traite maintenant plus de 100 dossiers par an. Les îlots de fraîcheur poussent dans la ville, place Leroy Beaulieu, place Jean Giono, place Eugène Bataillon et bien d'autres. Les grands parcs se déploient : Grand Lunaret, parc Mosson, l'agriparc des Bouisses. Les cours d'école deviennent des cours aventure où la nature structure l'espace. 11 écoles ont été désimperméabilisées à ce jour. Des jardins pédagogiques sont aménagés dans les écoles publiques de la ville. Deux nouvelles grandes aires de jeux inclusives ont vu le jour aux Hauts de Massane et à Richter. Ensemble, nous construisons une ville adaptée dans toutes nos politiques. C'est notamment le lancement d'une démarche de budget vert, la mise en œuvre du SPASER, le pacte Montpellier ville désirable avec, notamment, la prise en compte de la biodiversité dans les projets, la politique alimentaire avec 65 % de produits bio et/ou locaux, dont 50 % de produits bio dans l'assiette des enfants, une politique énergétique ambitieuse, le plan école 2030, le projet SLIME de lutte contre la précarité énergétique et le plan bien vieillir.

Il vous est donc proposé de prendre acte de ce rapport qui porte la marque du travail de notre majorité et notamment des écologistes. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Madame MASSART. Y a-t-il des questions ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Bonjour chers collègues. Bonjour Monsieur le Maire. Très rapidement, sur cette affaire qui, vous l'avez rappelé, est obligatoire dans le cadre du débat d'orientations budgétaires. Donc l'affaire qui nous est présentée est globalement un patchwork de mesurées sans grande cohérence. Et moi, la dernière partie, c'est celle-ci qui a le plus retenu mon attention, sur la méthode. Vous le savez, quand on parle développement durable, théoriquement, on prône une méthode de gouvernance partagée. Parce qu'en fait, depuis qu'on sait qu'il y a cette crise écologique, donc 40, 50, 60 ans, on sait que cette crise, elle ne sera relevée que si elle est faite par et pour les habitants, par et pour les citoyens. Donc la méthode, elle est cruciale pour arriver à faire face à la crise écologique, dont on connaît déjà aujourd'hui les effets, mais qui vont s'accroître dans les décennies à venir.

En termes de méthode, dans ce rapport, vous citez la campagne de communication, d'autosatisfaction de Monsieur le Maire, « Montpellier change avec vous », ces mauvaises réunions dans 7 quartiers de la Ville qui ont été faites. Excusez-moi, mais ce n'est même pas de la démocratie participative, c'est des réunions d'information qui ont été faites, de one man show de votre part, Monsieur le Maire. Je trouve ça choquant et je pense que ça en dit long sur votre rapport finalement à la démocratie.

Et j'en viens à l'angle mort, finalement, de la co-construction autour des sujets écologiques qui se trouvent aujourd'hui à Montpellier. Les quatre boulevards. Les quatre boulevards, ça va devenir une contre-référence nationale de ce qu'il faut faire quand on veut s'attaquer au trafic de transit dans une ville. Je le redis, aujourd'hui, c'est un fiasco. C'est un fiasco, on a des habitants, et je vais le lire, ce n'est pas forcément, c'est peut-être des gens qui ont voté pour vous en 2020, ce n'est pas des gens qui ont du plaisir, ce n'est pas des militants, à se retrouver en manifestation, à être là alors qu'il fait très peu de degrés devant la Mairie. Ces gens-là, s'ils se mobilisent, c'est parce que votre plan de concertation, votre plan de mobilité, il n'a pas de sens, il a été fait dans le désordre. Et donc je crois que c'est très révélateur d'un manque vraiment de vision sur comment on fait une méthode, comment on embarque les habitants de cette Ville sur ces défis qui sont majeurs. Ça, ça sera une contre-référence nationale de ce qu'il faut faire, et surtout ça fera, comment dire, sur notre territoire je pense qu'il y aura un avant et un après les quatre boulevards. C'est-à-dire qu'aujourd'hui les habitants, ils n'ont plus confiance dans votre capacité à concerter sur les vrais sujets qui engagent l'avenir de notre territoire.

Deuxièmement, deuxième exemple, parce que c'est le dernier en date, sur le vélo, il y avait une règle de bon sens. On pouvait prendre son vélo dans le tram lorsqu'on avait par exemple crevé à l'autre bout de la ville et qu'on devait rentrer chez soi. Le bon sens, c'était de dire que hors heure de pointe, on pouvait tout simplement mettre son vélo. Aujourd'hui, cette règle a été enlevée sans concertation avec l'association de cyclistes, sans concertation avec les cyclistes de Montpellier, une règle unilatérale comme ça qui est faite et qui va contre le discours qui consiste à dire qu'aujourd'hui, il faut de l'intermodalité dans nos transports publics.

Donc moi vraiment, ces deux exemples, je trouve qu'ils sont manifestes de votre manque de méthode, en plus de votre manque de vision sur l'écologie – je ne sais pas si vous avez compris grand-chose au défi auquel le territoire est confronté. Mais en termes de méthode, c'est extrêmement grave.

Mais pour ne pas finir sur une note trop négative, je réitère ma proposition, que je porte depuis le début de ce mandat, qui est de dire : fléchons une enveloppe du budget participatif et donnons-la aux mains des conseillers de quartier de cette Ville. Nous le savons aujourd'hui, ces conseils de quartier sont moribonds, ils n'ont pas d'objectifs, ils ne savent pas où ils vont. Je réitère le fait que si vous donnez du pouvoir à ces personnes, elles vont s'engager. Tout simplement, faisons un appel auprès des habitants de la Ville en leur demandant ce qu'ils veulent comme projet en termes de transition écologique dans leur quartier, au coin de leur rue. Permettons aux conseillers de quartier de choisir parmi ces projets lesquels sont les plus pertinents. Nous pourrions ainsi enfin faire vivre la vitalité démocratique de notre Ville sur ces sujets qui sont cruciaux. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Maire : Merci Madame. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ? Madame JANNIN.

Stéphanie JANNIN : Bonjour, Monsieur le Maire, chers collègues. Mon intervention porte sur le chapitre de ce rapport concernant la lutte contre les discriminations. Vous avez engagé la Ville de Montpellier dans le dispositif de parrainage républicain en réponse à l'appel de l'Association nationale des villes et territoires accueillants, l'ANVITA. Il offre la possibilité à des personnes contraintes à l'exil de pouvoir s'appuyer dans leur quotidien sur un binôme parrain-marraine, l'un issu de la société civile et l'autre élu. Une réunion en visio s'est tenue au printemps 2022, si mes souvenirs sont exacts, présidée par Monsieur CALVO, rassemblant un certain nombre d'associations engagées sur l'accueil et la solidarité pour préparer ensemble cet engagement de la Ville et de son tissu associatif dans le dispositif de parrainage républicain. Beaucoup de questions y avaient été posées par les bénévoles, notamment concernant les modalités, l'organisation, le contenu de l'engagement pour les parrains et les marraines par exemple. La mise en place du dispositif semblait alors balbutiante et Monsieur CALVO avait indiqué poursuivre lors d'une prochaine réunion, ce qui ne s'est finalement pas fait pour des raisons que j'ignore. Un an et demi plus tard, je découvre par hasard sur les réseaux sociaux que le parrainage républicain est effectivement mis en place. Je m'en réjouis tout d'abord pour les bénéficiaires, mais je regrette que ce dispositif fasse l'objet d'une double opacité : opacité vis-à-vis des élus, notamment de ce Conseil municipal, et opacité vis-à-vis des Montpelliérains.

La solidarité nous concerne tous, pas uniquement quelques élus de la majorité municipale, ni quelques citoyens qui vous sont proches. D'ailleurs, comment ont-ils été désignés ? Par qui ? Comment vous assurez-vous que chaque demandeur d'asile puisse, s'il le souhaite, accéder au dispositif et donc être parrainé ? Dans la mesure où les associations et leurs bénévoles, qui avaient montré en 2022 un intérêt vif pour le dispositif, n'ont pas été, du moins pour certaines, recontactées, ce dont je peux témoigner, pourquoi la Ville de Montpellier n'apparaît pas comme Ville partenaire de l'ANVITA sur le dispositif,

comme d'autres villes, comme Bègles, Strasbourg, Rouen, Annecy, Malakoff, Lyon, Clermont-Ferrand, etc. ? Et enfin, pourquoi ne pas avoir indiqué la mise en place de ce dispositif dans ce rapport de développement durable ?

Bref, beaucoup de questions sans réponse et avec l'impression d'une mise en place en catimini, ce que je ne m'explique absolument pas, et surtout et avant tout, au bout du compte, des personnes exilées, déjà particulièrement éprouvées, à qui vous réduisez par cette méthode refermée les possibilités d'accès au parrainage républicain. Alors, Monsieur le Maire, je vous demande par conséquent de clarifier ce dispositif que vous avez mis en place. Sortez de l'opacité afin que chacun, citoyen et élu qui le désirent, puisse s'engager pleinement dans le parrainage républicain. Pour cela, je vous demande la mise à l'ordre du jour d'une délibération au prochain Conseil municipal qui permettra de porter à connaissance du Conseil municipal et du grand public le dispositif accompagné d'une méthode transparente pour le mettre en œuvre, car il n'est pas acceptable que la solidarité puisse faire l'objet d'un entre-soi réducteur. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Monsieur CALVO pourra peut-être répondre. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ? Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci. Bonjour à tous. Juste pour dire qu'évidemment je suis entièrement d'accord avec ce que vient de dire Stéphanie. Je pense qu'il est essentiel que tout le monde à Montpellier puisse participer au travail social qu'il y a à faire. Nous sommes une Ville où la pauvreté est grandement représentée, et je pense que toutes les bonnes volontés doivent être réunies, et on doit leur permettre d'agir. Après, je suis également d'accord avec Madame Alenka DOULAIN, pas pour l'agressivité qu'elle développe à votre égard, mais sur la problématique des quatre boulevards : nous les soutiendrons, en tout cas jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée. Merci.

Monsieur le Maire : Merci Madame YAGUE. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Je propose peut-être que Monsieur CALVO vous apporte des éclaircissements sur le sujet. Aucune des associations qui a dialogué avec nous n'est fermée. Il n'y a pas de souci. L'inauguration de l'hôtel des Fauvettes qu'on a transformé en lieu pour aider, c'était un moment formidable, c'était une inauguration publique et tout élu pouvait y venir pour montrer le travail qu'on faisait sur la prise en charge des demandeurs d'asile politique en l'occurrence. Monsieur CALVO n'a aucune volonté de restreindre. Je trouve que le terme d'entre-soi est particulièrement inapproprié. Il peut y avoir, peut-être, un manque d'information, mais la suspicion du terme « entre-soi » ... Madame JANNIN, si vous voulez parrainer, il n'y a aucun problème.

Stéphanie JANNIN : Moi, je parraine déjà.

Monsieur le Maire : Formidable. Bravo à vous. Monsieur CALVO. Mais je trouve que les mots, ils ont un sens. Il n'y a aucun souci. Voilà. C'est comme l'entre-soi d'avoir laissé les bidonvilles, etc., où nous sommes sur le village de transition. J'ai une réunion demain avec Monsieur le Préfet pour le régler. Enfin, il faut s'attaquer à chacun des problèmes. Ils sont durs, ils sont difficiles, la société est violente, et face aux forces du repli, oui, on a besoin de tout le monde, il n'y a pas de problème. Allez-y, Monsieur CALVO.

Michel CALVO : Juste pour vous dire que le principe que l'on a adopté pour construire le réseau, c'est plutôt le volontariat : le volontariat des associations qui travaillent avec nous, le volontariat des parrainés, le volontariat des élus. Nous n'avons fait aucun ostracisme dans le choix des élus. Ce sont uniquement les élus qui étaient candidats au parrainage qui ont été impliqués dans le processus.

Vous faites référence à l'ANVITA. La réunion dont vous avez parlé, c'est la réunion que nous avons tenue avec l'ANVITA nationalement. Le problème, c'est que l'efficacité du réseau que nous proposait l'ANVITA n'a pas été démontrée dans cette réunion. La volonté d'impliquer tous les élus, toute la Ville, n'était et n'est pas démontrée. Nous avons donc choisi un autre processus, celui de travailler avec les associations qui connaissent et qui parrainent des demandeurs d'asile. Des élus se sont connectés sur les parrains républicains qui sont des citoyens de la Ville. Il n'y a aucun ostracisme. Vous parrainez, mais c'est vraisemblablement par une association autre que le réseau que nous avons créé. Il n'y a aucune obligation, il n'y a aucune fermeture.

Je regrette que l'on ait seulement, actuellement, une trentaine, 34 parrainages exactement je crois, sur la Ville. On essaie de développer une ouverture du point de vue du contenu des parrainages, c'est-à-dire que nous ne nous substituons pas à l'activité des associations. Nous faisons de l'accompagnement juridique, mais tout ne se réduit pas à l'accompagnement juridique. Nous faisons de l'accompagnement sportif, culturel, d'opérations communes, de repas en commun. Et peu à peu, on découvre la multiplicité des activités que l'on peut mettre derrière ce parrainage. Si, vraiment, vous voulez qu'on provoque une réunion pour que le travail du parrainage soit ouvert à tous les élus de la collectivité, j'y suis plus que favorable, parce que plus l'on parrainera des gens, plus ce sera efficace.

Et dernier point, parce que je voudrais le dire quand même, dans ce climat kafkaïen sur le débat de la loi qu'on vient de traverser : les parrainages républicains, c'est d'une efficacité réelle, qui travaille sur le fait que notre société est accueillante dans la réalité de son fonctionnement, alors qu'idéologiquement on dit « tout est fermé », « tout se ferme », etc. Moi, je me félicite que sur les 34 parrainages, on ait 5 personnes qui ont basculé dans l'obtention de titres de séjour dans les 6 dernières semaines. Et ce travail, ce travail de fourmi, de liens ensuite, qui remonte dans les aidants, cela, c'est la victoire de l'accueil de notre société.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur CALVO. Il n'y aura aucun souci : il y aura un courrier à l'ensemble des élus municipaux, aucun problème. On a besoin de tout le monde. Et je pense qu'aujourd'hui, il faut plus nous reprocher, peut-être, un manque d'information qu'un manque d'engagement. Parce que c'est vrai que le contexte, actuellement, dans la société et dans les sociétés européennes, est quand même un vent mauvais dans le rapport à l'autre. Et donc ici, c'est bien les valeurs de fraternité qu'on essaie de porter. Dont acte. Pas de souci. Mais ne voyez pas un entre-soi. Je prends vos mots.

Je vais répondre à la précédente intervention. Je mets en garde. Plusieurs points. Sur la question des vélos, ce n'est pas une question qui est simple, mais on a été beaucoup saisis : Madame CABELLO, qui suit les questions d'accessibilité universelle, et Madame MARIN-KHOURY, Monsieur BARRAL qui suivent les questions liées aux seniors, sur les comportements compliqués, où des usagers étaient en difficulté dans les transports en commun. Il faut le reconnaître, Madame. Il y a des gens qui ont un rapport complètement décomplexé et irrespectueux et qui, à l'endroit des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, des jeunes parents avec poussette, papas ou mamans d'ailleurs, ne font pas attention. Nous avons donc pris cette décision. Parallèlement, nous développons massivement un réseau cyclable, qui nous a conduits à changer le plan de circulation, à opérer des transformations qui n'ont pas été simples dans la ville, difficiles, où il a fallu assumer, lutter contre des gens qui ne voulaient pas ces changements. Et vous ne nous en donnez même pas acte, mais c'est votre posture d'opposante et elle vous appartient. On a donc pris cette décision et donné une clause de discussion d'ici 6 mois pour voir comment les choses se passent. Mais croyez-moi, il y a aussi une partie des usagers des transports en commun qui nous remercient, parce que souvent, des personnes en situation de fauteuil roulant restaient au pied du tram. Voilà, on travaille là-dessus.

D'ailleurs, dans l'espace public, on va aussi travailler sur une sorte de code de la rue. Le terme est « guide de la rue », concerté avec l'ensemble des associations, qui fait l'objet de discussions pour faire en sorte qu'on puisse établir une sorte de pyramide : le piéton est le plus vulnérable et prioritaire, et puis ensuite le cycliste, etc. Aujourd'hui, on a des trottinettes débridées dans la ville, qui vont à 40 km/heure, qui sont extrêmement dangereuses. Il s'agit de définir une règle pour que chacun puisse trouver sa place. Et ce n'est pas simple, parce que dans les concertations qui sont menées, chacun y va de ses intérêts. Et nous devons essayer de trouver une définition de l'intérêt général.

D'ailleurs, puisque l'on parle des transports collectifs, vous avez eu des mots, je me dois de les relever : « la gratuité c'est pourri ». Je ne suis pas sûr qu'il fallait employer ce terme-là. Que vous soyez contre, c'est la constance de vos convictions. Mais je crois qu'aujourd'hui, elle fait quand même beaucoup de bien, a fortiori pour le prix de l'essence, et les gens qui en bénéficient la plébiscitent. Et dans un contexte de tension inflationniste, encore, sur le prix de l'essence qui ne va pas s'arranger, c'est bien. Et les 100 000 personnes qui bénéficieront du développement de l'offre de transports en commun avec la cinquième ligne de tramway, d'ailleurs, nous disent souvent avec impatience, « faites-le ». Alors, la cinquième ligne de tramway nous a obligés à bonifier le plan de circulation, elle nous a obligés à des transformations importantes. Aujourd'hui, des nouvelles habitudes se prennent. Beaucoup de gens qui étaient adeptes des déplacements automobiles ont changé, parce que notre conception de l'écologie, elle est positive. Cela a été l'aide de 500 euros pour le vélo à assistance électrique, et des choix de rupture qui ont été importants pour pouvoir sécuriser les mobilités piétonnes et cycles. Et je sais encore l'impatience sur beaucoup d'endroits. Mais parfois il faut porter ses engagements. Alors, il y a toujours des gens qui disent « on ne nous écoute pas ». C'est vrai que des fois, c'est difficile de faire. C'est plus facile de critiquer. Moi je ne minore pas évidemment la situation à Rabelais et à Berthelot. Je suis bien conscient que ce n'est pas simple. Tout comme celle des habitants de l'avenue de la Liberté. Depuis très longtemps, elle est très désagréable, même si ce n'est pas du même ordre, évidemment. Et cela imposera que nous puissions poursuivre d'autres changements : la transformation du rond-point de Prés d'Arènes avec la déqualification de l'A709 ; ce qui doit être sous financement autoroutier un boulevard urbain, avec le contournement ouest de Montpellier, qui est un élargissement de voirie, qui nous permettra d'opérer des transformations. Et vous voyez, dans mon propos, je formule déjà des propositions, pour être des éléments de réponse.

Ensuite, dans ce rapport développement durable, on pourrait ajouter, et je suis d'accord, ce n'est pas le terme, il faudrait que le législateur le change, mais qu'il me soit permis d'annoncer d'autres bonnes nouvelles, parce que c'est tellement facile de dire « c'est un énoncé de mesures ». Enfin quand même. Le dossier de l'eau. Parce que là, en ce moment, il ne fait pas froid. Et il y a un problème aujourd'hui. Je me permets de vous reprendre. Il ne fait pas froid et c'est un problème. Et ce qui se passe dans les Pyrénées-Orientales et ce que la Ville de Barcelone vient d'adopter comme plan est ce qui nous arrive. Sur l'eau, quelques chiffres, avec tous ces travaux qui nous rendent légitimement impopulaires, parce que c'est dur, les travaux. 21 % de l'eau était perdue dans les canalisations. Tout ce que l'on a fait sur le réseau ancien autour des faubourgs, plus les travaux liés à la ligne 5, donc la durée des travaux à Clemenceau et route de Lavérune, nous permettent aujourd'hui d'être à 13,9 % de fuites : de 21 à 13,9 en trois ans. Hier, enfin il y a trois jours, on était avec Monsieur le Maire de Lattes et Monsieur le Vice-Président René REVOL ensemble sur le chantier de Maera. À Maera, outre la fin du scandale des camions qui envoyaient nos boues ailleurs, nous allons enfin pouvoir avancer sur la réutilisation des eaux usées à l'horizon 2027, pour que nous n'utilisions plus l'eau potable pour nettoyer nos rues et arroser nos jardins publics – pas privés. Donc, nous trouvons des solutions. Ce n'est pas un patchwork, ce sont des mesures structurantes, difficiles. Et je veux saluer tous les élus qui les ont soutenues, parce que le budget de Maera a été plus élevé, parce que l'on a dit que l'on prenait ces options : produire de l'énergie, réutiliser les eaux grises. Et puis la tarification éco-solidaire de l'eau :

les premiers chiffres arrivent, et Monsieur le Président de la Régie nous dit : « Cela nous permet de faire un gain de sobriété de près de 5 %. » Tout cela mis bout à bout commence à sécuriser la question de l'eau. En tout cas, nous aurons des discussions avec les viticulteurs de la Métropole sur le rapport à l'eau, parce qu'ils le voient bien dans cette crise. Alors, je ne sais pas, si c'est un patchwork.

Quand je vois les habitants de la rue Saint-Louis, de la rue Roucher, de Celleneuve, s'emparer des bons de végétalisation, cela a été dit par Madame MASSART, il y a des formes de co-construction sur l'adaptation de la Ville au changement climatique, de mobilisation des jeunes. Oui, quand on fait des réunions publiques, vous pouvez qualifier ça de « one man show », je vous laisse vos mots, Madame. Mais voilà : les échanges, essayer de répondre aux questions des administrés, le travail avec les groupes d'habitants, les différentes réunions de commissions comme le Comité des mobilités et tant d'autres instances, permettent à tout un chacun d'être partie prenante, comme la démarche qu'on a initiée sur le quartier des Bouisses ou sur plein d'autres sujets. Nous sommes donc à la fois dans des approches de co-construction et d'efficacité pour faire vite, sur le plan des mobilités pour décarboner, faire vite sur le dossier de l'énergie pour aller conquérir de la souveraineté énergétique et réduire nos émissions de CO₂, faire vite sur la question de l'eau, planter des arbres dont le bénéfice climatique, je ne sais pas si le terme est le bon, en tout cas, sera dans dix ou quinze ans, parce qu'il faut du temps pour qu'ils prennent racine. C'est ce qu'aurait dit Stéphane JOUAULT. Mais planter maintenant, c'est préparer l'avenir.

C'est normal, quand on est l'opposition, d'identifier des griefs, d'en chercher. C'est aussi une manière de toujours challenger ceux qui sont en question de responsabilité. Le tout est de le faire sans être péremptoire, mais de manière constructive. Et je suis désolé de devoir vous reprendre, mais je pense qu'avoir déclaré « la gratuité c'est pourri » n'était sans doute peut-être pas la meilleure contribution pour nous faire progresser. Aujourd'hui, elle est au rendez-vous. Et nous allons poursuivre. Et la bonne nouvelle, c'est que Madame FRÊCHE et tous les élus ici, nous accueillons des délégations qui viennent de toute l'Europe pour nous dire « comment on fait ? », et c'est une idée qui inspire et qu'on mettra également dans le rapport l'année prochaine.

Je propose de prendre acte.

Le Conseil prend acte.

3. Ressources - Rapport d'orientations budgétaires - Débat d'orientations budgétaires (DOB) 2024 - Adoption

Mme N. AKIL quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme A. ROBIN.

Monsieur le Maire : Monsieur ASLANIAN, je vous donne la parole pour présenter notre débat d'orientations budgétaires et, suite à la demande des présidents de groupe, le temps imparti sera, malgré notre règlement, plus long, de 10 minutes, pour pouvoir évidemment apporter des contributions sur un document important. Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN : Merci, Monsieur le Maire. Alors, Mesdames et Messieurs, je vais vous présenter le débat d'orientations budgétaires 2024. Vous allez le voir, on va faire les choses un peu différemment de ce que l'on faisait les précédentes années. Je vais vous le présenter en quatre respirations. Je vais vous parler du contexte dans lequel nous avons été contraints de bâtir ce DOB. Je vais vous parler des premières tendances en recettes et en dépenses. Je vais vous parler de nos objectifs. Et enfin, je vous proposerai les choix que la municipalité compte appliquer pour la rédaction de ce budget dans le prochain Conseil municipal.

Tout d'abord, quelques éléments de contexte. Premier élément de contexte très contraignant, le choc inflationniste. Vous avez sous les yeux un graphique, qui est issu de la Banque postale, qui donne les évolutions d'un certain nombre d'éléments sur les douze derniers mois glissants. Vous le voyez : 13,6 % sur les produits alimentaires, 5,2 % sur les combustibles, 27 % sur l'électricité, le gaz, l'air conditionné, 5,3 % sur le BT01. Le BT01, c'est un indice qui mesure l'évolution des prix dans la construction, et en suivant le TP01, qui mesure l'évolution des prix sur les travaux publics. En clair, nous avons un taux d'inflation global à 3,9 % attendu en 2024, alors que nous étions sur un taux d'inflation de 1 % au début du mandat.

Une slide sur la hausse des taux d'intérêt, c'est intéressant. Voici la répartition de l'encours de la dette en 2020, voilà celle que nous obtiendrons en 2024. En 2024, nous aurons 49 % de taux fixe et 51 % de taux variable, avec une charge de la dette qui augmentera de 4,5 millions d'euros. Juste pour mémoire, depuis 2023, les taux courts sont passés de 0 à 4 % et les taux longs de 1 à 4 % : c'est vous dire si cela a un impact absolument énorme sur notre budget.

Un élément de contexte sur le choc énergétique. Vous avez là un graphique qui vous montre l'estimation du prix du gaz en mégawattheure. Vous voyez qu'en 2023, nous avons atteint un pic, et que cela a tendance à baisser en 2023 et en 2024, mais cela reste encore considérable. Pour mémoire, l'évolution des tarifs : 2,75 fois en électricité et 3,7 en gaz en 2023. Des dépenses d'énergie multipliées par deux en 2020, et nos estimations 2024 : nous passons de 3,4 millions d'euros à 7,5 millions d'euros.

Autre élément de contexte important, nous l'avons mis dans le contexte parce que c'est pour nous non négociable, et c'est une des clés de notre mandat : le maintien des taux de fiscalité. Nous maintiendrons donc la taxe d'habitation sur les résidences secondaires à 22,49 %. Nous avons encore un travail en cours avec les services fiscaux concernant les hypothèses de recettes. Nous maintiendrons 52,63% de taxe sur le foncier bâti, et enfin 112,71 % sur le foncier non bâti. Je vous rappelle que depuis 2020, nous assurons la stabilité des taux de fiscalité pour les ménages, ce qui est un marqueur de notre mandat.

Sur le foncier bâti, voici une évolution physique des bases depuis 2011. Je vous rappelle que cette taxe nous rapporte 242 millions d'euros. En tout cas, c'est ce que nous prévoyons en 2024, ce qui correspond quand même à 60 % de nos recettes. L'évolution forfaitaire des bases de l'État portée par l'inflation est à 3,9 % et nous retenons une évolution physique que vous voyez dans le graphique à 0,8 %, ce qui nous donnera 1,5 million d'euros supplémentaires.

Passons maintenant aux premières tendances. Nous pensons que nous allons avoir des recettes réelles de fonctionnement en augmentation de 5 %, qui vont être en deux parties : la fiscalité qui augmentera de 5 %, de 12 millions d'euros donc, dont 10 millions d'euros sur le foncier bâti et 2 millions d'euros sur la taxe d'habitation sur les résidences secondaires – ce sont nos prévisions. Et enfin, sur les dotations, nous considérons que nous allons avoir une augmentation de 6 %, qui sera de 6,3 millions d'euros, dont 3 millions d'euros sur la dotation globale de fonctionnement et dotation de solidarité, 1,3 million d'euros sur les compensations fiscales et plus de 1 million d'euros sur les subventions de la CAF.

En ce qui concerne les dépenses réelles de fonctionnement, nous les estimons à 5 %, dont 2 % d'augmentation de dépenses sur les charges générales et les subventions, 3 % sur les charges de personnel, nous ferons un focus là-dessus un peu plus loin. Malheureusement : 77 % de charges d'intérêt, 4,5 millions, je vous l'ai dit, et nous rajoutons une hypothèse de revalorisation pour la voirie Métropole de 4 millions d'euros, dont nous reparlerons dans une slide un peu plus tard.

Parlons de nos objectifs. En ce qui concerne la stratégie financière du mandat, notre objectif est, bien entendu, de maîtriser la situation financière de la Ville. Nous devons pérenniser l'autofinancement, afin de conserver un taux d'épargne brute satisfaisant nous permettant de financer notre PPI. Nous voulons assurer une gestion stratégique et maîtrisée de la dette, afin de contenir la dette dans une capacité de désendettement inférieure à 12 ans. Tout ceci doit se traduire dans notre budget par des choix politiques forts. Bien entendu, nous voulons continuer à financer notre PPI ambitieuse que nous avons votée à hauteur de 1 milliard d'euros, et nous souhaitons en garantir un taux élevé de réalisation, ce qui est extrêmement important – nous le verrons plus tard. Nous voulons déployer le bouclier social, en ne faisant aucune augmentation des taux de la taxe foncière et en mettant en place des tarifs permettant un accès pour tous aux services publics.

Nos choix, maintenant. Nous souhaitons avoir une gestion responsable des fonds publics. Nous faisons une recherche accrue de subventions auprès des partenaires de la Ville, et nous déployons un plan de lutte contre l'absentéisme, dont je vous présenterai le premier bilan, comme je m'y étais engagé, au prochain Conseil municipal, en mars 2024. Nous ne sommes pas restés sans rien faire non plus par rapport à la problématique énergétique. Nous avons donc voté un plan de sobriété énergétique et nous attendons par lui une baisse de la consommation de 5 %. Nous avons des projets pour Montpellier, pour en faire une Ville exemplaire à ce niveau. Nous avons voté des travaux pour la transition écologique et la végétalisation des écoles. Nous voulons continuer à déployer les bornes de recharge des véhicules électriques. Nous avons développé, nous voulons développer la flotte des véhicules décarbonés. Et, enfin, nous continuerons à généraliser les LED avec détection de présence pour les équipements municipaux.

Au niveau du bouclier social, parmi nos choix, nous avons choisi de maintenir les principaux tarifs 2024. Tous les tarifs sociaux restent inchangés. Ont également été maintenus à leur niveau de 2023 les tarifs de restauration scolaire, les tarifs des maisons pour tous, les ALSH, les prestations Jeunesse et sportives. Enfin, l'évolution des autres tarifs a été plafonnée au taux d'inflation prévisionnel de l'OCDE, qui est fixé à 3,1 %.

Nous faisons le choix de la transparence de la gestion. En deux points, au niveau des budgets verts, nous avons l'obligation pour les collectivités de plus de 3 500 habitants, à compter de l'exercice 2024, compte administratif 2024 et budget primitif 2025, de le mettre en place. Nous proposons d'anticiper l'obligation légale en présentant les premiers résultats de la démarche dès le compte administratif 2023. Deuxièmement : la certification des comptes. Vous savez que nous avons engagé la collectivité dans un processus de certification des comptes. Le Parlement n'a pas encore statué sur la suite de ce dispositif, mais nous vous proposons de poursuivre la certification des comptes au moins jusqu'à la fin du mandat par souci de transparence. Nous proposons donc d'aller au-delà de l'obligation légale pour éclairer davantage le choix et l'information des élus. Pour mémoire, ça coûte pour les budgets verts un équivalent temps plein, et pour la certification des comptes quelque chose qui doit coûter autour de 90 000 euros.

Nous voulons une stratégie vertueuse de la gestion de la dette. Nous avons la confiance des prêteurs. Nous avons eu trois fois plus de réponses que nos besoins lors de notre dernier appel d'offres. Nous mettons en place une dette diversifiée pour plus de sécurité, avec des emprunts régulièrement renégociés auprès de nos 14 banques partenaires. Nous mettons place des emprunts vertueux dans le domaine social et nous mettons des prêts sociaux auprès de la Banque postale pour les opérations NPRU de la Mosson, la construction du groupe scolaire Mas Barlet. Il est clair que la qualité de la signature de la Ville est reconnue par les banques, grâce à une gestion saine et rigoureuse de nos finances, et ça c'est quand même un point extrêmement important dans un contexte où d'autres collectivités ont plus de difficultés.

Parmi nos choix et la gestion de la dette, nous proposons de prendre pour 2024 un taux moyen de 3,32 %. Nous proposons de retenir une provision prudentielle de 0,7 million d'euros permettant de couvrir une hausse des taux d'intérêt jusqu'à 3,82 %, au cas où. Nous retenons la possibilité de réaliser des emprunts infra-annuels pour 0,6 million d'euros, ce qui nous fera une charge de la dette de 11,6 millions d'euros au total.

Les relations entre la Ville et la Métropole, je vous en avais parlé tout à l'heure. Nous voulons assurer le financement de la compétence voirie. Vous savez que les compétences de l'intercommunalité sont financées par des recettes dynamiques, qui permettent de faire face à des dépenses : la mobilité avec le versement mobilité, les déchets ménagers avec la TEOM, les milieux aquatiques et inondations avec la taxe GEMAPI. Mais il y a une compétence qui fait exception, c'est la compétence voirie espaces publics, dont la recette affectée est figée depuis sa mise en œuvre, basée sur une base de dépenses de fonctionnement sur trois ans, de 2012 à 2014. Il faut donc modifier le système et nous proposons d'accroître l'attribution de compensation venant à financer cette compétence. Pour ce faire, un pacte financier et fiscal est en cours de discussion, qui permettra d'acter les règles de financement de la progression des dépenses de cette compétence. Nous, Ville de Montpellier, nous nous engageons à contribuer de façon équitable à l'équilibre de ces finances intercommunales, et à ce stade, nous vous proposons de mettre une provision de 4 millions d'euros, concernant l'attribution de cette compensation.

Un petit focus sur les dépenses de personnel. En 2024, nous passerons à 211,1 millions d'euros en orientation. Alors évidemment, la plupart, ce sont des catégories C, dont nous essayons de maintenir le fameux bouclier social dont nous avons parlé. Nous avons pris des mesures fortes en matière de rémunération pour les agents : la deuxième phase du RIFSEEP, qui sera à plein régime, et la réévaluation de la prime d'intéressement collectif. Nous allons créer des postes supplémentaires liés aux ouvertures d'équipements, dont le groupe scolaire Jeanne Moreau. Nous prenons en compte les 5 points d'indice supplémentaires pour chaque agent suivant décision de l'État. Nous prenons en compte la revalorisation de 1,5 % du point d'indice depuis le 1^{er} juillet 2023, qui s'applique en année pleine en 2024. Et, enfin, nous faisons une provision de 1 million d'euros pour une nouvelle revalorisation éventuelle du point d'indice de 1,5 % en juillet 2024, qui serait imposée par le gouvernement.

Le choix est de continuer des dépenses d'équipement dynamiques. Sur le BP 2023, nous avons engagé 172 millions d'euros. Le CA 2023 montre que nous avons réalisé 143 millions d'euros, avec un taux de réalisation de 85 %, ce qui est, Monsieur le Maire, absolument exceptionnel, et c'est la première fois dans la commune. Pour 2024, nous proposons des dépenses d'équipement de 200 millions d'euros, pour une transition écologique et solidaire, la qualité de vie des Montpelliérains, nous voulons toujours édifier une ville à hauteur d'enfants, avec des investissements soutenus par l'État, le Conseil départemental et la Région Occitanie. Au niveau de ces 200 millions, les principales opérations, vous les avez, c'est un fonds de concours espaces publics et mobilités douces et alternatives, la participation aux équipements NPRU de la Mosson, la construction du groupe scolaire Nouveau Saint-Roch, le projet du grand parc Lunaret Lavalette Montmaur, et enfin la rénovation énergétique des écoles. Ce sont les principales dépenses d'équipement.

En conclusion, Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous articulons ce projet 2024 autour de trois axes. Premier axe : investir dans la transition écologique et solidaire pour la qualité de vie des Montpelliérains, pour édifier une ville à hauteur d'enfants. Deuxième axe : nous voulons continuer à édifier le bouclier social pour l'ensemble des Montpelliérains. Troisième axe, nous voulons renforcer les efforts de gestion pour préserver l'épargne et soutenir l'investissement. Mes chers collègues, je vous remercie de m'avoir écouté et je suis à votre disposition pour les réponses.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup cher Michel ASLANIAN, qui est élu aux finances et au personnel, pour votre présentation. C'est le débat d'orientations budgétaires. Ça n'est pas le budget. Chacune des interventions va donc être recueillie pour accompagner la construction du budget, qui sera voté au prochain Conseil municipal. J'ouvre les inscriptions sur cela. Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur ARIZTEGUI, Monsieur GUISEPPIN, Madame YAGUE, Monsieur GUISEPPIN, Madame DOULAIN, Monsieur JAWHARI, Monsieur COTE, Monsieur REYNAUD, MARTIN, FRÊCHE. Et ensuite, est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ? Je clos la liste des inscrits. Et on répondra, avec Monsieur ASLANIAN. Allez-y, Monsieur EL KANDOUSSI, vous avez la parole.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, chers collègues. Concernant cette présentation du débat d'orientations budgétaires, j'ai évidemment beaucoup de remarques et une analyse différente. Dès la page 1, vous indiquez que vous prenez la pleine mesure des difficultés. C'est une affirmation gratuite, car il n'y a aucune trace de solutions. Vous faites comme s'il n'y avait pas de problèmes, pas d'inflation, pas d'augmentation des carburants ou des énergies, pas d'augmentation des taux d'intérêt des banques.

En page 4, vous annoncez une capacité de dette inférieure à 12 ans pour la fin du mandat. Nous sommes déjà à 10,2 années et il reste encore deux budgets. Les 12 ans, comme le dit Max LÉVITA, c'est la ligne rouge. Lorsqu'on s'approche des 12 ans d'endettement, on émet un message de détresse aux banques, et ces dernières durcissent les taux d'intérêt. Page 7, la capacité de désendettement glisse de 7,5 années au budget primitif 2023 à 10,2 années en 2024. Il y a un danger et rien n'indique dans ce DOB que vous avez conscience de ce danger. Pour vous, les 12 années d'endettement sont un objectif. Pour nous, c'est le taux qu'il faut fuir, ne jamais s'en approcher. Vous augmentez l'endettement, vous vous rapprochez dangereusement de la ligne rouge. Je vous le dis, il y a danger pour les finances de la Ville. Vous dites vous-même en page 6 que les emprunts contractés génèrent une forte augmentation de la charge de la dette de 5,6 millions d'euros au budget primitif 2024 par rapport au budget primitif 2023.

Page 8, vous parlez de faire des efforts, mais il n'y a aucune trace d'efforts ou d'économies. C'est même l'inverse. Vous indiquez que les dépenses de fonctionnement augmentent de 5 %. Je maintiens mon observation du budget supplémentaire voté en fin d'année dernière. Le ratio entre les dépenses de fonctionnement plus le remboursement du capital va être supérieur à 100 % par rapport aux recettes de fonctionnement. La conséquence de votre politique, et je ne la recommande pas, c'est l'augmentation des impôts face à vos dépenses.

Page 18, l'annuité de la dette pour 2024, c'est + 78 % pour les intérêts. Les intérêts de la dette explosent. Le remboursement du capital augmente de 28 %, c'est énorme, et les annuités de la dette, c'est + 46 %, en passant de 22 millions à 33 millions. Votre plan d'investissement, Monsieur le Maire, de 3 milliards avec des taux d'emprunt aussi importants, c'est trop de risques.

Page 19, sur l'attribution de compensation à la Métropole, Montpellier rajoute 4 millions de participation. Vous changez les règles du fonctionnement de l'intercommunalité, en espérant obtenir une participation supérieure des autres communes de la Métropole. On comprend là qu'il y a un besoin pressant d'argent à la Métropole. L'argent manque, c'est incontestable. Un autre signal de danger des finances face à vos dépenses. Page 20, les dépenses d'équipement augmentent de 16 % en une année, de 172 à 200 millions. C'est beaucoup trop.

Pour conclure, techniquement, une augmentation d'impôts s'impose, même si vous vous persuadez que vous ne toucherez pas à la fiscalité. Vous rendez la situation future très fragile. La dette des Montpelliérains s'accroît dangereusement. Vous plombez la Ville. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur EL KANDOUSSI. Monsieur ARIZTEGUI, puis Madame YAGUE.

Eddine ARIZTEGUI : Merci Monsieur le Maire. Chers collègues. Je vais intervenir en trois points concernant notre budget et les politiques que nous menons et mènerons en fonction. Le premier pour vous annoncer une bonne nouvelle, une excellente nouvelle. Je vous avais précédemment indiqué que nous avons obtenu une subvention du ministère pour créer un enclos à lions provenant des cirques. Pour rappel, la loi du 30 novembre 2021 interdira d'ici quelques années la captivité d'animaux sauvages dans les cirques itinérants, et cette loi avait été promulguée peu après que nous ayons voté un vœu à l'unanimité de notre Conseil municipal demandant au législateur d'agir en ce sens. Nous venons de connaître le montant de la subvention, qui s'élève à 575 000 euros, plus d'un demi-million d'euros de subvention pour Montpellier. Ça n'est pas tous les jours que nous apprenons une si bonne nouvelle, alors je souhaitais la partager avec vous. Nous avons obtenu le seuil maximal du ministère et il restera 145 000 euros à la charge de la collectivité. Accueillir des lions de cirques correspond parfaitement à notre politique d'avoir un espace zoologique du 21^{ème} siècle, gagnant pour les humains et gagnant aussi pour ces animaux qui bénéficieront d'un refuge, n'étant plus obligés de performer des exercices contre-nature à leurs dépens. Je remercie l'association Code animal qui m'avait informé de cet appel à subventions du ministère, qui m'a permis de demander à la direction de l'espace du Lunaret de candidater.

Mon deuxième point est moins joyeux et concerne aussi l'orientation de notre budget en investissement. En 2021, la Préfecture mettait en demeure la Ville de suspendre l'activité de la serre amazonienne qui était devenue insalubre. Rappelons que la serre a des problèmes de malfaçon depuis sa création. Depuis, la majorité des animaux ont été replacés, mais il reste encore 500 chauves-souris qui ont été déplacées dans un endroit au sein du zoo qui est provisoire car non adapté à l'espèce sur une longue durée. Je remercie grandement les vétérinaires et animaliers d'en prendre soin au maximum de leurs capacités. Du fait de niveau élevé de consanguinité et d'un parasite, la DGTM de Guyane a émis un avis défavorable pour en relâcher dans leur milieu naturel. Quatre-vingts avaient déjà été replacées par le zoo, mais ne trouvant pas d'autres structures, il m'a été proposé fin 2023 de les euthanasier, ce que j'ai refusé afin de contacter le réseau de la protection animale pour essayer de trouver une solution. Depuis des mois, je participe moi-même à la recherche de structures pour replacer ces animaux, en ayant contacté près d'un demi-millier d'institutions en Europe, en Amérique du Nord, au Moyen et au Proche-Orient. Cela a permis de trouver des pistes qui restent à être confirmées pour en placer une centaine seulement. Nous continuerons d'étudier toutes les options jusqu'à les avoir épuisées, mais s'il devait rester des chauves-souris, je rappelle que la commune les a fait venir, les a laissés se reproduire et qu'il ne serait pas éthique de choisir la facilité de l'euthanasie. La Ville va investir des millions d'euros pour remettre aux normes le zoo et y faire venir de nouvelles espèces en construisant de nouveaux enclos. La priorité est de sauvegarder les espèces déjà présentes avant d'en faire venir de nouvelles. Donc je vous demande qu'on modifie la PPI, afin de créer un bâtiment adapté pour les chauves-souris non replacées. À l'instar des 9 Français sur 10 qui jugent que la protection des animaux est importante dans les différents sondages, je suis certain que les Montpelliérains non plus n'accepteraient pas que l'on ne trouve pas de solution pour sauvegarder ces êtres dont nous avons la responsabilité.

Le troisième et dernier point concerne également le budget du zoo. Comme vous le savez, Monsieur le Maire, un accord politique de l'entre-deux tours des élections municipales prévoit la fin d'achat de produits d'origine animale provenant d'élevage intensif. Rappelons que l'intensif, ce sont les pires souffrances que l'on puisse infliger aux animaux : élevage dans un milieu de type concentrationnaire, amputations à vif que j'avais décrites lors d'un précédent Conseil, de grandes souffrances à la fois physiques et psychologiques pour ces animaux. Le renouvellement d'un marché alimentaire du zoo nécessite un budget supplémentaire pour ne pas acheter dans l'élevage intensif. Or à ce jour ce budget n'est toujours pas prévu. Ainsi, Monsieur le Maire, afin que les engagements que vous avez signés avec notre groupe politique puissent être respectés, pourrez-vous demander à l'administration de le valider et ainsi respecter les engagements politiques qui ont été actés ?

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci. Je tiens tout d'abord à rappeler que la dotation globale de fonctionnement pour la Ville sur les trois dernières années s'est élevée à 296 millions d'euros, auxquels on peut rajouter les autres dotations, mais en fait, là n'est pas vraiment le problème, puisque l'État se doit d'accompagner les collectivités dans toutes leurs difficultés quand elles font face à des crises imprévues, que ce soit l'inflation, la crise suite à la Covid et tout ce qu'on a pu rencontrer ces dernières années. Les questions apparaissent plutôt quand on regarde le contexte de construction du projet du budget 2024. Vous appuyez sur quatre points essentiels.

Garantir la stabilité des taux de fiscalité des ménages : j'espère que oui, on va garantir la non-augmentation des taux pour la durée du mandat, parce que ces trois dernières années, les Montpelliérains ont vu augmenter de nombreuses taxes autres que celle-ci, notamment la GEMAPI, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, mais aussi le tarif des stationnements, le tarif de la cantine pour une grande majorité des Montpelliérains, et on pourrait en citer d'autres. Donc il est urgent d'arrêter ces augmentations intempestives, même si elles sont motivées par de bonnes intentions. Aujourd'hui, les Montpelliérains sont sous l'emprise d'augmentations permanentes, que ce soient des petits tarifs qui peuvent être sur la Ville ou des tarifs autres, comme par exemple sur les résidences secondaires, qui à mon avis sont une mauvaise idée parce que ça va empêcher l'investissement dans notre ville. Et ce que je constate, c'est que notre ville se paupérise et qu'on doit lutter contre ça. Et les résidences secondaires font partie des leviers que nous pourrions avoir pour éviter la paupérisation de la ville.

Pérenniser l'autofinancement, oui, il faut pérenniser l'autofinancement. Mais bon, vous auto-qualifiez cette pérennisation de satisfaisante. Moi, je veux bien vous croire.

Assurer une gestion stratégique et maîtrisée de la dette : là, je crois que toute l'opposition sera d'accord. On a de grosses, grosses, grosses inquiétudes sur l'augmentation de cette dette. Je vous rappelle que lors de la fin du mandat de Philippe SAUREL et de notre équipe, nous étions à 3 % d'endettement. L'année dernière, vous nous avez parlé d'un taux maximal à 11 % – oui, 3 % –, à 11 %. Aujourd'hui, je vois un désendettement inférieur à 12 %. Donc nous avons encore augmenté. Jusqu'où allons-nous aller ? Quelle marge de manœuvre pourrions-nous avoir par la suite ? Franchement, c'est un sujet, je pense, qui inquiète la totalité de l'opposition dans cet hémicycle.

Et financer une PPI ambitieuse : on peut être ambitieux, c'est une qualité, mais encore faut-il s'en donner les moyens. Avec ce taux de dettes, je me demande si notre ambition va être durable dans le temps.

Je voudrais faire un petit focus également sur le personnel. Sur les charges de personnel, je voudrais rappeler que le rapport de la Chambre régionale des comptes nous a alertés sur le fait que 297 agents, soit environ 8 % du personnel municipal, n'ont pas de poste et sont donc payés sans être productifs pour notre collectivité. Le pire étant bien sûr que leur état psychologique s'est fortement dégradé, que leur santé est mis en danger par l'absence de considération que vous leur portez. Donc Monsieur le Maire, nous vous demandons de régler au plus vite, en tout cas de trouver une solution pour réintégrer ces agents sur un poste de travail, et de ne plus embaucher de personnel comme vous le prévoyez, tant que leur situation ne sera pas réglée. Vous économiserez ainsi les sommes colossales qui sont de l'ordre de 11 millions d'euros que l'on doit payer pour ces agents mis au placard, sur lesquels on peut avoir une idée tout autre que la motivation qui a été mise en avant, même lors de votre réponse à la Cour des comptes. Ces 11 millions d'euros annuleraient pratiquement la charge supplémentaire de notre dette. Merci.

Monsieur le Maire : Merci Madame YAGUE. Il faut bien préciser que le rapport de la Cour des comptes portait sur la période 2014-21, par rigueur.

Annie YAGUE : Les 297...

Monsieur le Maire : Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN : Monsieur le Maire, chers collègues. Je tiens tout d'abord à exprimer mes remerciements à toute l'équipe qui a collaboré à l'élaboration de ce DOB et à notre élu aux finances qui s'est investi pleinement sur ce dossier. Je souhaite aussi, Monsieur le Maire, vous remercier publiquement d'avoir accepté ma requête afin de disposer non pas de 5 mais de 10 minutes d'expression sur le DOB. Cette décision vous honore et confirme votre respect du débat contradictoire qui est nécessaire au sein de cet hémicycle. On a entendu déjà des paroles de l'opposition et elles sont nécessaires. Elles ne sont pas forcément partagées, mais nécessaires.

Pour le DOB, l'exercice ne se limitera pas à la simple validation de vos chiffres, mais consistera aussi à discuter, à remettre en question vos orientations. Nous y ajouterons, nous, des recommandations, des propositions, avec l'espoir que vous en retiendrez un certain nombre pour la préparation du budget 2024.

Pour le PowerPoint que vient de nous présenter Monsieur ASLANIAN, à la lecture des titres, je cite, illustrant votre DOB, maîtriser la situation financière de la Ville et traduire dans le budget des choix politiques forts : nous adhérons. Mais ne nous trompons pas : ce sont des slogans. À savoir que nous n'avons pas tout à fait la même définition de l'application. Et c'est là que nous avons des divergences significatives. Dans un premier temps, vous nous expliquez d'une manière sincère, et je dirais même argumentée, que nous allons avoir une hausse des recettes, qu'ensuite pour les dépenses, vous ne pouvez pas faire autrement que de subir l'inflation, les taux d'intérêt et les engagements sociaux. Pour finir, que la PPI ambitieuse sera maintenue, que la durée de désendettement de notre Ville va progresser, mais pour nous rassurer, qu'il ne dépassera pas 12 années.

En termes de volonté, Monsieur le Maire, je ne vais rien vous enlever. Dans cette présentation, elle reste de la rhétorique, et la rhétorique dans la PPI coûte 0 euro. Et Montpellier est déjà une Ville exemplaire en la matière. Allez, j'arrête ce trait d'humour car le DOB est un exercice sérieux.

Celui-ci est enchanteur et décalé des problématiques qui se posent à nous, et plus particulièrement en termes financiers. Toujours d'ordre général, nous sommes conscients que les citoyens de cette Ville ont des attentes, ce qui amène la majorité actuelle à essayer de tout mettre en œuvre pour concrétiser les demandes. Mais il est essentiel de souligner que les services publics ici sont déjà très importants, et comme ils sont principalement gratuits, car largement financés par la collectivité, l'impact sera majeur dans le budget futur. Je vais vous surprendre, Monsieur le Maire, en disant : et pourquoi pas ? Renforçons les prestations à la population, offrons plus de services publics gratuits, mais à une condition, de ne pas compromettre la stabilité financière de notre Ville. Quand on porte de tels propos et quand on connaît ma position libérale, je fais une mue importante pour chasser mon naturel. Mais j'adhère à ce changement. Mais avec encore une condition essentielle, de bouleverser fondamentalement les us et coutumes du fonctionnement de la collectivité. Car il faut interpréter mes mots comme un appel à l'innovation sociale, pour construire une société plus équitable et inclusive. C'est ce défi qui doit nous pousser à repenser nos priorités, à exposer des modèles alternatifs pour organiser notre service public.

Je vais décliner avec des propositions pour 2024. Sur les recettes, nous avons une proposition forte concernant le foncier bâti. Il est essentiel de rappeler que, bien que les taux soient maintenus, et nous le saluons, il y a une augmentation mécanique de l'impôt, ce qui soumet les contribuables à une imposition élevée, impactant ainsi leur pouvoir d'achat. Vous pouvez faire mieux en réduisant le taux sur le foncier bâti, et avec cette décision, vous envoyez un signal fort pour les citoyens qui souhaitent accéder à la propriété : ils auraient une imposition stable en euros par le fait que l'augmentation des bases sera compensée par la réduction du taux du foncier bâti. Pour les professions du bâtiment, qui éprouvent les plus grandes difficultés, vous donnez de la confiance et vous démontrez la volonté délibérée de la collectivité d'accompagner et de trouver des solutions aux problématiques actuelles. Pour les investisseurs, qui regardent les villes prometteuses, Montpellier enverra de bonnes ondes, ce qui permettra d'offrir plus de logements à la location, et Dieu sait si nous en avons besoin.

Sur les dotations, Monsieur le Maire, vous avez maintes fois souligné la qualité des relations avec les collectivités, les instances gouvernementales, qui de facto génèrent des accompagnements financiers. J'ai entendu Monsieur ARIZTEGUI qui a annoncé une très bonne nouvelle, et sur le sujet, nous n'avons aucune raison de ne pas prendre argent comptant vos mots. Par contre, il serait intéressant dans le budget de 2024 d'avoir la liste des montants que vous comptez obtenir en appui de vos investissements.

Sur les dépenses, la pérennisation de l'autofinancement est cruciale, et il est préoccupant de constater la dégradation de notre épargne brute dès 2024, avec des impacts prévisibles sur les années à venir. La durée de désendettement s'allonge. Pour rappel, les engagements que nous prendrons auront une incidence bien entendu sur le budget 2024, mais aussi sur 2025 et 2026. Pour maîtriser la stratégie financière, nous devons dès à présent utiliser les leviers disponibles. Les frais de fonctionnement en sont un. Je constate que dans le DOB, il n'y a aucune volonté de diminuer le fonctionnement, aucune capacité à obliger une réduction, service après service, pour optimiser cette situation. Je me doute que chaque service expliquera que cela n'est pas possible, que son dossier est la priorité du mandat. Mais le moment est venu de faire mieux, mais avec moins. Alors nous disons non au + 5 %, et nous, nous voulons tout le contraire. Dans les faits, nous proposons une réduction des dépenses réelles. Seul le segment de l'enfance est dispensé de cette contrainte budgétaire, et nous devons porter même un effort supplémentaire pour renforcer sa dotation et en faire une priorité, en lien avec les enjeux sociétaux et éducatifs. C'est mettre les moyens sur une grande cause de nos sociétés et on investira pour l'avenir.

Je reviens sur les dépenses réelles avec les frais de personnel. Dans le document du DOB, page 18, vous exposez + 3 %, que le PowerPoint de ce matin nous confirme, avec 211 millions d'euros pour 205 millions en 2023. Je m'interroge, alors qu'après les 1 607 heures, le RIFSEEP, les efforts consentis par la collectivité auprès des agents, ainsi que la nouvelle politique managériale mise en place, nous devrions avoir un début de résultat. Ceci ne se concrétise pas dans le DOB, loin s'en faut. Je cite particulièrement la productivité et l'absentéisme : pour rappel, Madame YAGUE en a parlé, dans le rapport de la Cour des comptes, 33 millions pour la collectivité. Quand on sait que les frais de personnel sont la plus grosse dépense de notre budget, il reste incontournable que notre DGS, appuyé de nos élus, arrive à performer. Nous sommes convaincus que le service public doit être réformé. Certes, je me répète, mais il est important de noter que la qualité et l'efficacité ne dépendent pas seulement de leur nombre, mais aussi de la manière dont ils sont gérés, coordonnés et évalués.

Je finirai par les investissements, convaincu que les 200 millions programmés sont tous justifiés. Justifiés ne veut pas dire acceptés. L'heure est venue de faire preuve de discernement, de réaliser des arbitrages pour optimiser les dépenses. Je ressens que la majorité a cette volonté de marquer son empreinte sur des réalisations parfois effrénées, alors que c'est le moment même de nécessité de faire le bon choix. On a entendu un élu tout à l'heure, à juste raison, qui a exprimé encore, encore de l'investissement complémentaire. Nous, on dit stop. Il faut ajuster et s'ajuster aux contraintes liées au taux d'intérêt et aux éléments évoqués précédemment.

En conclusion, nous assumons la volonté d'adopter une approche visionnaire dans la gestion et l'évolution de notre Ville, tout en maintenant une situation financière saine. C'est indispensable pour les générations futures. Merci de votre attention.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur GUISEPPIN. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci. Tout à l'heure, vous m'avez citée, Monsieur le Maire. La phrase précise, c'est « c'est gratuit, mais c'est pourri », par rapport aux dégradations de service. Mais on en parlera en Conseil de Métropole. Pour revenir sur le vif du sujet...

Monsieur le Maire : Ça reste très inélégant.

Alenka DOULAIN : C'est une manière, on va dire, la plus simple possible que j'ai trouvée pour parler des dégradations de service.

Monsieur le Maire : C'est vrai. Chut, chut, chut. La pensée complexe. C'est vrai que la caricature est toujours plus aisée que la pensée... Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : On en parlera en Conseil de Métropole.

Intervention hors micro.

Effectivement, donc on rentre un peu dans le vif du sujet avec ce débat d'orientations budgétaires. C'est là que les idées portées par chacun des conseillers municipaux de cet hémicycle se confrontent à la gestion municipale. Et le débat, et j'ai envie de dire les désaccords sont évidemment une force et nécessaires pour la vitalité démocratique. Donc je propose d'accepter ces clivages et la confrontation d'idées. C'est la meilleure manière de trouver des nouvelles solutions, des idées riches et pourquoi pas des évolutions d'ici le vote du budget primitif.

Deux éléments introductifs avant d'aller sur les orientations budgétaires. Le premier, évidemment, nous ne pourrions pas faire l'impasse du contexte, du contexte politique, social, environnemental, économique. Oui il y a l'inflation, oui il y a des crises géopolitiques, oui il y a la politique du Président MACRON et sa baisse des dotations aux collectivités, oui il y a l'émergence des BRICS, oui il y a la hausse du taux d'intérêt, oui il y a le dérèglement climatique et les crises qui peuvent être vécues localement et bientôt, et bien d'autres choses qui percutent, et c'est toujours le cas, notre budget. Nous pourrions dire « mais on ne peut rien faire face à ces crises, c'est comme ça, nous sommes impuissants ». Le groupe MUPES s'y refuse. Nous pensons que partout, à tous les échelons, avec de la maîtrise, de l'audace et de la rigueur, il est possible de dégager des marges de manœuvre nécessaires pour changer la vie de nos concitoyens. Et j'irai même plus loin : de tout temps, le contexte varie brutalement, et c'est pour cela que nous conduisons des politiques publiques pour se prémunir face à ces chocs. Ainsi, quand votre majorité exhibe le contexte comme prétexte, je trouve qu'il s'agit d'une défaite regrettable de sa part et la preuve qu'elle n'a pas su l'anticiper. Or c'est son rôle premier.

Deuxièmement, pour débattre, il faudrait avoir des éléments tangibles. Nous sommes en février et l'on parle de l'exercice budgétaire déjà en cours. Depuis maintenant deux ans vous avez fait le choix de décaler le DOB dans le temps. Jusqu'à présent, c'était avant décembre pour la présentation au Conseil de février du budget. Aujourd'hui, c'est du coup en début d'année. Et voilà, ça fait deux exercices que vous semblez du coup peiner à nous fournir des éléments de votre stratégie budgétaire. Et le problème, c'est que plus vous décalez le DOB dans le temps, plus il devient imprécis. Il y a en effet une grande absence de ce rapport d'orientations budgétaires qui nous est aujourd'hui soumis au vote, c'est la PPI, la programmation pluriannuelle d'investissement de 1 milliard que vous nous avez vendue en début de mandat et qui paraît aujourd'hui déjà aux oubliettes. Et le problème de cette PPI, c'est qu'elle prend du retard. En 2021, on nous annonçait un programme d'investissement de 90 millions. On finit ça à 84 millions. On peut dire ajustement. En 2022, on nous annonçait 160 millions d'investissement. On était à 103 millions, donc 35 % qui disparaissent. En 2023, on nous annonçait un programme d'investissement à 180 millions, et nous arrivons à 143 millions. En tout cas, c'est ce qui sera validé dans les comptes administratifs. Et puis en 2024, on nous parle de 200 millions, mais je crois qu'il n'y a plus que vous pour y croire. Alors les ficelles, elles sont grosses. Annoncer à grand renfort de communication en début de mandat une PPI, et puis finalement penser qu'on ne remarquera pas la faible réalisation de ces investissements.

Mais finalement, cette disparition de la PPI, elle est pour moi révélatrice de nos divergences sur les orientations budgétaires de cette Ville. Vous proposez une philosophie de compression budgétaire. Nous sommes opposés à cette approche, car durant une période de crise où il y a justement la nécessité d'investir, vous vous concentrez alors sur les dépenses de communication, de marketing territorial, du « bling bling » et des apparences, et c'est de l'agitation. À l'inverse de cette agitation et ce manque de maîtrise, nous proposons de la hauteur budgétaire avec un budget inspiré de la philosophie keynésienne. En effet, notre approche repose sur la conviction que des investissements massifs sont nécessaires pour créer des emplois durables, protéger les habitants des crises à venir et améliorer la qualité de vie de nos concitoyens.

Mais avant d'illustrer mon propos, je voudrais répondre à ceux qui voudraient installer un faux débat sur la dette dans cet hémicycle. Nous ne gérons pas le budget d'un particulier mais d'une collectivité. Pensez qu'il faut une gestion en bon père de famille n'a ici pas de sens. La dette est un instrument de gestion qui, si elle est réservée à des dépenses structurantes, est utile, et j'espère que tout le monde ici en conviendra. Nous sommes arrivés à un moment où la dette écologique est beaucoup plus grave que la dette financière. Surtout, il faut augmenter la dette financière pour réduire la dette écologique des années à venir. Il faut le faire en empruntant et sur le long terme. Cependant, il est évident que la gestion par cette majorité...

Depuis maintenant trois ans, vous créez plutôt de la dette inutile et improductive en n'investissant pas dans les secteurs qui nous permettront demain de moins dépenser ou qui pourraient à terme générer des recettes dynamiques, ou en n'investissant pas dans les secteurs qui permettraient pourtant de mettre à l'abri les Montpelliérains des crises à venir.

Je ne prendrai qu'un exemple, mais il est déclinable sur les points de désaccord que nous avons. Si nous étions en responsabilité, nous aurions anticipé l'explosion de la hausse des prix de l'énergie. En effet, nous avons prévu dès le début du mandat un plan d'investissement massif dans le solaire, et je le dis ici et je le répéterai tant qu'il le faudra, parce que c'est mon devoir, votre refus d'investir massivement avec planification dans la ressource la plus abondamment disponible sur notre territoire, le soleil, est insensé à notre sens. Aujourd'hui le solaire sur les toitures municipales ne représente que 1,5 % de nos consommations énergétiques patrimoniales. Et pire, en 2024, vous nous proposez le vote, je crois que c'est l'affaire suivante, sur quatre toitures. C'est à la fois un non-sens écologique, mais c'est aussi un non-sens aujourd'hui budgétaire. Je vous avais déjà fait les calculs, mais si on équipe à 30 % notre patrimoine, ce qui me semble réaliste, évidemment on ne peut pas tout équiper, c'est environ 5,5 mégawatt-crête à installer, c'est environ 10 millions d'investissement qui auraient pu être faits dès le début du mandat en le lissant, et cela aurait pu permettre de couvrir 20 à 30 % des factures de nos bâtiments. Et imaginez les économies qu'on aurait pu faire et le cercle vertueux pour l'économie locale et notre tissu de PME qui travaillent dans la transition énergétique sur notre territoire. Vous nous avez toutes et tous rendus vulnérables à l'inflation de l'énergie et vous grevez de sorte notre budget en refusant d'étudier de mettre en place ce que nous portons avec la MUPES sur ce sujet. Je le répète, les bonnes dépenses d'aujourd'hui sont les recettes de demain. Les bonnes dépenses d'aujourd'hui sont le bouclier des générations futures.

À présent, je voudrais parler du principal poste de dépenses, le salaire de nos agents. Il est évident que la Ville manque actuellement d'effectifs municipaux. Malgré le pacte de Cahors qui encadre les dépenses des collectivités, il est crucial de reconnaître que le personnel municipal ne peut pas être sacrifié au nom de l'austérité. Le vieillissement de nos agents municipaux, notamment dans la catégorie des 55-59 ans et 50-55 ans, est une réalité préoccupante. Avec 1 115 salariés dans ces catégories, il est essentiel de commencer à anticiper ces départs à la retraite. Monsieur ASLANIAN a évoqué ce dossier en début de Conseil. Les chiffres démontrent clairement une disparité générationnelle avec seulement 328 salariés de moins de 30 ans. Si nous ne prenons pas maintenant des mesures dès maintenant pour anticiper ces départs massifs à venir, la Ville risque de se retrouver avec une pénurie de personnel qualifié dans un avenir proche, et nous avons déjà des problématiques de recrutement dans certains secteurs. Il est impératif de prévoir l'avenir en investissant dans le recrutement, la pérennisation des postes de vacataires et la formation de nouvelles générations de fonctionnaires municipaux. Cela garantira la continuité des services tout en créant des opportunités professionnelles pour les jeunes.

En conclusion de cette discussion budgétaire, il devient manifeste que votre politique, malgré son étiquette socialiste, n'adopte pas une politique progressiste, écologique et sociale digne de ce nom. Votre gestion budgétaire, tout comme celle de la Macronie à mon sens, déçoit les attentes des concitoyens à la recherche de mesures qui pourraient changer la vie et les protéger des crises à venir. Les Montpelliérains méritent une approche politique authentique de rupture, allant au-delà des mesurette tièdes qui perpétuent le statu quo. Nous critiquons avec fermeté cette orientation décevante, soulignant les similitudes troublantes de vos choix budgétaires avec celle du gouvernement actuel.

Monsieur le Maire : Merci Madame DOULAIN. Monsieur JAWHARI. Pour le groupe, peut-être pas deux fois dix minutes. Allez-y, même si...

Salim JAWHARI : Bonjour Monsieur le Maire. Je ne m'exprime pas forcément au nom du groupe, aussi au titre de ma présidence de la Commission Ressources, mais je vais essayer d'être synthétique.

Monsieur le Maire : Bien sûr, Monsieur, au titre de la présidence de la Commission Ressources.

Salim JAWHARI : Le projet d'orientations budgétaires qui nous a été présenté traduit la trajectoire de gestion de votre mandat. Vous précisez que ce dernier serait bâti dans le respect de quatre piliers. Le premier pilier que vous exposez est la garantie de la stabilité des taux de fiscalité des ménages. Les bases ont été revalorisées, comme il a été exposé, et il y a une recette supplémentaire de plus de 8 millions d'euros suite à cette revalorisation de ces bases. Monsieur GUISEPPIN a demandé une baisse de ces taux, afin que les contribuables montpelliérains ne soient pas impactés par cette hausse de leur taxe d'habitation, taxe plutôt de foncier bâti. Vous avez présenté la gratuité des transports comme une mesure forte de pouvoir d'achat. Alors, une pensée et un geste pour ceux qui contribuent à 60 % des recettes de fonctionnement de la Ville. Cela mérite aussi votre attention, cela mérite aussi un geste pour les 8 millions supplémentaires que vous avez reçus. C'est ceux-là même qui payent souvent la solidarité et qui sont bien souvent oubliés.

Le deuxième axe que vous avez développé est celui de pérenniser l'autofinancement. Vous affirmez que l'épargne brute est satisfaisante. Nous ne partageons pas la même analyse, car j'estime que cette dégradation est même inquiétante. Je me dois d'expliquer à l'ensemble de cette assemblée ce qu'est l'épargne brute. L'épargne brute est un indicateur financier qui mesure la capacité de la collectivité à financer ses investissements et à rembourser la dette. L'épargne brute conditionne le degré de solvabilité de la collectivité. Cette épargne brute a été de 52 millions d'euros en 2019. Elle passe aujourd'hui à 30 millions d'euros. Elle passera en 2024 à 30 millions d'euros. On est à 31 millions d'euros. Plus de 40 % de dégradation. Dans vos prévisions sur le budget 2021, dans ce graphique là, vous prévoyiez que l'épargne brute serait à 46 millions d'euros en 2024. Donc vos prévisions ont été fausses et avec un grand écart notamment. Ceci nous inquiète pour les prévisions qui sont faites dans ce DOB.

Le troisième axe que vous avez cité est celui d'assurer, et je vous cite, une gestion stratégique et maîtrisée de la dette, votre idéal n'étant pas de dépasser les 12 années d'endettement. Pour rappel, l'endettement, comme l'a rappelé Madame YAGUE, était à trois ans au début de votre mandat. Il va quadrupler pour arriver à 12 ans. Ce n'est pas une maîtrise de la dette que de quadrupler. Il y a 20 ans, il était presque nul cet endettement de la Ville. Et d'ailleurs c'est ce qui vous a permis aujourd'hui de faire les investissements qui sont mis en route. Le ratio de désendettement de la Ville est en train de grimper de manière exponentielle. Je rebondis sur ce qui a été dit juste avant : la dette, oui, ça peut être bien, mais encore faut-il qu'on puisse encore être financé et à des taux d'intérêt qui sont raisonnables. Parce que quand on dépasse les 12 années d'endettement ou quand on s'y approche, les banquiers ne veulent plus nous prêter ou prêtent à des taux d'intérêt qui sont énormes.

Le quatrième axe : vous parlez du financement de la PPI. Vous nous aviez annoncé il y a à peu près peut-être 6 mois ici dans cette assemblée que vous comptiez revoir la copie de la PPI. On n'a pas encore eu vos arbitrages. Nous aimerions bien avoir vos arbitrages à ce sujet. Et à deux ans de la fin de votre mandat, qu'en est-il de la réalisation de cette PPI ? Il me semble qu'il reste plus de la moitié à faire, à réaliser dans les deux années qui suivent.

Alors, au-delà de nos divergences d'analyse et de lecture de vos quatre piliers, nous vous invitons à maîtriser aussi vos coûts de fonctionnement, qui sont en constante augmentation. Concernant les charges de personnel, et ça a été répété, certes, vous devez assumer l'augmentation du point d'indice, mais une autre politique managériale que ce qui se fait et qui fait peser à la Ville le coût de l'absentéisme, couplé au mal-être des agents, serait la bienvenue.

Je me permets aussi d'ajouter un dernier élément. Quand on parle de développement durable, le premier développement durable, c'est celui de ne pas laisser une dette écologique à nos enfants, mais aussi une dette financière qui les empêcherait de faire face aux défis de demain. Il ne faut pas faire payer à nos enfants l'impécuniosité budgétaire qu'on a en ce moment.

Pour conclure, nous vous invitons à un changement de logiciel de gouvernance : passer d'une programmation dogmatique à une gestion pragmatique et rigoureuse. Merci de votre attention.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Monsieur COTE.

Sébastien COTE : Monsieur le Maire, chers collègues. Je me permettrai en préambule de remercier Michel ASLANIAN pour la qualité du travail qui nous a été proposé, un travail qui a été fait avec beaucoup de sérieux, beaucoup de lucidité, en particulier dans l'exposé de la situation à laquelle nous sommes confrontés, tant du point de vue de l'inflation que des taux d'intérêt par exemple, et donc un souci de transparence qui me semble, dans le cadre d'un débat d'orientations budgétaires, particulièrement bienvenu. Et la qualité de certaines des interventions, Monsieur le Maire, me montre qu'effectivement c'est un choix qui est très judicieux.

J'étais quand même très, très étonné d'entendre Madame YAGUE vous interpellier sur la question de la gestion des ressources humaines de la Ville de Montpellier, alors que le rapport de la Cour régionale des comptes juin 2023 qu'elle cite de étrille, étrille la gestion de la majorité précédente en la matière sur les années 2015-2021, avec en particulier sur la question de l'absentéisme, une augmentation considérable qui n'a absolument pas été traitée, pas plus d'ailleurs que la détresse des agents au travail. Et c'est bien notre majorité, votre majorité, qui conduit un programme difficile, mais très ambitieux, et Michel ASLANIAN en reparlera au mois de mars, de lutte contre l'absentéisme. Il y a parfois certaines personnes qui ne manquent pas d'air, mais voilà, il faut savoir l'accepter.

Je voulais simplement souligner un engagement qui me semble très important et qui a été une fois de plus tenu : c'est celui de la stabilité des impôts, et notamment de la taxe foncière, pour les Montpelliérains. Encore une fois, dans un contexte très difficile, qui est un contexte français, qui est un contexte européen, qui est un contexte mondial, la facilité, et certains peuvent ici le penser, aurait été d'augmenter les impôts pour les Montpelliérains, mais c'est déjà suffisamment dur. C'est déjà suffisamment dur pour les retraités, c'est déjà suffisamment dur pour les classes moyennes, c'est déjà suffisamment dur pour les salariés de la fonction publique, qui n'ont pas vu leur point d'indice augmenter en conséquence de l'inflation. C'est donc un choix qui est responsable, c'est un choix qui est courageux, c'est celui de protéger le pouvoir d'achat des Montpelliéraines et des Montpelliérains. C'était un engagement fort de votre campagne de 2020. C'est un engagement qui est un des axes du bouclier social que nous développons à la Ville. Et je dois dire que c'est quand même la noblesse de la politique que de tenir ses engagements. Eh bien, une fois de plus, et je le dis vraiment avec beaucoup de force, nous tenons cet engagement de non-augmentation des impôts. Non seulement nous le tenons depuis 2020, mais nous le tiendrons dans la durée du mandat. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur COTE. La parole est à Monsieur REYNAUD, puis Monsieur MARTIN.

Manu REYNAUD : Bonjour, merci à toutes et à tous. Le DOB, ce débat, c'est l'occasion de faire un peu de politique. Alors, ça va m'éviter d'avoir à parler de comptabilité et j'en serais bien incapable, mais je voudrais revenir sur certains propos qui ont été tenus déjà par les précédents intervenants et intervenantes.

Pour répondre à Madame YAGUE : quand on n'investit pas, on ne fait rien, et je pense que c'est un peu l'axe réel de la mandature précédente. Et effectivement, c'est l'inverse, on investit parce qu'on fait beaucoup. On verra s'il s'agit de patchworks, ou comment c'est difficile et compliqué de communiquer sur tout ce qui est fait. Et effectivement, il faut des grandes lignes, c'est une réalité, mais beaucoup est fait et on va pouvoir y revenir.

Un point d'accord avec Alenka DOULAIN sur la question de l'investissement : oui, il faut investir, il faut absolument investir. Quant à prévoir la crise de l'énergie, moi je suis un fan des Simpson, il paraît qu'ils avaient prévu l'arrivée de Donald TRUMP, mais là, je pense qu'aller prévoir l'arrivée de la crise de l'énergie avec la guerre en Ukraine, ça me paraît un peu compliqué.

Sur le DOB, et pour la position des écologistes, d'abord, merci Michel pour cette présentation. Pour nous, amplifier encore et toujours la transition écologique et la solidarité, c'est notre objectif commun. Et pour nous, il y a un document de référence qui est extrêmement important : c'est le plan climat énergie territorial et solidaire adopté par la Métropole. C'est un peu notre feuille de route, notre feuille de route à la Métropole mais aussi notre feuille de route dans les communes et dans la commune-centre. Et pour Montpellier, il y a différents dossiers, je vais vous en lister quand même un certain nombre parmi le patchwork et les différents éléments, mais sur lesquels il ne doit y avoir ni pause ni renoncement. Vous le savez, le gouvernement parle souvent de pause en ce moment, mais pour nous, il n'y a pas de pause. Au contraire, il faut continuer et aller plus loin. Et dans ces différents éléments sur le PCAETs, eh bien, il y en a plusieurs sur lesquels je voudrais insister, notamment celui de produire et consommer local et bio. Sur cette thématique-là, évidemment, il y a le chantier de la Cité de l'alimentation, il y a la poursuite du développement du local et du bio dans les cantines, accompagné, il faut toujours le préciser, d'une tarification équitable, il y a la poursuite du soutien à la caisse alimentaire commune et au déploiement des maisons de l'alimentation solidaire. Voilà, ça c'est du concret, c'est du réel et ça existe. Et puis s'occuper de la nature en ville et préserver la biodiversité : ça fait aussi partie des engagements de ce document qui a été voté à l'unanimité par la Métropole. Ce sont les chantiers de végétalisation des écoles, c'est le plan 50 000 arbres et la stratégie sur la biodiversité, c'est aussi le magnifique projet du Lunaret, on l'a déjà cité à plusieurs reprises, l'hôpital de la faune sauvage. Améliorer la qualité de l'air, c'est agir sur le stationnement et la circulation : ce sont les pouvoirs du Maire, le stationnement et la circulation. Améliorer la question de la rénovation thermique, la réduction de la consommation d'énergie, la neutralité carbone dans l'aménagement urbain et la mise en place de réseaux d'énergie et de chaleur : ça se fait avec la Ville, tout au moins sur ses bâtiments publics, et c'est important.

Et ces éléments, ils doivent être accompagnés d'une méthode : c'est le budget vert. Alors d'abord se féliciter qu'effectivement c'est intégré dans le document de présentation. Je soulignerai que le budget vert, ça n'est pas qu'un ETP, un équivalent temps plein, parmi les 8 000 agents. C'est d'abord des indicateurs et une démarche, et c'est important de le savoir. D'abord, ces indicateurs, ils nous permettent de mesurer des choses en fonction des politiques qu'on mène. Mais il faut que ça ne se limite pas uniquement à la Direction générale et aux étages de la Direction des finances. Il faut que ça aille dans les services, et c'est extrêmement important. Et il nous faut de ce point de vue-là une véritable démarche sur ces questions d'investissement. Et je voudrais souligner, parce que ça aussi, et ça, ça a un rapport avec les agents, une des formations qui a été mise en place dans les formations obligatoires auprès des agents, sur la session dédiée au climat et à la transition écologique et sociale. Je ne peux que souscrire à cette démarche auprès des agents, que je vous invite, toutes et tous, élus, à tester et à utiliser. Ça dure une journée, c'est quelque chose de très bien fait, et ça permet de comprendre les choses dans ce sens. Je vous propose d'ailleurs de l'utiliser.

Et puis des exemples précis. Quand on dit « il faut décarboner, il faut changer les motorisations », ce n'est pas suffisant. Il faut aussi réduire, par exemple, la flotte automobile, et c'est une question importante. On cherche des choses lisibles pour un budget, qu'elles soient claires, lisibles et qui permettent de comprendre les choix. Il y a question du tarif du stationnement. Le tarif du stationnement, c'est important. C'est du côté des pouvoirs du Maire. Paris vient de donner un signe d'une volonté d'une tarification dissuasive sur les SUV : le triplement du tarif de stationnement pour les véhicules de plus de 1,6 tonne. Je pense que c'est des questions qui sont soulevées que nous devons nous poser aujourd'hui. Et il faut savoir que la législation permet maintenant de faire des tarifs en fonction des critères sociaux et environnementaux. Et c'est vers ça qu'il faut que nous tendions. Et vous avez bien vu : j'ai bien cité les deux, critères sociaux et environnementaux, avec un message politique. Et à la différence de la ZFE, avec ce dispositif légal, nous pouvons utiliser aussi les conditions de ressources. C'est une disposition légale.

Un dernier point, pour aller vite, mais qui a son importance et qui était dans la présentation, c'est le sujet important de nos relations financières avec le budget de la Métropole. Effectivement, un EPCI, un établissement public de coopération intercommunale, la Métropole, contrairement à notre souhait, au souhait des écologistes, n'est aujourd'hui pas élu au suffrage universel : il est représenté par ses maires et, je le précise, par 46 élus de cette assemblée sur les 92 de l'assemblée du Conseil communautaire. C'est dire l'importance de Montpellier ; d'abord parce que c'est 300 000 habitants sur 600 000 ; et parce que la place de la Comédie, elle n'appartient pas qu'aux Montpelliérains, elle appartient à l'ensemble des Métropolitains et plus largement de l'aire de vie. Et de ce point de vue-là, la fiscalité n'est pas adaptée. Et à un moment donné, il faut penser ce territoire avec les solidarités nécessaires sur les espaces et sur les équipements, mais aussi sur les habitants. Montpellier est la ville qui cotise le plus au pot commun, mais aussi c'est celle qui a le plus, qui doit le plus de solidarité à ses habitants. Rappelons que la totalité des QPV de la Métropole sont sur la commune de Montpellier. Ça en dit long sur les logiques qu'il faut avoir. Alors, évidemment, il faut un projet de territoire, c'est important. Mais cet équilibre vis-à-vis de la Métropole, il est représenté ici par nous. Nous sommes 46 élus de cette majorité, à siéger dans 50 % de la Métropole. Je pense que ça en dit long sur les dynamiques qu'on doit peser.

Et puis on ne fait pas la Ville sans les agents. Et moi je voudrais le relever aussi, et remercier Michel, remercier toutes les politiques qui ont été menées, à la Ville et à la Métropole, parce qu'elles sont faites de la même façon de ce côté-là, et permettent justement d'avoir une égalité de traitement entre les agents de la Ville et de la Métropole, et vers le haut, toujours vers le haut sur les différentes politiques qui sont menées. Et je pense qu'il fallait le souligner, et que c'est eux qui font la Ville.

En tout cas pour nous, le rapport d'orientations budgétaires de cette année reflète une politique volontariste pour notre Ville, pour faire de Montpellier une ville plus verte et plus solidaire. Et puis un petit dernier mot, parce que je voudrais remercier les services de la communication, très sincèrement, remercier Michel et les services. Franchement, c'est la présentation, et le PowerPoint qui a été fait est vraiment largement au-dessus de ce que nous avons pu produire depuis quatre ans. J'espère que nous continuerons dans cette veine. En tout cas pour les Montpelliéraines et les Montpelliérains qui nous regardent et qui nous écoutent, c'était de mon point de vue pédagogique, didactique et efficace. Merci.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur REYNAUD. Ce n'est pas l'IA qui l'a fait. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Bonjour chers collègues. Tout d'abord, un petit mot sur le contexte dans lequel nous débattons de ce budget. D'autres l'ont fait avant moi, mais nous n'en tirons pas forcément les mêmes conclusions. On a abordé le problème de choc énergétique, de crise énergétique, la question de l'inflation qui est galopante, de la hausse des taux d'intérêt qui nous pose tant de problèmes. Je parlerai aussi de la crise du pouvoir d'achat, que nous ne pouvons pas négliger. La différence, c'est que les libéraux voudraient en tirer comme conclusion que, en gros, il ne faut plus rien faire, plus rien dépenser, parce que ce contexte est là, posé. Pour nous, communistes, il est au contraire important d'agir pour porter l'aide nécessaire aux populations qui subissent également le même contexte que notre collectivité, et il est donc absolument nécessaire d'investir et de faire fonctionner nos services publics.

Je commencerai par les investissements, parce que finalement, un débat d'orientations budgétaires, c'est se poser la question : où est-ce que nous allons essentiellement porter nos investissements ? En rappelant qu'ici, nous sommes à la Ville de Montpellier, pas à la Métropole, et que donc nous devons nous en tenir à ce qui est de nos compétences municipales. C'est pour ça que pour nous, le premier investissement, il doit aller vers l'éducation et vers les écoles. Il y a de nombreux projets de rénovation, de travaux, de rénovation thermique, d'extension d'écoles, et on est là sur, je dirai, une des rares compétences majeures des communes, et il nous semble absolument important d'insister sur l'investissement au niveau de l'éducation et des écoles.

Un mot aussi, c'est fondamental pour nous, sur la politique foncière. Il est important également d'avoir des investissements importants là-dessus, parce qu'il n'y a pas de politique de logement, qui est de compétence métropolitaine, sans investissement sur une politique foncière. C'est donc fondamental, et en particulier, mais j'en reparlerai au niveau de la Métropole, avec les derniers coups portés à la loi SRU par le gouvernement, et donc la mise en danger de la production de logements à prix abordable. Il est absolument fondamental que nous agissions sur le foncier pour pouvoir, dans le futur, continuer à produire des logements à des coûts abordables. Je prolongerai mon propos là-dessus lors du DOB de la Métropole.

Permettez-moi là d'ouvrir une petite parenthèse, que la question du logement et du foncier me permettra d'illustrer. Michel ASLANIAN nous a parlé tout à l'heure de la mise en place pour l'année prochaine d'un budget vert, en anticipant d'un an la demande de l'État. Je comprends la nécessité de mesurer l'impact des politiques que nous portons sur la transition écologique. Mais je dis attention. Attention, parce que si le budget vert ne s'accompagne pas de ce qu'on pourrait appeler un budget social, c'est-à-dire que si nous avons des critères pour mesurer l'impact écologique des mesures, des décisions que nous prenons, mais que nous ne mettons pas en face les critères pour mesurer l'impact social des mesures que nous prenons, nous pouvons commettre une grande erreur. Ce n'est pas pour rien que ce sont des gouvernements libéraux qui vont rendre obligatoire, dans un an, la production d'un budget vert. Derrière des mesures avec un impact écologique nécessaire, important, va très souvent se cacher un impact parfois néfaste sur des mesures sociales. Je ne prends qu'un exemple, et c'est pour ça que je m'en suis arrêté au foncier : « non au béton », je veux bien. Et effectivement, il faut faire attention à ne pas artificialiser. Mais « non au béton », c'est arrêter de construire. Et on connaît sur notre territoire l'importance majeure de continuer à construire du logement pour faire pression sur les prix, et parce que les populations ont besoin d'être logées. Alors bien sûr, dans un budget vert, on pourra faire apparaître l'impact positif du « non au béton ». Mais à ce moment-là, je veux qu'on fasse apparaître en face l'impact négatif du fait qu'on produira moins de logements. L'un ne peut donc pas aller sans l'autre, sinon on répondra aux injonctions libérales de parfois favoriser de l'écologie punitive pour avoir un impact négatif sur les politiques sociales que nous pourrions mener.

Je poursuis sur les investissements nécessaires, en particulier sur la rénovation urbaine dans les quartiers Mosson, Cévennes, à la Restanque, des quartiers différents, mais dont on mesure bien aujourd'hui la nécessité de les inscrire dans le futur, dans un futur plus agréable à vivre, dans un futur progressiste, et les tirer souvent des situations compliquées dans lesquelles ils sont.

Dernier point sur la rénovation énergétique, parce qu'effectivement, on ne peut pas dire qu'il y a une crise énergétique et ne pas agir sur la rénovation énergétique, à la fois évidemment de nos bâtiments communaux, mais aussi sur le logement privé.

Un mot, bien entendu, sur le budget de fonctionnement. Alors, bien sûr, il faut le maîtriser pour conserver une épargne brute qui permette l'emprunt et l'investissement. J'entends. Mais en même temps, comme dirait l'autre, c'est quand même le budget de fonctionnement qui, par définition, fait fonctionner les services publics. Et donc il est absolument nécessaire de maintenir un niveau de budget de fonctionnement important, de façon à pouvoir faire fonctionner de la meilleure des façons les services publics que nous offrons à la population. J'en reviens à mon introduction, c'est-à-dire que dans les temps difficiles que nous vivons, les populations ont besoin de services publics forts et efficaces. Et en particulier, cela concerne les conditions de travail, de salaires de nos agents puisque c'est cela qui est concerné en priorité, je dirais, qui fait partie de ce budget de fonctionnement, en majeure partie.

Un mot aussi, ça a été abordé, sur l'impact de l'inflation sur les marchés de la Ville. Parce que là, il y a aussi quand même des choses à aborder. Bien sûr, du fait de l'inflation, quand on fait un appel d'offres, on reçoit des propositions qui sont à des prix plus élevés qu'avant. Mais je suis désolé, il n'y a pas que ça. Je vais prendre juste un exemple. Je regrette presque parfois de l'avoir fait. On fait le vestiaire du stade de la cité Paul Valéry du club de foot du Pas-du-Loup. Du modulaire, de belle qualité, mais du modulaire, sur un foncier qui appartient à la Ville, donc le coût du foncier ne rentre pas en compte. Alors, c'est un beau vestiaire, il y a aussi un clubhouse, il y a des salles de travail, etc. Presque 600 000 euros : c'est le résultat des appels d'offres, et dans la mesure où c'est de l'argent public qui est concerné, nous sommes tenus par ces procédures d'appel d'offres. On ne me fera pas croire que ce coût de quasiment 600 000 euros n'est dû qu'à l'inflation. Ce n'est pas vrai. Les entreprises se gavent quand elles savent que c'est de l'argent public qui est en jeu et elles viennent se servir. Nous sommes coincés par ces procédures d'appel d'offres, mais je dénonce ces entreprises qui viennent se gaver quand il s'agit d'argent public, parce qu'au final, c'est quand même le contribuable qui paye. Et après, les mêmes libéraux vont venir nous expliquer qu'il ne faudrait surtout pas augmenter les impôts, parce qu'ils viennent, eux, se gaver au passage. Et si on ne s'attaque pas à ce sujet-là, il y aura non seulement l'inflation que l'on connaît, mais aussi cette inflation capitaliste qui vient se servir sur l'argent public, et c'est absolument inacceptable. Et dans les temps contraints dans lesquels nous sommes, il faut agir pour dénoncer ces pratiques d'entreprises qui sont absolument scandaleuses.

Dernier point sur ce que fait l'État et en particulier sur la dotation générale de fonctionnement, la DGF. De 2006 à 2023, en ce qui concerne Montpellier, la DGF par habitant, je dis bien par habitant, parce que sinon globalement elle a augmenté, mais par habitant, elle a diminué de 23 %. C'est-à-dire que c'est là une manne financière en moins pour pouvoir développer nos services publics dus à la population. C'est-à-dire que l'État vient se servir sur les collectivités locales pour assurer son propre équilibre financier – et encore, il n'y arrive pas et loin de là – et en quelque sorte, l'État gruge les Montpelliérains pour pouvoir assurer son équilibre financier. Et ce n'est pas innocent, parce que ça veut dire que, derrière, les libéraux vont en plus venir nous expliquer que par manque d'argent, il faut privatiser un certain nombre de services publics municipaux, parce qu'on n'est plus capable de les payer alors que c'est l'État qui vient nous priver de cet argent.

J'irai même un tout petit peu plus loin : de 2020 à 2023, c'est-à-dire sur le mandat qui nous concerne, la DGF par habitant a diminué de 8 %. C'est-à-dire que dans le contexte que j'ai décrit au départ d'inflation, etc., l'État a diminué sa DGF par habitant de 8 %. Donc moi, quand j'entends ici des gens qui soutiennent le gouvernement, qui viennent nous faire des reproches sur la façon de gérer nos services publics, et qui ne dénoncent pas dans le même temps ce que le gouvernement qu'ils soutiennent provoque à Montpellier en venant gruger les Montpelliérains sur l'argent qu'on leur doit, c'est quand même un sacré problème. Et j'en aurai terminé par là. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MARTIN. La parole est à Madame FRÊCHE pour la dernière intervention. Et puis après, Monsieur le rapporteur apportera quelques éléments de réponse et moi-même, plutôt de prospective.

Julie FRÊCHE : Merci Monsieur le Maire. Chers collègues. C'est vrai qu'il est quand même difficile de faire fi du contexte, parce que la situation a bien changé depuis la dernière présentation du DOB l'année dernière, et elle s'est particulièrement complexifiée. D'abord, l'inflation galopante. Michel ASLANIAN l'a noté, elle a été multipliée par 4 depuis le début du mandat. Elle atteint aujourd'hui près de 4 % et fait monter le prix de toutes les denrées et évidemment de tous les projets qui sont aujourd'hui portés par notre majorité. L'inflation se voit aussi dans l'assiette des enfants à la cantine, aussi bien que dans le coût d'un projet urbain. C'est un coup dur pour tous les budgets, dans toutes les collectivités. Mais c'est aussi un coup dur pour le budget de tous les Montpelliérains et les Montpelliéraines, mais j'y reviendrai. Ensuite, c'est évidemment un contexte qui touche le coût de l'argent. Ce sont évidemment les taux d'intérêt qui ne cessent de grimper. Au début du mandat, et il n'y a guère plus d'un an, on empruntait à des taux proches de 0. Aujourd'hui, nous devons emprunter à des taux proches de 4 %. Enfin, je crois qu'il faut retenir le coût colossal que représente le choc énergétique pour la collectivité. Cela représente près de 4 millions d'euros par an. Si la tendance venait à se confirmer en quatre années de mandat, c'est l'équivalent du coût d'une école élémentaire que l'on aurait perdu avec cette hausse du prix de l'énergie. Alors je veux bien que certains aient tout prévu, mais évidemment, entre la situation financière au début du mandat et aujourd'hui, le contexte a considérablement évolué. Avec une inflation historique, des taux d'intérêt records, un coût de l'énergie au niveau le plus haut de l'histoire, le DOB se profile dans un contexte inédit qu'il était impossible d'anticiper au début de ce mandat.

Et pourtant, nous présentons aujourd'hui DOB, avec des taux d'imposition des ménages qui restent inchangés. C'est un engagement que nous avons pris devant les Montpelliérains et que nous respecterons jusqu'à la fin du mandat, malgré les difficultés. Nous le devons parce que ces coups durs que nous ressentons sur le budget de la collectivité, ce sont aussi des coups durs que ressentent chaque ménage, chaque habitant de la Ville de Montpellier. Je reprends les chiffres explicités au début de la présentation de Michel ASLANIAN : c'est 13 % d'augmentation pour les denrées alimentaires, c'est 5,2 % d'augmentation pour l'essence, c'est 27 % d'augmentation pour l'électricité, pour le gaz. Malgré ces difficultés, malgré ces hausses qui touchent aussi bien le budget des collectivités que ceux des ménages, nous maintenons l'investissement. J'ai entendu qu'effectivement, il fallait qu'on ait de la vision, qu'on prenne de la hauteur, que nous soyons volontaristes. Oui, pour avoir une vision, il faut investir. Nous avons cette vision keynésienne qui a été aussi appelée de ses vœux. Je crois que nous prenons notre responsabilité, et contrairement à toutes les autres grandes métropoles ou presque, nous allons tenir cet engagement et nous n'augmenterons pas les impôts des ménages montpelliérains cette année encore.

Aucune augmentation des taux, avec une PPI toujours aussi ambitieuse, qui va continuer à se dérouler en 2024. Alors moi, j'entends que l'on pourrait faire toujours des investissements supplémentaires, mais je crois qu'on ne peut pas nier aujourd'hui les investissements dans la Ville au vu des travaux, quand même, qui égrènent nos rues, nos quartiers et aussi les communes de la Métropole. Nous allons rendre à l'Écusson ses lettres de noblesse, cet Écusson qui a été trop longtemps abandonné. Nous aimons déjà tous le banc végétalisé sur la place de la Comédie. Nous inaugurerons au cours de l'année les nouvelles fontaines sur l'Esplanade. Nous allons évidemment transformer les Arceaux, qui va devenir un lieu de rencontre et de convivialité, et réembellir la place des Martyrs de la Résistance qui aujourd'hui finalement n'est que l'accès au parking. C'est aussi la construction de nouveaux groupes scolaires au cours de l'année 2024-2025, le grand projet du parc Lunaret Lavalette Montmaur qui va commencer à se concrétiser. Mais c'est aussi évidemment toute la rénovation énergétique des bâtiments municipaux. Mais je crois que ma collègue Agnès SAURAT en dira plus et le présentera au cours de ce Conseil.

Aucune augmentation des taux et pourtant un bouclier social qui rappelle que l'on est le territoire qui protège le mieux les plus fragiles, avec des tarifs à 50 centimes d'euro dans les cantines. C'est une baisse de 64 % pour les familles dans le coût qu'elles consacrent à la cantine de leurs enfants.

Aucune augmentation des taux, et ce grâce à une gestion rigoureuse des deniers publics, une dette qui va rester contenue sous le seuil de désendettement des 12 ans et un taux d'épargne net qui va continuer de permettre des investissements élevés l'année prochaine et jusqu'à la fin du mandat.

Aucune augmentation des taux, et pourtant une politique RH en soutien au pouvoir d'achat des agents de la Ville, avec une revalorisation de la prime d'intérêt collective, une nouvelle phase du RIFSEEP, plus en soutien aux agents de catégorie C, une provision qui a été réalisée pour anticiper une prochaine revalorisation du point d'indice des agents par l'État.

Aucune augmentation des taux, et une Ville qui pourtant rayonne de plus en plus, et finalement plus que jamais depuis la mise en place de la gratuité des transports, qui a eu un rayonnement international. Mais en 2024, ce sera aussi l'accueil de la flamme olympique en mai, para-olympique en août, le championnat de France de taekwondo dans quelques jours, une Ville qui va encore rayonner avec les futures folies architecturales et ces grands projets qui seront présentés au MIPIM et partout dans le monde.

Donc malgré cette inflation galante, ces prix de l'énergie qui ont doublé en deux ans et les taux d'intérêt qui ont retrouvé un niveau historique, le budget que nous préparons est résolument tourné vers l'avenir avec un niveau historique à 200 millions d'euros pour la Ville de Montpellier, et toujours les marqueurs de la transition écologique et solidaire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame FRÊCHE. Est-ce que Monsieur ASLANIAN veut apporter quelques éléments de réponse ?

Michel ASLANIAN : Oui, très rapidement, Monsieur le Maire, chers collègues. Je voudrais ici remercier les élus qui ont participé à ce DOB, qui est toujours un exercice démocratique important. Évidemment, tous les élus de la majorité ont participé à la rédaction de ce DOB, donc ils avaient connaissance du fond du problème. Mais je voudrais remercier particulièrement Monsieur GUISEPPIN, parce que je crois que c'est le seul ici dans cette assistance, dans les élus de l'opposition qui a été en capacité de faire des propositions. On les travaille, on les accepte, on les regarde, mais il a fait quelques propositions, il n'a pas fait que critiquer. Je veux bien que l'on critique, mais mettre en avant le fait que l'on se cache derrière des éléments de contexte : mais de qui se moque-t-on ?

Si on ne travaille pas le contexte, si on ne met pas le contexte sur la table, si on n'est pas transparent avec ça, on fait comment pour construire un budget ? Donc bien sûr que le contexte on l'a, on le maîtrise plus ou moins, mais en tout cas on le prend en compte et on l'anticipe.

Quelque chose qui n'a pas été relevé : 200 millions d'investissements, Monsieur le Maire, ce sont 2 000 emplois créés ou maintenus sur le territoire. C'est quelque chose d'important pour les Montpelliérains. Alors moi, je veux bien qu'on enlève des choses sur nos investissements. Mais vous allez enlever quoi ? La construction d'une école dans le centre-ville ? Vous allez enlever les opérations de l'ANRU ? Vous allez expliquer ça aux Montpelliérains derrière ? Nous, on assume notre politique. On assume, dans les difficultés.

Alors non, ce n'est pas simple, oui on le construit dans la contrainte et nous sommes tous là, nous aurions préféré ne pas être dans ces circonstances-là, mais on les subit, et donc maintenant on décide de les dominer et d'être proactifs.

Alors on a beaucoup parlé, Monsieur le Maire, je vous laisserai les réponses sur le reste, mais on a beaucoup parlé des ressources humaines. Oui, c'est un problème, c'est un problème dans la collectivité. Je rappelle que la Chambre régionale des comptes, dans son rapport, elle a fait des constats sur les années 2015-2020. Et quand nous sommes arrivés aux responsabilités, nous avons trouvé une situation très difficile au niveau des salaires des agents de catégorie C, très difficile au niveau de l'absentéisme, très difficile au niveau du management. Enfin bref, la situation était catastrophique. Nous avons décidé, Monsieur le Maire, de nous y atteler, à travers le plan de lutte contre l'absentéisme que je présenterai le mois prochain, en mars. Vous l'aviez dit à l'époque : c'est protéiforme, c'est multifactoriel. Alors, on a commencé à mettre les mains dans le cambouis, nous avons créé l'École du management, nous sommes en train de mettre en place une GPEC pour faire des parcours de formation, nous souhaitons maîtriser notre recrutement et nous souhaitons maîtriser notre formation. En clair, nous mettons en place les bases de fonctionnement d'une collectivité ou même d'une entreprise moderne, certes contrainte par le poids du statut, mais moderne. Alors aujourd'hui, la CRC avait fait un certain nombre de propositions, de constatations. 95 % des propositions qui avaient été faites ont été mises à jour par la collectivité. Nous sommes donc dans les clous.

Alors après, ce qui ne se voit pas, c'est ce que nous faisons. Je démontrerai le mois prochain que la lutte contre l'absentéisme commence à porter ses fruits. Mais aujourd'hui, vous avez une potentialité à 211 millions de charges de personnel sur 2024. Si nous n'avions pas fait ce plan, nous serions peut-être à 220 millions, car nous sommes en train, petit à petit, de rattraper le terrain.

Et puis enfin, si on regarde bien les dépenses de personnel : 5 points d'indice supplémentaires de l'État, revalorisation du point d'indice de l'État, provision pour une revalorisation éventuelle de l'État, postes supplémentaires liés aux équipements dans les groupes scolaires. Comment peut-on faire autrement ? Oui, nous avons injecté de l'argent par le RIFSEEP en augmentant nos charges, mais uniquement pour sauver le niveau social de nos agents de catégorie C, qui étaient en grande souffrance, avec l'augmentation du coût de la vie courante. Donc oui, nous assumons cela. Oui, nous continuons à travailler. C'est vrai que c'est un poste important, mais comme l'a dit mon collègue Hervé MARTIN, sans personnel, il n'y a pas de politique publique. Alors oui, il faut m'expliquer comment on fait, je veux bien prendre des cours.

Donc voilà, Monsieur le Maire, ce que je pouvais dire en globalité. Je vous laisse répondre sur le fond des finances.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur ASLANIAN. Merci chers collègues. Nous avons un débat d'orientations budgétaires. Chacun a formulé ses critiques, ses propositions – je vais y venir –, ses points de vigilance et ses appuis. Ces débats d'orientations budgétaires, ils ont lieu partout en France. C'est vrai, nous le faisons, compte tenu des incertitudes de contexte, prix de l'énergie et frais financiers, taux d'intérêt de la Banque centrale européenne, au premier trimestre, pour essayer d'être le plus proche possible de la réalité. J'espère qu'à partir du prochain exercice, nous pourrions revenir vers le mois de décembre. Mais personne ne pouvait prévoir la bascule qu'a représenté le déclenchement de la guerre en Ukraine, à moins de vouloir la souhaiter, et l'impact qu'a eu cette inflation, qui est quand même une nouvelle donne, un nouveau facteur macroéconomique qui n'avait pas traversé les sociétés occidentales et le monde depuis une trentaine d'années. Une inflation à la violence sociale inouïe, puisqu'elle dévore les plus fragiles à travers le coût de l'énergie, à travers le coût de l'alimentation. Et donc cette inflation, elle existe aussi pour les collectivités publiques. Et alors, je veux le dire ici avec beaucoup de sérénité, dans tous les conseils municipaux de France, dans tous les conseils départementaux et conseils régionaux, le DOB se déroule dans ce contexte. Et pour être Vice-Président de l'Association des maires de France, au sein du Bureau : que vous soyez LR, socialistes, écologistes, communistes, République en marche, tout le monde pointe aujourd'hui les complexités que traversent les collectivités locales du point de vue de leurs finances. C'est une réalité, et si vous avez des doutes, retrouvez les papiers qui ont été faits à la veille du Congrès des maires de France, regardez Régions de France, regardez l'Association des départements de France. Et donc évidemment, ce contexte nous oblige au sérieux, à la rigueur et à la capacité à continuer à énoncer des choix, et à faire preuve de volontarisme.

Mais avant toute chose, il faut se prémunir des poujadismes et des populismes. Moi, je peux entendre qu'on discute. Je veux reprendre ici des propos : « on ne comprend pas, la GEMAPI augmente », etc. Mais moi, je veux saluer mon prédécesseur qui a inscrit la GEMAPI, parce que la GEMAPI permet de financer les travaux de lutte contre les inondations. Et je constate que, dans le Nord de la France, les élus n'ont jamais fait ces choix et les gens sont les pieds dans l'eau. Et moi, comme Président de la Métropole, jamais je n'oublierai les applaudissements des gens qui se sont vus financer les digues à Juvignac. Et je dis que vive cette contribution qui permet de protéger la population. Il ne faut pas tenir en permanence un discours hostile à la contribution commune, à la fiscalité, parce qu'elle permet de financer le service public. Ce sont des taxes affectées. Elles permettent de financer des investissements qui protègent. Il ne faut pas laisser entendre que ce n'est pas utile. Monsieur REYNAUD l'a rappelé tout à l'heure, aussi, sur la régulation de l'espace public. Attention au discours anti-impôt, attention au discours anti-contribution.

Après, il y a des choix qui font mal. C'est vrai que, sur la question des déchets, la fermeture du troisième casier de Castries fait très mal au budget des déchets : envoyer 4 500 camions exporter nos déchets à l'extérieur, quand le prix de l'essence augmente, ça plombe, donc cela a des impacts. Parfois, quand on diffère certains investissements, on le paye cash. Et là, qu'est-ce que l'on paye ? On paye la décision d'ajourner la cinquième ligne de tramway, parce que dans la PPI de la Ville de Montpellier, il y a 30 millions d'euros de fonds de concours à la Métropole en investissement, qui est la contribution de la Ville centre au financement de la cinquième ligne de tramway. Alors je le dis souvent, cela aurait été fait en 2017, c'était à taux 0. Là, on ne va pas arrêter ce chantier. Sinon, pas de transition écologique et solidaire. Donc, il est lancé. Mais c'est vrai que dans la PPI future, je recommanderai qu'on ne mette pas un tel niveau d'investissements, parce qu'il va falloir rembourser la dette utile de la réalisation de la cinquième ligne de tramway.

Je peux prendre un deuxième exemple, c'est inscrit dans le budget, et si nous ne le faisons pas, vous seriez les premiers à vous émouvoir, chers collègues, qui ne siégez pas sur les bancs de la majorité. Je ne vous donnerai pas tort. Il y a un budget très important pour la rénovation urbaine aux Cévennes et à la Mosson, rénovation qui avait pris beaucoup de retard. Mais je crois qu'après les 300 villes qui ont été frappées d'émeutes, de difficultés sociales dans les quartiers populaires, la réponse ne peut pas être celle, comme préconisée par le gouvernement dans les QPV, l'uniforme. Elle doit être la transformation de l'urbanisme, l'accompagnement social. Et c'est pour ça qu'il y a des crédits pour détruire la tour d'Assas, pour préfigurer les acquisitions foncières sur les commerces et détruire Font del Rey où un marchand de sommeil a prospéré. Ça aurait été fait, ce ne serait pas au budget. Nous le faisons. C'est vrai que, par contre, ce n'est pas à taux 0, comme en 2020 ou en 2015. C'est à un taux qui est plus élevé. Et ça, toutes les collectivités le traversent.

De la même manière : que nous serait-il reproché si nous ne construisions pas les écoles à temps ? D'ailleurs, j'ai entendu l'opposition dire « il faut accélérer le plan crèches ». Bien sûr, c'est nécessaire. Tout comme les travaux d'aménagement pour désimperméabiliser. Alors moi je suis parfaitement d'accord avec vous, il faut produire notre énergie, Madame DOULAIN, il faut accélérer, on challenge. Mais pour ça, il faut qu'en interne, je veux vous le dire, nos équipes soient staffées, et nous les staffons. Mais je dois vous le dire, on partait de très loin. Oui, oui, oui, la course contre la montre, bien sûr. Mais notre priorité a été d'abord, et je crois que vous pouvez la partager, de travailler sur la sobriété. Le patrimoine municipal et métropolitain, c'est 1 million de mètres carrés. Et donc partout où nous pouvons faire de la rénovation thermique, c'est-à-dire moins consommer d'énergie, on essaie de le faire.

D'ailleurs, petite anecdote malicieuse : voilà, des fois il peut m'arriver de ne pas être qu'en vélo ou à pied dans la ville, tout le monde peut le comprendre. En Zoé, c'est 7 euros le plein contre 70 euros quand c'est à l'essence. Et j'ai eu une discussion avec le nouveau Préfet qui m'a dit « mais il faut qu'à la Préfecture, on fasse pareil pour nos frais de fonctionnement ». Bon. Donc c'est le verdissement de nos flottes. Ce sont les travaux de sobriété. Il y a énormément de travail là-dessus, et quand nous affichons des investissements, on peut être éligible au fonds vert. La désimperméabilisation des écoles par l'Agence de l'eau. Je vous réponds ici, Monsieur GUISEPPIN sur ces inscriptions d'aides. Investissement de la Ville égal, partenariats avec l'État, avec les agences. Tout comme je veux annoncer la bonne nouvelle sur l'ANRU : nous venons d'obtenir 2,7 millions d'euros supplémentaires pour la rénovation du quartier des Cévennes. Et je crois pouvoir dire qu'enfin, après douze ans, la scission de la copropriété est enfin acquise. Et donc ce sont ces investissements qui permettent cela.

Alors nous allons être très sérieux. Nous allons être très attentifs, pour ne pas trop investir, parce qu'il nous faut tenir les frais financiers. Et je vous invite à la rigueur. Comparez de BP à BP : pas de problème. Attention lorsque c'est de compte administratif à BP. Le compte administratif de 2023 vous sera présenté, il fixe le niveau d'endettement de la commune de Montpellier à 4,7 ans. Ce sera le compte administratif 2023. La limite qui est posée dans le DOB, maximum, c'est 12 ans. Ne pas l'atteindre. Mais nous sommes à 4,7. Donc, il y aura un petit peu plus, parce que le coût de la dette est là, et comme partout, dans les communes, et pour l'État – parce que moi je ne prendrai pas de leçons de gens qui gouvernent – dont le déficit s'accroît, et le niveau d'endettement des communes aussi. Donc nous sommes très sérieux et extrêmement rigoureux.

D'ailleurs, comment faisons-nous ? Les collègues l'ont salué. Nous faisons le choix, à la différence d'autres villes, Mulhouse, Grenoble, Marseille et d'autres, de ne pas augmenter l'impôt, dans ce contexte de frais financiers accrus – j'aurais pu citer Paris et d'autres – et de prix de l'énergie. Nous, nous faisons le choix de la stabilité de la taxe foncière, qui est la seule recette générale que nous pouvons prélever. Nous faisons le travail sur les marges de manœuvre.

La sobriété sur l'énergie n'a pas permis d'effacer le coût de l'énergie, mais elle prépare l'avenir. Et aujourd'hui, nous obtenons des résultats. C'est le travail de lutte contre l'absentéisme, que la Cour des comptes sur la gestion 2015-2020 a estimé à 33 millions d'euros. Et je revendique avec fierté le vote, pour la première fois, sous l'impulsion de Michel ASLANIAN, d'un plan de lutte contre l'absentéisme multifactoriel, pour accompagner les collègues qui sont parfois en reclassement, parce qu'en situation d'usure professionnelle (crèches, Atsem), et qui sont dans des mobilités accompagnées. Il n'y en a pas encore assez, et il y a une stratégie à 7-8 ans à constituer au sein de la collectivité. C'est aussi la rémunération de nos agents : le titre restaurant de la Ville a été revalorisé pour être aligné à celui de la Métropole. La prime d'intéressement collective, vous l'avez votée, et merci, à l'unanimité : plus 100 euros. C'est le RIFSEEP 2, qui a concerné principalement les catégories C. C'est le recrutement de préventeurs pour travailler sur les situations professionnelles, qui sera très long. Et puis aussi, la fermeté : hier, un conseil de discipline s'est tenu pour quelqu'un qui avait fait des faux certificats maladie. Et je le dis clairement : cette fermeté, elle doit être aussi au rendez-vous. Tout comme quand des agents sont absents, et on les identifie – ils sont marginaux évidemment – en situation de double emploi. Et nous devons être très fermes, parce que c'est une insulte à l'immense majorité des fonctionnaires de la collectivité qui sont impliqués, dévoués. Donc nous, nous travaillons les marges de manœuvre, plutôt qu'en disant facilement qu'il y a une situation difficile à cause de la hausse des taux d'intérêt et qu'il faut avoir recours à la hausse d'impôts. Donc c'est la stabilité. C'est la stabilité.

Ensuite, là où les tarifs sont impactés, nous les revalorisons en fonction de l'inflation, parce que sinon, cela conduira à la dégradation du service. Et d'ailleurs, chaque Montpelliérain, et vous l'avez dit, cher collègue GUISEPPIN, peut mesurer, s'il se compare à d'autres villes, le niveau de service public qui est présent sur ce territoire, qui est une fierté. De la même manière, on dit « on ne fait rien » : bon, Madame FRÊCHE a très bien répondu, il y a beaucoup de chantiers dans la ville qui disent ce qu'on fait. Ici des trottoirs, ici des aménagements cyclables, ici des transformations dans des quartiers en difficulté : récemment, dans le quartier de Celleneuve, dans le quartier de la Restanque ou entre Saint-Martin et Tournezy, parce que si nous ne faisons rien, ça va se déqualifier.

Alors nous travaillons, dans ce contexte, avec ces deux nuages gris qui sont sur toute l'Europe, sur toutes les collectivités territoriales, que sont l'inflation et les frais financiers. Tous, nous suivons, tel un nouvel oracle – je sais que ça ne plaît pas à Monsieur MARTIN – les décisions de la BCE, dont on espère une baisse des taux d'intérêt, parce que cela soulagerait les frais financiers des collectivités, de toutes les collectivités de France et de Navarre, d'Europe. Mais nous, nous faisons le choix de maintenir de manière résolue des investissements qui préparent l'avenir. Et c'est vrai que dans ce mandat, il a fallu rattraper, et sans doute que dans la deuxième partie de la décennie, il faudra moins investir, parce qu'on ne va pas faire une nouvelle ligne de tramway. En tout cas, si quelqu'un le conseille, je le déconseillerais, parce qu'on va rembourser notre investissement sur la cinquième ligne de tramway. On n'aura sans doute plus à détruire une tour comme la tour d'Assas, voilà, on aura rattrapé les écoles et les crèches. Donc nous serons en situation, peut-être, de faire moins d'investissements. Cela rejoint un peu cette idée que l'on fait deux mandats en un. On sera donc très attentifs pour tenir notre équilibre. Mais je veux le dire : ceux qui pointent ici peuvent aller voir Jean-Luc MOUDENC, peuvent aller voir Benoît PAYAN ; tous les maires aujourd'hui ont les mêmes propos.

Ensuite, troisième point, le financement de 4 millions d'euros pour la Métropole. Je veux ici être très clair, on l'a affiché dans le DOB. En 2015, la Métropole a fait un pacte financier et fiscal. La Métropole ne se finance que grâce à la fiscalité économique, la CFE, et le versement mobilité, qui paye les transports. La CFE est une recette fiscale dynamique. On a une très bonne nouvelle du point de vue de l'industrie : 60 emplois dans la bioproduction, ça vient de tomber, tout comme le permis de construire pour France Télévision à Vendargues, 1 000 emplois. Ce sont des bonnes nouvelles, c'est la dynamique de la Métropole. Mais la Métropole a une compétence voirie. Un travail important sur l'éclairage en LED est réalisé, qui permet de réduire le coût, mais il nous faut malgré tout financer les frais d'essence, l'entretien, etc., de ce que l'on appelle la compétence voirie. Les AC ont été figées en 2015, nous allons donc contribuer. Et puis, la Métropole, elle est fragilisée sur sa compétence déchets, très clairement. Donc, voilà pourquoi nous travaillons sur cette relation. C'est une discussion avec l'ensemble des maires, et comme l'a rappelé Monsieur REYNAUD, c'est un établissement de coopération intercommunale.

Je voudrais terminer, mes chers collègues, par dire que le DOB, c'est un débat. On va voter pour dire que le débat a bien eu lieu, dans le respect des positions de chacun. Il nous permet de construire notre budget, voilà, avec de l'engagement, du sérieux, de la rigueur pour pouvoir bien faire, dans l'environnement qui est celui de toutes les collectivités territoriales de notre pays. Toutes. Mais le choix de facilité aurait été d'avoir recours à une hausse d'impôt. Nous, Monsieur GUISEPPIN, je veux vous le dire : ailleurs, ils augmentent, ici, ils restent stables. Le gouvernement, par la loi de finances, décide d'augmenter les bases. Dont acte. Nous, ce sera la stabilité, et c'est un choix important. Après, il y a les efforts en interne, il y a ce niveau d'investissement que nous assumons, parce que si nous n'investissons pas, il y a un moment, on est rattrapé par la patrouille, et la patrouille, c'est l'urgence sociale, c'est l'urgence économique, mais ce sont aussi nos entreprises qui sont fragilisées. Monsieur MARTIN a eu raison de parler de crise du logement. Mais si aujourd'hui il n'y avait pas la commande publique sur l'investissement public, je peux vous dire que la situation de l'emploi et l'augmentation du nombre d'allocataires du RSA seraient extrêmement préoccupantes. Donc, pour l'intérêt des finances du Département, qui finance le RSA, eh bien nous essayons d'être au rendez-vous par l'investissement public. Et si nous fragilisons l'investissement public des collectivités territoriales, je pense que c'est la machine France qui va se gripper. Donc je le dis, nos relations avec l'État, comme tous les maires, doivent être respectueuses ; mais si vous fragilisez le soutien aux collectivités territoriales, vous fragilisez l'emploi local et vous n'êtes pas capable de mettre en œuvre les objectifs de la transition écologique et solidaire, parce que ce sont les tramways, ce sont les plans sur les mobilités, ce sont les plans de sobriété. Si nous nous faisons des économies d'énergie sur notre bâtimentaire, ne nous dites pas « tu casses, tu ré pares », comme a dit le Premier Ministre. Le meilleur moyen d'éviter cela, c'est de donner des moyens à l'éducation, au sport, à la cohésion sociale, avec le soutien important aux Maisons pour tous. Bien sûr, il y aura aussi des moyens d'autorité, avec la création de postes que, je crois, tout le monde soutient : des effectifs supplémentaires pour la police municipale, de manière rigoureuse, des recrutements au fil de l'eau. Donc, vous avez bien compris, à l'issue de ce débat, comment nous allons construire le budget. Je pense que l'on relèvera un certain nombre de remarques qui ont été faites, et Monsieur ASLANIAN essaiera dans la préparation du budget de le faire. On ne pourra pas dire oui à tout, parce que ça c'est la démagogie. Gouverner, c'est choisir. Mais vous l'avez compris à l'aune de mon propos, nos choix, ils sont clairs, sérieux. Rigueur, volontarisme. Je vous remercie.

Je vous propose de passer au vote pour donner acte que le débat s'est tenu. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

4. Aménagement durable du territoire - Opérations de rénovation énergétique et de développement des énergies renouvelables du patrimoine municipal - Approbation

Mmes T. AKBARALY (avec le pouvoir de Mme C. HART), F. NAKIB, R. TIKOUK, MM. S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD), M. S. JAWHARI, M. REYNAUD sortent de séance. Mme E. BRUN- MANDON quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. M. CALVO. Mme J. FRECHE quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. M. DELAFOSSE.

Monsieur le Maire : Madame SAURAT, affaire n° 4, opérations de rénovation énergétique, allez-y.

Agnès SAURAT : Merci Monsieur le Maire. Bonjour à toutes et à tous. Nous l'avons compris tout à l'heure, la feuille de route pour la transition énergétique de notre patrimoine communal constitue la première action phare du rapport présenté précédemment par notre collègue Marie MASSART. Cette feuille de route trace la trajectoire et la stratégie globale de transition énergétique portées par notre territoire. Elle se décline par des mesures concrètes, indispensables à la fois pour la défense de la planète et pour le progrès social. Décarboner les principaux secteurs émetteurs et produire de l'énergie bas carbone sont deux réponses très opérationnelles aux enjeux définis par le décret tertiaire. Ce double objectif, nous le traduisons depuis le début de ce mandat dans toutes nos politiques publiques, et plus particulièrement dans le cadre de la gestion active du patrimoine. Nous avons déjà engagé un nombre conséquent de travaux pour réduire les consommations des bâtiments, rénover et réhabiliter, moderniser les chaufferies, améliorer le pilotage des équipements de génie climatique, sensibiliser agents et usagers aux écogestes.

Des programmations et un rythme soutenu d'investissement ont été engagés, et cette délibération vous propose de valider la poursuite de notre engagement en 2024 avec une série d'opérations qui concernent le patrimoine scolaire et les Maisons pour tous et qui, au-delà de l'importance de la maintenance de ces bâtiments, permettront d'économiser 2 millions d'euros sur nos factures d'énergie pour les dix ans qui arrivent. Cette programmation participe de notre PPI et constitue une accélération très importante de la feuille de route, avec un investissement d'un peu plus de 17 millions en direction prioritairement, vous le voyez, du patrimoine scolaire. 14 millions d'euros de rénovation thermique concernent 46 établissements scolaires et 6 établissements d'accueil petite enfance, situés sur les quartiers Cévennes, Mosson, Hôpitaux Facultés, Port Marianne, Près d'Arènes et Centre. Il s'agit de travaux de rénovation des toitures, de remplacement des menuiseries, d'isolation thermique des façades, d'installation de brise-soleil et de remplacement par des LED de tous les équipements lumineux. Nous réalisons également le raccordement, c'est très important, de deux établissements au réseau de chaleur dans le quartier Croix d'Argent pour 1,8 million d'euros, la création d'une pièce rafraîchie dans 40 établissements scolaires, 5 Maisons pour tous et la Maison des rapatriés, avec l'installation de pompes à chaleur réversibles, pour un montant d'un peu plus de 1 million d'euros. Ce sont aussi des installations photovoltaïques sur 4 établissements scolaires dans les quartiers Mosson, Croix d'Argent et Port Marianne, pour un montant de 275 000 euros. Je précise que le rythme, jusqu'en 2026, sera de 3 écoles par an équipées en panneaux photovoltaïques. Madame DOULAIN, ne vous inquiétez pas, on tient la route. J'engage les élus de quartiers et ceux qui siègent dans les écoles dont les noms apparaissent dans la délibération à nous solliciter, Madame DOMBRE-COSTE et moi-même, pour pouvoir communiquer sur les plannings et les phasages des travaux lors de vos prochains conseils d'école. Vous le voyez, chers collègues, dans un contexte de crise, notre majorité fait le choix de maintenir et d'améliorer le service public avec des investissements massifs en direction des écoles et des crèches. Et enfin, ce qui apportera peut-être un petit bout de réponse à Monsieur GUISEPPIN, sur notre capacité à aller chercher des financements sur ces investissements, nous mobilisons des dispositifs comme la DSIL, la dotation de soutien à l'investissement local, le fonds vert et les productions de certificats C2E à une hauteur de 49 %. Merci beaucoup.

Fanny DOMBRE COSTE : Merci Madame SAURAT. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : ... parce que vous avez été plusieurs à répondre à ma proposition d'un plan solaire plus ambitieux. Oui, 3 écoles. Bien sûr, je vais voter pour cette délibération, on va dans le bon sens. En revanche, quand j'entends certains dire « mais la crise énergétique, on ne pouvait pas la prévoir », oui la guerre en Ukraine, on ne pouvait pas la prévoir. La crise énergétique, je ne sais pas dans quel monde vous évoluez, mais ce n'est pas le mien. En fait, la crise énergétique, je ne sais pas si vous savez, mais en France, on a mis des grille-pain dans des passoires énergétiques. En France, on a un parc vieillissant nucléaire. Je ne sais pas s'il y en a qui se sont intéressés au prix du kilowattheure des nouveaux EPR, à combien il va sortir. En France, il y a des personnes qui sont membres, ici, du Parti socialiste, qui ont voté pour livrer l'énergie au marché en Europe, et qui font que oui, quand il y a un soubresaut géopolitique, oui, de fait, nos collectivités et nos ménages sont livrés aux évolutions du prix du marché. Donc de dire que la crise énergétique, on l'a découverte en 2022, je ne sais pas dans quel monde vous évoluez, c'est extrêmement inquiétant. De se dire que finalement il n'y a pas eu d'anticipation, et maintenant c'est nous qui casquons, c'est les Montpelliérains qui casquent. Et j'entends ici dire que « mais ce n'est pas nous, on a bien fait, c'est ceux d'avant qui ont mal fait », mais c'est drôle d'entendre ça, alors qu'il y a ici des gens dans cette majorité qui ont été membres des mêmes majorités, de l'ancienne majorité. Qui croit ici que vous n'êtes pas, qu'il n'y a pas de liens entre ces majorités sur les déchets, comme si on découvrait le problème des déchets, comme si ça n'avait pas été lié au choix d'Amétyst qui a été fait par d'autres majorités dont vous faites tous partie. Voilà, vraiment je suis étonnée par ce discours, moi je le dis. Il y a des sujets comme le solaire : c'est évident qu'il faut investir massivement. Je ne sais pas, la rénovation thermique du logement, ça n'a pas commencé en 2022, l'autoconsommation solaire, ça n'a pas commencé en 2022, il aurait fallu le faire bien avant. Donc moi ce que je dis c'est qu'aujourd'hui il a été pris du retard par la majorité de Monsieur le Maire, que ça soit la majorité de Monsieur SAUREL ou quoi, et qu'aujourd'hui il faut rattraper ce retard. Et ce n'est pas trois écoles qui vont nous permettre de le faire. Voilà.

Et Monsieur ASLANIAN, vous dites que je ne fais pas de propositions. Ce plan solaire, je le porte depuis le début du mandat, à plusieurs affaires, en Conseil municipal, en Conseil métropolitain. Peut-être que finalement vous préférez les propositions de Monsieur GUISEPPIN. Les miennes, elles sont là, elles sont sur la table et je suis prête à y travailler.

Monsieur le Maire : Merci Madame DOULAIN. J'imagine que vous avez repris une partie de ce que vous avez dit lors du DOB. D'autres interventions ? Allez, on met aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

5. Hors commission - Opération de réhabilitation des anciennes archives départementales en locaux d'archives pour la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Appel d'offres de maîtrise d'œuvre - Approbation

Mmes T. AKBARALY (avec le pouvoir de Mme C. HART), F. NAKIB et M. M. REYNAUD entrent en séance.

M. E. ARIZTEGUI et Mme A. DOULAIN (avec le pouvoir de Mme C. OLLIER) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Monsieur BELLANGER, sur une de nos compétences, archives municipales.

Boris BELLANGER : Monsieur le Maire, chers collègues. « Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir. » Par cette citation de Ferdinand FOCH, reprise par Aimé CÉSAIRE, j'ai l'honneur de vous présenter cette délibération qui pose la première pierre d'un nouveau lieu à Montpellier, ancré dans le quartier des Beaux-Arts et ouvert sur notre territoire.

Ce centre a l'ambition de conserver nos archives multiséculaires, de collecter les mémoires et de raconter l'histoire de notre Ville. Montpellier est une terre d'accueil, d'hospitalité, cosmopolite, avec un héritage très riche qui a su très tôt, plus tôt que n'importe quelle autre ville, prendre soin de mettre par écrit son histoire, comme en témoigne le petit Thalamus, un patrimoine documentaire exceptionnel conservé dans nos archives et qu'il nous appartient de transmettre aux futures générations. Actuellement, ce patrimoine est éclaté sur plusieurs sites, entraînant des surcoûts dans des conditions dégradées comme celles que nous connaissons dans les sous-sols de l'ancienne mairie en proie aux inondations. C'est pourquoi, après avoir étudié plusieurs emplacements, il est apparu que le bâtiment qui hébergeait les archives départementales avant l'ouverture de Pierrevives répondait le mieux à nos attentes : un site unique qui corresponde aux normes et permette de déployer un programme culturel et scientifique ambitieux qui sache raconter le passé et fondamentalement tourné vers l'avenir. Nous exploiterons tout le potentiel de ce bâtiment situé au pied de l'ancienne chapelle des Récollets, inscrite aux monuments historiques, qui constitue une véritable opportunité pour compléter la nouvelle offre culturelle de ce site.

Parmi les objectifs, tout d'abord, celui de libérer les sept sites occupés actuellement, les rassembler en un lieu unique pour rationaliser nos occupations. Évidemment, cela permettra d'améliorer notablement les conditions de traitement des documents et de travail des archivistes, que je salue, sous la direction de Christine FEUILLAS, que je tiens à remercier pour son engagement sans faille.

La capacité du bâtiment des Beaux-Arts représente 8 300 m² de surface utile sur 7 niveaux, dont 730 seront largement ouverts au public. Le montant de l'opération est estimé à 20 millions d'euros. Nous irons chercher toutes les aides, DRAC, fonds vert. Ce sont donc des travaux qui comprennent la réhabilitation, la scénographie, l'aménagement des sous-sols, le rayonnage et le mobilier. Je précise d'ailleurs que les armoires qui s'y trouvent aujourd'hui sont devenues totalement inexploitable en raison du squat qui a occupé le site à partir de 2016 et qui a heureusement trouvé une issue favorable à votre arrivée aux responsabilités, Monsieur le Maire. À la complexité technique que représente un bâtiment d'archives qui répond à des normes de conservation spécifique, nous ajoutons une démarche de sobriété énergétique, avec un programme de géothermie et de pose de panneaux solaires sur 700 m² de surface de toiture, parce que nous investissons dans le photovoltaïque, quoi qu'en pense Madame DOULAIN.

Comme je l'ai indiqué, 730 m² seront ouverts au public, consacrés aux salles d'exposition, de lecture, d'accueil, de médiation et de convivialité. Un espace de médiation permettra d'associer le public et tout particulièrement le jeune public, les scolaires, à la compréhension de l'histoire de notre Ville. L'apprentissage de l'histoire, la préservation de la mémoire n'est pas seulement un devoir, c'est l'assurance donnée à nos enfants de connaître leurs racines, de développer leurs connaissances, d'éviter de reproduire les erreurs du passé et de cueillir au final les fruits du savoir. L'opération de réhabilitation du bâtiment inclura un étage de bureaux destiné au regroupement des agents et ouvert aux universitaires à travers un espace de recherche scientifique, avec l'ambition de créer un site d'excellence.

Pour conclure, le calendrier prévoit un démarrage des travaux à l'été 2026 et une livraison fin d'année 2027. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur BELLANGER. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

6. Hors commission - 80ème anniversaire de la Libération de Montpellier - Notre Ville se souvient

MM E. ARIZTEGUI, S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD), S. JAWHARI, Mmes A. DOULAIN (avec le pouvoir de Mme C. OLLIER) et R. TIKOUK entrent en séance.

Mme S. JANNIN quitte la séance sans laisser de pouvoir. M. A. EL KANDOSSI quitte la séance sans laisser de pouvoir. Le pouvoir de M. P. SAUREL est annulé

Monsieur le Maire : Affaire n° 6. La délibération porte sur les commémorations du 80^{ème} anniversaire de la Libération de la Ville de Montpellier. Je voudrais le dire ici, pour la Grande Guerre 14-18, un processus avait été engagé par le gouvernement de la République de l'époque en nommant un historien, Joseph ZIMET, et un comité pour préparer toutes les célébrations de la Grande Guerre entre 1914 et 1918. Pour les 80 ans de la Libération de notre pays, deux événements ont une labellisation d'État : le Débarquement de Normandie du 6 juin et la Libération de Paris. Il nous semblait important, à nous aussi, d'organiser une commémoration pour être sur un temps à la fois mémoriel et de transmission auprès de des jeunes générations, celles qui ont la chance de connaître en France et en Europe la paix, sur la Libération de la Ville. C'est sans doute le dernier moment mémoriel où nous aurons la parole des protagonistes de la Libération de Montpellier. Je voudrais le raconter comme anecdote : quand on a inauguré le cours Laure Moulin, sur l'esplanade des Arceaux, il y a une dame qui est venue me voir et qui m'a dit : « Mais moi, enfant, parce que mon père appartenait à des réseaux de la Résistance montpelliéraine, j'étais sur les genoux de Laure MOULIN, qui me faisait jouer lors de ces rendez-vous ». C'est un témoignage très puissant, et il y en a beaucoup qui sont évoqués, que nous voudrions pouvoir collecter, pour pouvoir les mettre à l'honneur. Il y a des faits historiques méconnus dans la mémoire de notre Ville. Je regarde Madame MASSART, qui préside le MIN ; mais la zone de la rue de l'Industrie fut celle des victimes civiles de notre Ville par les bombardements allemands au moment du départ des troupes. Et puis, c'est une histoire qui mérite d'être racontée, parce que, souvent, le 27 août, sur les réseaux sociaux, tout le monde montre le char qui arrive sur la place de la Comédie. Ce n'est pas le 27 août, c'est tout début septembre, parce que la Ville se libère par les maquis de la Résistance, et prépare l'arrivée triomphale de DE LATTRE DE TASSIGNY.

Je ne veux pas être plus long sur cette histoire, mais j'ai la conviction que nous avons un devoir, c'est de célébrer les 80 ans de la Libération, de mettre à l'honneur des figures de la mémoire, de continuer par les archives – et merci cher Boris, tu as rendu hommage à Christine FEUILLAS – pour que nous puissions présenter, mettre à jour la mémoire de ces événements, continuer à faire le travail d'histoire. Nous avons sollicité Yad Vashem concernant des personnalités qui pourraient être inscrites au rang de Justes parmi les nations, comme la mémoire de Suzanne BABUT qui, grâce aux habitants que je veux remercier, a été remise à l'honneur avec la dénomination du parc, avec ce souvenir d'une femme qui était venue me voir lors d'un dimanche de respiration, et qui a dit : « Moi, je suis en vie grâce à Suzanne BABUT. » Vous voyez, c'est cela que l'on a, et que l'on doit célébrer. Il y aura évidemment les commémorations protocolaires, mais nous souhaitons en faire un temps populaire et festif, de partage, un peu à l'image de ce que l'on fait pour le 14 juillet maintenant, avec la retraite aux flambeaux pour les enfants, qui permet cette appropriation. Il s'agit aussi de ré-identifier tous les lieux de mémoire, de souvenir. Monsieur ALBERNHE, je me permets pour vous, et surtout pour Alice, dont je veux saluer la mémoire : la caserne de Lauwe, la Villa des Rosiers, tous ces lieux qui ont été des lieux d'épreuve ; le rôle du père PARGUEL, de l'abbé PRÉVOST, de Jean BAUMEL, qui fut le Secrétaire général de la Mairie dans ces temps sombres, une des figures héroïques, comme les personnalités politiques de l'époque, certaines glorieuses, d'autres moins. Que nous puissions raconter cela. Il y aura un bulletin historique spécifique, un travail d'historien, et toutes les contributions sont les bienvenues.

Du point de vue de la méthode, il y a un comité qui est pour l'instant sous la direction de Monsieur COTE. Je souhaiterais proposer un élu dédié pour animer ça, et que nous puissions convenablement être au rendez-vous de ces commémorations. Voilà le sens de cette délibération, qui prévoit un budget autour de 100 000 euros pour l'ensemble de ces manifestations, dans le contexte que vous connaissez. Et je crois que l'on a le devoir de ne pas rater cela. Quelques idées que j'ai reprises, sur le diaporama.

Je propose d'ouvrir la discussion. Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Merci de me donner la parole, Monsieur le Maire. 2024 est une année importante de commémoration, comme vous l'avez souligné, importante parce que nous célébrons les 80 ans de la Libération. Importante parce que notre devoir de mémoire envers ceux qui ont permis la victoire, ceux qui ont combattu pour notre pays, ceux qui ont combattu pour notre liberté, sacrifiant bien des fois leur vie et parfois celle de leurs proches, ceux qui ont eu le courage de résister et de se battre méritent que leur histoire, notre histoire soit transmise aux plus jeunes, et que jamais leur sacrifice et leur courage ne soient oubliés. 80 ans veut aussi dire que les survivants de cette époque seront de moins en moins nombreux chaque année, et que nous leur devons cette reconnaissance, aujourd'hui plus que jamais.

Une petite précision, cependant : cette délibération est importante puisqu'elle va permettre à notre Ville de proposer un projet à soumettre, par l'intermédiaire de l'ONAC, au Comité départemental du 80^{ème} anniversaire de la Libération, présidé par le Préfet, qui s'appuiera naturellement sur l'ONAC, mais qui sera l'interlocuteur privilégié dans la mise en œuvre des projets commémoratifs et mémoriels dans le département. Le Préfet sera chargé d'attribuer le label 80 ans de la Libération, conçu comme un gage de sérieux et une reconnaissance de la qualité des projets portés par les acteurs de notre territoire, et donc de notre Ville.

L'affaire suivante souligne, si besoin était, l'intérêt que vous portez à ce projet puisque toutes les futures voies et espaces publics de la Cité créative porteront prochainement le nom de résistantes. Sur le devoir de mémoire, Monsieur le Maire, nous n'avons aucun différend politique. Il nous aurait été agréable, mais peut-être n'est-il pas trop tard, de pouvoir participer au travail du Comité de pilotage mis en place en septembre 2023. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Madame YAGUE, cette délibération doit être, je l'espère, unanime, et toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. J'ai été moi-même élu d'opposition, et j'avais parfois quelques conseils, et la porte était fermée. Je souhaite très clairement que le consensus domine sur ces sujets, y compris dans les entourages proches. Il y a des choses qui peuvent être menées. C'est très important que cette mémoire-là fasse consensus. Je vous remercie d'avoir salué les délibérations suivantes, que je commenterai un petit peu plus. C'est l'événement de tous les Montpelliérains, et cette histoire devra être partagée avec tous les Montpelliérains et toutes les Montpelliéraines. Il y aura un numéro spécial du journal de la Ville aussi. Les bonnes idées sont les bienvenues.

Je me réjouis de la labellisation par Monsieur le Préfet, vraiment. J'espère qu'on sera un petit peu aidés aussi en termes de moyens pour faire, parce que je crois que c'est important, sur un dossier qui préoccupe beaucoup Monsieur GARRIVIER, que sont les cellules qui ont servi à la milice. Madame la Rectrice a été très accompagnante, on signera une convention. Ces monuments historiques, je préfère l'annoncer, seront dans les investissements à venir, parce que les noms des personnes inscrites, il faudra quand même qu'on les protège. La DRAC nous demandera beaucoup de choses, je ne sais pas si on aura beaucoup de moyens, j'aimerais bien, j'espère.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Madame YAGUE, Monsieur COTE va tout de suite prendre contact avec vous. Chaque président de groupe pourra participer. Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN : En fin de compte, je vais faire très court. Bravo et encore bravo pour cette action qui fait honneur au passé et à la mémoire.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur GUISEPPIN. Je voudrais juste aussi préciser un petit point. Dans la collecte, parce que comme les journalistes suivent, on va aussi être très attentif à une mémoire qui est très peu connue de la Ville, relative à ce que nos concitoyens de culture gitane ont pu subir comme persécutions pendant la période d'Occupation. On a peu de témoignages écrits, mais on a recueilli, lors de notre déplacement à Heidelberg, des témoignages oraux. Et donc là aussi, des mémoires à ne pas occulter. En tout cas merci.

Je propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Je vous remercie de cette unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

7. Hors commission - Dénominations de voies et espaces publics - Approbation

Monsieur le Maire : Il y aura beaucoup de dénominations de voies à venir dans les prochains conseils. Effectivement – Madame YAGUE, merci – uniquement des femmes de la Résistance dans le quartier de la Cité créative. Nous présentons plus de femmes que d'hommes. Il y a quelques hommes qui sont mis à l'honneur aussi, mais là, on a choisi les femmes résistantes dans le quartier de la Cité créative, ancien quartier de l'École d'application de l'infanterie, où la mémoire combattante est présente. Un certain nombre de femmes sont honorées, comme Simone DEMANGEL ; à la fois des femmes de la Résistance montpelliéraine, mais aussi celles qui sont mises à l'honneur par le travail des historiens, et aussi des formidables conteurs du passé, j'ai nommé Philippe COLLIN qui, outre ses séries sur Napoléon, sur Léon BLUM, a aussi fait les femmes dans la Résistance, et on s'est inspirés de son travail formidable de mémoire. Et aujourd'hui, je veux saluer les programmes de l'Éducation nationale qui, en troisième, traitent des femmes dans la Résistance.

On va aussi dénommer deux parvis. Le parvis de la fac de sciences a été dénommé du nom du chercheur GROTHENDIECK. Concernant le parvis de la fac de droit, Monsieur le Procureur de la République, lors de l'audience solennelle, a demandé qu'en accord avec le Doyen, Monsieur Pierre-Henri TEITGEN, grand professeur de droit, chef d'un des réseaux de la Résistance, soit honoré. Le parvis de la fac de lettres, dont l'arrêt tramway restera fac de lettres, s'appellera Marc BLOCH. Je dédie cette dénomination à celui qui me l'avait suggérée, Georges FRÊCHE, qui rappelait que Marc BLOCH, grand historien, auteur de *L'étrange défaite*, grand professeur d'histoire, s'était vu refuser son poste à l'Université, à Montpellier, parce que juif.

Je vous propose de mettre aux voix, sauf s'il y a des remarques. On a dénommé le stade de football d'Astruc François LANOT. Je crois que tout le monde le partage, il est profondément associé à la mémoire de ce lieu, et ce sera un moment festif. Un de nos anciens collègues du Conseil municipal, Monsieur DE VERBISIER, m'a témoigné récemment de tout ce qu'il a pu représenter dans le quartier. Évidemment, ce sont six dénominations qui doivent nous rassembler. Voilà. Il y en aura d'autres, qui sont en attente. On essaie d'être juste dans les positionnements.

Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Je vous remercie très chaleureusement.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

8. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Mise en place d'un dispositif d'aides à l'équipement des mobiliers de terrasses harmonisés sur le périmètre Comédie Esplanade - Règlement attributif des subventions 2024-2026 - Approbation

Mmes C. GIMENEZ et A. SAURAT sortent de séance.

M. B. TRAVIER quitte la séance sans laisser de pouvoir. Mme A. YAGUE quitte la séance sans laisser de pouvoir. Le pouvoir de Mme P. MIRALLES est annulé.

Monsieur le Maire : Affaire n° 8. Monsieur ZANCHIELLO.

Alban ZANCHIELLO : Monsieur le Maire, chers collègues, sur ce projet d'embellissement de la place de la Comédie. Quand je dis « nous », c'est aussi saluer le travail que nous faisons en commun avec Laurent NISON, qui veille tous les jours à ces travaux, et Sébastien COTE, qui veille tous les jours au respect de l'espace public, ça n'est pas chose facile. Depuis de longues semaines, nous travaillons avec les commerçants. Nous avons travaillé pour une harmonisation des terrasses, des mobiliers. Nous travaillons aussi avec les Bâtiments de France. Les commerçants sont venus voir les prototypes, ils les ont touchés, essayés, bousculés pour voir si ce que nous leur proposons leur allait bien. Ce sont les prototypes d'un mobilier qui est fait en France, dont on pourra mesurer la durabilité et qui bénéficiera d'une possibilité d'entretien. Nous inscrivons donc cela pour de longues années, et nous saisissons la possibilité qui nous est donnée de mettre en place un dispositif d'aide à l'équipement, l'acquisition de ces mobiliers de terrain harmonisés, pour le périmètre Comédie Esplanade, en deux temps, parce que pour l'Esplanade, forcément, ce sera attribué plus tard. L'intérêt de cette délibération, c'est que nous faisons cela à trois niveaux, c'est-à-dire que nous conditionnons notre aide au montant des chiffres d'affaires réalisés – les moins grands étant bien sûr un tout petit peu plus aidés que les plus grands – en essayant d'arriver à une harmonisation rapidement. Pour information, certains commerçants sont déjà en lien pour faire un groupement de commandes. Nous avançons, donc.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ZANCHIELLO. Y a-t-il des questions ? Voilà, c'est travailler sur l'esthétique de la place de la Comédie, de l'Esplanade, en harmonisant le mobilier urbain, en faisant respecter scrupuleusement le règlement de publicité, en évitant des patchworks et du mobilier urbain qui est parfois contre nature par rapport aux magnifiques façades héritées du 19^e siècle. Merci aux commerçants qui se mettent en groupement de commandes pour accompagner le projet, dans cette démarche-là, pionnière pour une des grandes places de la Ville, un dispositif d'accompagnement pour le changement de mobilier. Qui est contre ? S'abstient ? Ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

9. Services à la population et cohésion sociale - Projet "Notre Ecole, faisons-la ensemble" - Fonds d'Innovation Pédagogique - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'Education nationale - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 9, Madame DOMBRE COSTE.

Fanny DOMBRE COSTE : Il s'agit du projet NEFLE, le projet « notre école faisons-la ensemble ». C'est un dispositif de l'État, qui souhaite stimuler l'innovation pédagogique dans les écoles. Nous participons donc à ce projet en assurant la mise en œuvre de ces dispositifs, qui sont très variables, puisque cela dépend des écoles. Cela peut être l'amélioration du bâti, des dispositifs type classes flexibles, mais également des dispositifs pour l'apprentissage du langage oral. Nous prenons en charge la mise en œuvre de ces projets et l'État les finance intégralement.

Monsieur le Maire : Merci Madame DOMBRE COSTE. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

10. Services à la population et cohésion sociale - Création d'un laboratoire "Ville des enfants" dans le cadre de l'adhésion par la Ville de Montpellier au réseau international Villes des enfants de Francesco TONUCCI - Approbation

M. A. ZANCHIELLO quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. B. BELLANGER. Le pouvoir de M. M. DIORE est annulé.

Monsieur le Maire : Affaire n° 10.

Fanny DOMBRE COSTE : Il s'agit de la création du laboratoire de la Ville des enfants. Vous savez que nous avons intégré le réseau international de Francesco TONUCCI l'année dernière, et qu'il s'agit de penser et de construire des politiques publiques en faveur des enfants, construire la ville pour les enfants. Construire une ville bienveillante pour les enfants, c'est construire une ville bienveillante pour tous, une ville inclusive, comme le souhaitait Serge GUISEPPIN, c'est véritablement travailler sur l'espace public, mais également sur comment on travaille, comment on vit dans la ville, comment on accède aux loisirs, comment on accède à la culture, etc. Il s'agit donc de la mise en œuvre du laboratoire qui va nous aider et accompagner la mise en œuvre des préconisations de Francesco TONUCCI.

Ce laboratoire comporte trois collèges, et bien évidemment, les enfants, qui vont participer non seulement à travailler avec nous sur la création, la construction des politiques publiques aujourd'hui, mais surtout, avec l'aide d'experts extérieurs, vont aussi travailler sur des expérimentations et pour penser la ville de demain. C'est donc une étape intéressante dans le cadre de ce réseau Francesco TONUCCI.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

**11. Services à la population et cohésion sociale - Plan numérique dans les écoles -
Convention attributive d'aide européenne du Fonds Européen de Développement
Régional (FEDER) pour l'opération React-EU - Avenants n°1 et n°2 - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire : Affaire n° 11. C'est un avenant. C'est le FEDER. Ça a financé le plan numérique écoles. C'est de l'argent qui vient d'ailleurs, qui arrive plus tard que la dépense, donc on le mettra, voilà. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Oui, il fait froid dans la salle. C'est le plan sobriété. Je partage, Madame MARSALA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

**12. Services à la population et cohésion sociale - Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et
de Moyens (CPOM) entre la Ville de Montpellier et les associations gestionnaires de
structures Petite Enfance - Approbation - Autorisation de signature**

Mme N. MARIN-KHOURY sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 12. Conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens entre Montpellier et les associations gestionnaires de structures petite enfance. Madame AKBARALY.

Tasnime AKBARALY : Merci Monsieur le Maire. Chers collègues, avec cette délibération et les signatures de conventions d'objectifs et de moyens, les CPOM, on met en place les fondements du service montpellierain de la petite enfance avec trois acteurs associatifs majeurs – Familles rurales, ALPJ, ADAGE – ce qui représente des signatures avec 12 crèches, 12 établissements d'accueil associatif. Avec ces conventions, c'est en fait un coup double. D'abord, on offre la possibilité aux acteurs associatifs de bénéficier d'un financement renforcé. Je rappelle que cette question du financement de l'offre d'accueil associatif est cruciale. En 2020, nous avons unanimement voté un soutien exceptionnel de 2 millions d'euros post-Covid, qui avait permis d'éviter la fermeture de structures associatives. Au niveau national, ces mêmes acteurs tirent actuellement la sonnette d'alarme, et donc il est essentiel de les soutenir. Les CPOM, c'est un coup double puisque, en plus du financement, on construit les bases d'un guichet commun. Concrètement, pour la première fois à la Ville de Montpellier, on va avec ces 12 crèches associatives appliquer la même grille de cotation pour l'attribution des places que pour les crèches municipales, des critères que nous avons votés, que je vous avais présentés lors d'un précédent Conseil municipal.

Ces critères permettent plus de transparence, évidemment, mais aussi de privilégier les familles monoparentales – Fatma NAKIB l’a évoqué en début de Conseil – donc les femmes seules avec une charge mentale souvent extrêmement importante, et permettent aussi à ces femmes de poursuivre leur carrière professionnelle. Ce sont des critères qui permettent également d’accompagner les familles les plus vulnérables. Alors, avec certains acteurs, on va même un peu plus loin, puisqu’on va même faire des listes communes. Ces listes communes, c’est quoi ? C’est l’arrêt progressif de l’infernal porte-à-porte pour trouver une place, avec le stress que ça génère ; on a tous connu ça. Et enfin, cerise sur le gâteau, ce guichet unique va permettre un allègement de la gestion pour permettre à nos partenaires associatifs d’assurer leurs missions de service public en termes d’accueil. C’est une transformation historique, je le rappelle, et j’ai donc le plaisir de vous inviter à la signature de la convention avec ADAGE jeudi prochain dans le quartier de la Mosson, en présence du Préfet, de la CAF, du Département. On aura beaucoup de plaisir à procéder à ces signatures.

Monsieur le Maire : Merci Madame AKBARALY. Est-ce qu’il y a des questions ? S’il n’y en a pas, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

13. Services à la population et cohésion sociale - Lancement d'un appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) pour la mise à disposition des futurs locaux d'une crèche dans le quartier de la Cité Créative - Approbation

Mmes C. GIMENEZ et A. SAURAT entrent en séance.

Monsieur le Maire : Mireille Laget, septembre 2025. Madame AKBARALY.

Tasnime AKBARALY : Oui, effectivement, Monsieur le Maire, cette délibération, c’est la concrétisation de votre engagement de construire 300 nouvelles places en crèches. Présentement, il s’agit de la crèche Mireille Laget, livrée en septembre 2025 dans le quartier de la Cité créative, à Croix d’argent. Ce sont 48 nouveaux berceaux. Avec cette délibération, on prend acte. C’est la fin des DSP automatiques pour la gestion de nos crèches. Avec cette délibération, c’est la possibilité de permettre à un partenaire non lucratif, qu’il soit associatif ou mutualiste, expert et engagé dans l’accueil collectif de qualité des tout-petits, d’assurer cette mission de service public d’accueil et de construire avec nous le service montpelliérain de la petite enfance.

Monsieur le Maire : Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Dans la continuité des prises de position de notre groupe sur ce sujet, nous voterons contre les procédures de mise en concurrence pour choisir celles et ceux qui s’occupent de nos petits, de nos tout-petits. Je m’étonne à nouveau de voir certains groupes de votre majorité tomber dans le piège du « mais c’est le secteur non lucratif ». Je le répète, le problème, ce sont les logiques de mise en concurrence pour choisir des opérateurs sur des missions qui sont aujourd’hui essentielles. Ces logiques de mise en concurrence sont inadaptées à ce secteur, car la montée en puissance du secteur privé, qu’il soit lucratif ou non, conduit à la soumission à des logiques financières et de rationalisation néfaste pour les salariés d’une part, et d’autre part pour les usagers, ici les tout-petits. Je le répète, cette délibération consiste à développer la gestion de structures privées de places en crèches dans la continuité de vos prédécesseurs.

Que quelqu'un m'explique ici pourquoi, si le nombre de petits Montpelliérains augmente, pourquoi le nombre de places en crèches municipales publiques n'augmente pas ? Si votre argument c'est le coût, je tiens à dire que vous insultez au passage nos agents qui travaillent dans les crèches municipales en insinuant qu'elles nous coûtent trop cher. Il ne s'agit pas ici de faire comme si le secteur associatif des crèches n'existait pas. Bien sûr il existe, parce qu'en France, et non plus à Montpellier, il n'y a pas de secteur public, de service public de la petite enfance. Mais de là à en faire des sous-traitants à bas coûts officiels de nos politiques, je ne peux pas soutenir cette démarche. Qu'aurez-vous socialisé durant votre mandat, Monsieur le Maire ? Qu'avez-vous de socialiste, à part peut-être une carte au fond de votre portefeuille ? C'est la question que je me pose.

Intervention hors micro d'un élu.

Monsieur le Maire : Non mais, excusez-moi, mais tout ce qui est excessif est insignifiant. C'est sûr que la gratuité des transports et d'en faire un commun, c'est dérisoire, ou le tarif d'éco-responsabilité de l'eau, c'est dérisoire, mais ne nous attachons pas à ça. Nous, on fait notre plan 300 places en crèches. La crèche Liselotte fonctionne extrêmement bien. Il n'y aura plus de DSP qui seront proposées, précisément. On vient de plaider tout à l'heure, et vos propos auraient pu aller pour un amendement sur la politique de notre pays, la politique dite familiale, de la branche famille, pour que les collectivités aient des moyens largement accrus. Et je pense qu'il vaut mieux s'attacher à répondre au Président de la République qui parle de réarmement démographique, comme une espèce d'injonction très dure sur le corps des femmes, plutôt par une politique sociale volontariste qui permette de concilier vie professionnelle et vie familiale. En tout cas, nous nous y attachons en déployant des places en crèches, et nous allons poursuivre avec de la méthode. Et je crois que le secteur associatif, celui de l'économie sociale et solidaire, pour lequel d'ailleurs nous tiendrons des assises, parce que c'est un des acteurs économiques majeurs du territoire, dans ce semestre de l'année, a toute sa place pour être partie prenante.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christian ASSAF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

14. Services à la population et cohésion sociale - Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Quartier Cévennes - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association Jouons en Ludothèques - Approbation - Autorisation de signature

Mme N. MARIN-KHOURY entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 14. Y a-t-il des questions auprès de Madame AKBARALY ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

15. Aménagement durable du territoire - Foncier - Bail emphytéotique administratif entre la Ville de Montpellier et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) - Rue du Mas Saint-Pierre - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Parcelles cadastrées OL 91-92 et 95 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 15. Ce sont des investissements, puisque nous allons financer à hauteur de 20 % la troisième caserne sur la Ville de Montpellier, pour assurer la protection dans le quartier de la Restanque. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

16. Aménagement durable du territoire - Cession d'une partie de la parcelle cadastrée section PI n° 43 à Montpellier Méditerranée Métropole - Ligne 5 du tramway - Route de Lavérune - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 16. Acquisition des parcelles pour l'investissement majeur de la décennie, la cinquième ligne de tramway. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

17. Aménagement durable du territoire - Dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 17. Approuver le dossier de réalisation de la ZAC des Hauts de Croix d'Argent, qui est une ZAC de réinvestissement urbain, avec le bailleur social Hérault Habitat, notamment. Y a-t-il des questions ? Contres ? Abstentions ? Refus de prendre part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

18. Aménagement durable du territoire - Programme des Équipements Publics (PEP) de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 18. Programme des équipements publics sur la ZAC Hauts de Croix d'Argent. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

19. Aménagement durable du territoire - Quartier Port Marianne - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de l'Union - Cession à la SERM de la parcelle SA 62, 77 avenue de Boirargues à Montpellier - Approbation

Monsieur le Maire : 19. Quartier Port Marianne, cession à la SERM. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michel ASLANIAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

20. Aménagement durable du territoire - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades 2022-2026 - Attribution d'une subvention - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 20. Quartier de Celleneuve, ravalement de façade. Nous avons tenu une réunion publique à Celleneuve sur le plan reconquête du vieux village et nous avons, au lendemain de cette réunion, mis en œuvre les modifications du plan de circulation, notamment sur la rue Marcelin Albert. C'est en cours, donc nous allons déployer les travaux prévus, rue Jules Guesde, rue sans trottoirs, vulnérabilité piétonne maximale, place Renaudel, notamment, et un aménagement cyclable transitoire sur l'avenue de Lodève. Et puis d'autres projets, mais on en reparlera. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

21. Rayonnement et attractivité du territoire - Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier et la cité scolaire Françoise Combes pour l'organisation d'une option théâtre - Avenant 2023-2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 21. Théâtre Jean Vilar, convention pluriannuelle entre la Ville de Montpellier et la cité scolaire Françoise Combes. Alors ça, c'est super, sur l'éducation artistique au théâtre. Il y a le théâtre Jean Vilar, il y a la Cité des arts avec les écoles de la Mosson. Enfin, ça, c'est important. Il y a un débat actuellement, « faut-il, pour ou contre l'uniforme » ? Moi, je pense qu'il vaut mieux qu'on mette les crédits municipaux sur l'éducation artistique et culturelle, sur le sport, parce que l'uniforme, si on le fait, ça nous coûterait 100 euros par élève, parce qu'en fait, l'État ne paye que la moitié. Je suis pour que l'on aide les familles à s'habiller, avec l'allocation de rentrée scolaire, qui fut revalorisée par le passé. Mais là, ce qu'on paye, c'est de la pratique du théâtre pour les élèves, pour les collégiens, à Françoise Combes. J'y suis allé avec Madame la Rectrice, avec Boris : les élèves de troisième, c'était remarquable, sur leur savoir-être, sur leur vocabulaire, etc. Vous voyez, ce ne sont pas des arbitrages de fonctionnement sur lesquels il faut que l'on renonc, parce que ce qui se joue, c'est l'avenir, et heureusement que l'on est partenaire de l'Éducation nationale sur cela. Je peux vous dire que là, je ne sais pas ce que fait la professeure aujourd'hui, mais elle est ravie de ce partenariat. C'est aider le service public d'enseignement secondaire qui se joue, voilà. Comme on est aux côtés de l'école sous contrat par des projets, sans ambiguïté, mais c'est important.

Intervention hors micro de Hervé MARTIN

C'est vrai. Monsieur PATERNOT, vous ne prenez pas part au vote, parce que vous pouvez être comédien à Jean Vilar. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

22. Rayonnement et attractivité du territoire - Convention de gestion de la bibliothèque Paul Langevin entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 22. C'est la convention de gestion entre Langevin et la Ville de Montpellier. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

23. Services à la population et cohésion sociale - Parc de Lunaret - Contrat de partenariat entre l'association le Manoir du crime et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Parc du Lunaret, contrat de partenariat entre l'association le Manoir du crime, et la Ville de Montpellier. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Ce sont des jeux de rôle au Lunaret. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

24. Services à la population et cohésion sociale - Parc de Lunaret - Exposition "A l'affût du sauvage" - Contrat d'exposition entre Monsieur Eric MEDARD, photographe animalier, et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 24. Exposition avec Éric MEDARD. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

25. Services à la population et cohésion sociale - Parc de Lunaret - Organisation d'un concours photos - Règlement du concours - Approbation

Monsieur le Maire : Concours photos, Lunaret. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Pareil, culture scientifique. Merci. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

26. Aménagement durable du territoire - Indemnisation du fournisseur de repas de la Direction de la Politique Alimentaire lié à l'augmentation des coûts des matières premières, de l'énergie et de la main d'œuvre - Protocole d'accord - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : L'inflation, Madame MASSART. Allez-y, présentez-nous l'affaire. L'inflation, que l'on prend de plein fouet.

Marie MASSART : Depuis le début de la crise inflationniste, la Ville de Montpellier a pris en charge les surcoûts que subissent les fournisseurs de la restauration scolaire. Nous en sommes aujourd'hui à la septième délibération. Alors je rappelle que, malgré cette inflation, la Ville de Montpellier a fait le choix de maintenir et même d'augmenter la qualité des produits tout en maintenant la tarification. Nous avons baissé les tarifs pour deux tiers des familles et augmenté pour un tiers des familles. Mais en termes de recettes, nous sommes restés stables.

Cette délibération me donne l'occasion de dire un mot sur la crise que traverse le monde agricole. Je comprends la colère des agriculteurs et des agricultrices qui sont pris en étau entre l'augmentation du prix des matières premières, les marchés saturés, la crise climatique, la grande distribution et l'industrie agroalimentaire, qui tirent les prix vers le bas tout en réalisant d'importantes marges, et qui par ailleurs bénéficient de défiscalisation pour l'aide alimentaire. Il ne faut pas se tromper de cible. Les écologistes ne sont pas les ennemis du monde agricole, bien au contraire. Les récentes annonces du gouvernement, qui consistent à mettre en pause le plan « écophyto », ne régleront en rien la situation des agriculteurs et des agricultrices, et surtout ne régleront en rien leur principale préoccupation, à savoir vivre dignement de leur travail. Je rappelle que 26 % des agriculteurs vivent sous le seuil de pauvreté. Enterrer ce plan, par contre, c'est sacrifier la biodiversité, c'est sacrifier les ressources naturelles comme l'eau et l'air, c'est sacrifier la santé des habitants proches des zones d'épandage, des mangeurs, mais aussi et surtout des agriculteurs et des agricultrices.

Les mesures proposées par le gouvernement ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux climatiques, sociaux et de santé. À Montpellier, comme dans d'autres collectivités, nous n'avons pas attendu cette crise pour agir. Nous utilisons par exemple le levier de l'achat public en privilégiant les produits bio, les produits locaux. Nous réduisons la quantité de viande pour une viande de meilleure qualité, une viande bio, une viande issue d'élevage extensif et la plus proche possible de nos lieux de consommation. Nous soutenons la caisse alimentaire commune qui est inspirée du principe de sécurité sociale de l'alimentation et qui a pour objectif de rendre accessible une alimentation de qualité et choisie, mais surtout de travailler avec le monde agricole pour assurer une juste rémunération des paysans et des paysannes. Nous soutenons également les producteurs qui vendent leurs produits au marché gare par de nombreuses actions.

Nous devons continuer à soutenir les agriculteurs et les agricultrices dans leurs revendications pour pouvoir vivre dignement de leur activité, en les accompagnant dans une nécessaire transition. Nous devons agir au niveau local, mais aussi et surtout au niveau national et au niveau européen, en soutenant une agriculture qui nourrit les humains et qui protège la terre, qui préserve la santé de celles et ceux qui la produisent et qui la consomment, une agriculture qui préserve la biodiversité et les ressources naturelles. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame MASSART. Vous avez parfaitement raison. Parce qu'il ne faut pas sacrifier la santé environnementale, il ne faut pas sacrifier les problèmes des terres, voilà, il faut aider les agriculteurs à vivre de leur travail. Et là, on est en plein recul sur les enjeux dûment cités.

Nous, on est des formidables donneurs d'ordres, et on a fait un travail colossal pour essayer de travailler sur les courts, pour soutenir sur les marchés, tout comme nous sommes aux côtés de la viticulture de notre territoire, parce que s'ils lâchent prise, ce sont des terres qu'on peut perdre pour la culture. On doit être très clair sur l'ensemble de ces sujets. Et c'est vrai que le patron de Lesieur, ce n'est pas Grégory qui est à l'ouest de la Métropole, et qui cultive, et qui fait sa farine, etc., ou le moulin de Sauret, ou ce boulanger au bout de la rue Anatole France. Voilà. Aujourd'hui, on doit être cette voix. Les villes, les territoires ont un rôle à jouer sur l'alimentation.

Je voudrais terminer, parce que moi, je partage votre coup de gueule. Ce n'est pas Monsieur LECLERC qui, hier, sur une fréquence, explique qu'il est à la fois celui qui protège les gens de l'inflation et garantit la vie aux agriculteurs. Monsieur LECLERC, c'est celui qui marge, et il marge sévère. Et aujourd'hui, ce dont on a besoin pour garantir aux agriculteurs qu'ils vivent de leur travail, c'est une loi sur les marges. Si on est très contents de pouvoir vendre des produits à l'extérieur, on respecte des normes environnementales et on doit être à équité de traitement. Je partage vraiment votre point de vue, parce qu'il ne s'agit pas de vivre des retours en arrière sur ces sujets. Et c'est bien d'aller trouver, là, le sens du terme de durabilité, et un modèle agricole qui soit durable, qui soit rémunérateur. Et dans le débat public, à travers cette crise qui a été, qui est éprouvante, il y a beaucoup de douleur dans le monde agricole, des choses qu'il faut démasquer dans le débat démocratique. Et là, c'est notre responsabilité de donneurs d'ordres, de jouer un rôle pour essayer d'être vertueux aux côtés d'autres collectivités territoriales. L'occasion de rappeler qu'on va accueillir le pacte...

Marie MASSART : Les assises de l'agroécologie et de l'alimentation le 2 et 3 décembre, donc les assises de l'agroécologie et de l'alimentation.

Monsieur le Maire : Exactement. Il mobilise toutes les collectivités avec les arrière-pays – je vais les appeler ainsi, ce n'est peut-être pas le meilleur des termes – sur ces sujets-là, et on va continuer à prendre la parole. Je mets aux voix. Oui, Madame DOULAIN et Monsieur GUISEPPIN. Excusez-moi, je ne vous avais pas vus. Peut-être que vous vouliez réagir.

Alenka DOULAIN : Il n'y a pas de problème. Je réagis rapidement sur cette affaire. Je voudrais exprimer ma préoccupation face à cette proposition qui concerne l'augmentation de plus de 14 % du coût des repas fournis par le prestataire SHSB, qui est basé à Lyon. Alors dans le contexte actuel de crise agricole, et merci d'en avoir parlé, où les agriculteurs dénoncent justement les marges excessives à la fois de l'agro, de l'agro-industrie, de la grande distribution mais en général de tous les intermédiaires qui se positionnent entre le champ et l'assiette, eh bien cette décision, selon moi, mérite un examen approfondi de l'ensemble des conseillers municipaux. Surtout, ce prestataire qui est déjà, il faut bien le dire, moins-disant que notre cuisine centrale, et d'ailleurs les parents d'élèves s'en plaignent souvent, puisqu'il n'y a que 20 % de bio. Je rappelle que 27 de nos 116 écoles font appel à ce prestataire. Je crois qu'il est important de porter à la connaissance de tous que SHSB a déjà adopté des pratiques discutables dans le passé, allant jusqu'au chantage, il faut bien le dire, avec la Ville d'Agde, alors qu'au même moment l'entreprise renouait avec de larges bénéfices supérieurs même à l'époque pré-Covid. On sort de la présentation d'un budget qui est, en soi, pour partie dégradé, et je suis mal à l'aise avec le vote d'une affaire qui consiste à faire voter des marges supplémentaires à ce secteur qui s'en fait déjà sur le dos de nos agriculteurs. Tout à l'heure, Monsieur MARTIN d'ailleurs pointait lui-même ce risque avec des acteurs, que des acteurs privés se servent de l'inflation pour se gaver finalement sur notre dos. Nous sommes certains que la direction de cette entreprise et ses filiales qui gravitent autour sont à même d'absorber une plus grande partie, voire la grande partie, de l'impact financier de ces diverses hausses de coûts. Et je vous invite, Monsieur le Maire, à retourner négocier. Il y a eu suffisamment de cadeaux à des entreprises privées durant ce mandat.

Monsieur le Maire : Monsieur GUISEPPIN, et Madame MASSART répondra.

Serge GUISEPPIN : Rebonjour Monsieur le Maire, rebonjour chers conseillers. Je ne vais pas rentrer dans les détails des propos qui ont été exposés sur l'agriculture, même si je me sens totalement concerné. Je pense que c'est un débat plus national. Mais je voudrais décliner le sujet par rapport aux cantines. J'aimerais connaître aujourd'hui l'impact que nous avons sur les circuits, en circuits courts, et quelle est notre marge de progression que nous pouvons imposer aux prestataires de manière à aller dans le sens des agriculteurs, où tout le monde ici est en harmonie pour le sujet. Tout simplement, ma question. Merci.

Monsieur le Maire : Merci. Madame MASSART, sur les deux points.

Marie MASSART : Alors effectivement, nous faisons appel à un prestataire pour une partie des repas. Sur les 15 000 repas, 2 500 repas sont fournis par ce prestataire qui s'appelle SHCB. Il faut savoir qu'aujourd'hui, la cuisine centrale, qui a 40 ans et qui était configurée pour 9 000 repas, produit 13 500 repas, ce qui est déjà très compliqué. Alors, il y a des aménagements qui ont été faits, du matériel qui a été acheté, qui permet d'arriver jusque-là. Aujourd'hui, on n'a pas d'autre solution, donc si vous me trouvez une solution, moi je suis preneuse, il n'y a pas de souci. Il y a un marché qui a été renouvelé en 2021 pour ce prestataire, et pour essayer d'avoir les repas de meilleure qualité. Il est vrai que l'année dernière il y a eu des difficultés, il y a eu une baisse de qualité. Il faut savoir que ce prestataire, il est vrai, est un prestataire privé, mais il a aussi subi les difficultés que tout le monde a subies : le Covid, l'inflation. Les demandes d'augmentation ont donc été étudiées. Elles n'ont pas été acceptées d'entrée, elles ont été étudiées de près pour voir si c'était justifié ou pas. On a considéré que c'était justifié et on ne voulait pas prendre le risque de baisser la qualité des repas pour les enfants, et c'est pour ça que nous avons fait ce choix. Il faut savoir que les 20 % de bio imposés dans le marché à l'époque, liés au respect de la loi Egalim, ont été maintenus. Il se trouve que dans les repas en gestion directe, les 13 500 repas, nous avons chaque année augmenté le budget pour pouvoir augmenter la part de bio et arriver à 50 %, ce qui est très bien pour les 13 500 repas.

Donc voilà, maintenant, au renouvellement du marché, nous allons réétudier cette possibilité-là. Il faut savoir que ce n'est pas si simple que ça, de trouver les marchés locaux et les productions. Je réponds en même temps à la question de Monsieur GUISEPPIN sur l'impact des circuits courts. Nous mettons aussi à disposition nos fournisseurs pour le prestataire, pour avoir des produits de meilleure qualité possible, les plus locaux possibles, les plus respectueux de l'environnement possibles. Mais c'est une démarche qui est longue, qui est progressive, qui ne peut pas se faire du jour au lendemain. C'est un travail important de sourcing, de travail avec les producteurs. Encore récemment, je suis allée voir des producteurs pour essayer de travailler avec eux, mais ce n'est pas une démarche qui peut se faire si simplement. Je vais régulièrement à la rencontre des parents d'élèves, à chaque fois qu'ils me demandent, je vais déjeuner avec eux pour leur expliquer la démarche. Je me tiens à la disposition de tous les élus pour expliquer les contraintes qu'on a et ce qu'on fait au mieux, avec les moyens qu'on a. Mais aujourd'hui, honnêtement, je n'ai pas de solution pour fournir la totalité des repas. Ce sera le cas lorsque la Cité de l'alimentation sera construite, on aura beaucoup plus de possibilités, on sera, je l'espère, à 100 % de produits bio et/ou locaux, on fera beaucoup plus de produits faits maison, il y aura une légumerie, il y aura une ressourcerie, une mûrissierie, un espace d'affinage, une pâtisserie, des ateliers de cuisine pour les enfants, un espace pédagogique. Tout ça ne peut pas sortir d'un coup, ça prend du temps, donc ce ne sera pas avant 2028, et j'en suis désolée. J'aurais bien aimé que ça puisse sortir avant également.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame MASSART. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

28. Services à la population et cohésion sociale - Convention relative aux formations armement entre la Police Municipale de la Ville de Montpellier et la Police Métropolitaine des Transports de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Mme C. DUFOIX quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. J-D. DELAVEAU.

Monsieur le Maire : Affaire 28. Convention de formations entre la police municipale et la police métropolitaine des transports. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame RIBOT.

Catherine RIBOT : Par délibération du 7 juin 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la création d'une police métropolitaine des transports ayant vocation à intervenir sur l'ensemble du réseau des transports en commun de la Métropole et à accompagner la prochaine gratuité des transports. La mise en place de cette police métropolitaine des transports a été placée sous l'autorité du Maire de la commune de Pérols. Le 4 avril 2023, notre Conseil ici présent a adopté la délibération n° 9 dans laquelle il était indiqué, je cite, « une convention conclue pour une durée de 3 ans renouvelable par reconduction expresse doit être élaborée ». Cette convention a pour objet d'organiser une coproduction de la sécurité entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole, les communes signataires de la présente convention et la TaM. La police métropolitaine des transports est amenée à travailler de concert avec les forces de sécurité de l'État, les services de sécurité, les agents de contrôle de la société d'exploitation, la TaM, et les polices municipales des communes, dès lors que celles-ci existent.

La police métropolitaine des transports est chargée d'intervenir pour des incivilités, des faits peu graves qui pourrissent la vie, le quotidien des voyageurs. Ce sont des pieds sur les sièges, des cigarettes dans les rames, la consommation d'alcool, les agressions sexistes. Il est vrai, alors, que souvent, la simple présence des agents, la présence humaine suffit. Parfois, ils ont besoin d'entamer la discussion pour régler les situations. Les patrouilles policières rassurent, y compris d'ailleurs le personnel de la TaM. Les usagers remercient d'ailleurs volontiers les agents car leur sécurité, leur sécurité, leur sûreté est ainsi assurée.

Aujourd'hui, il nous est proposé au deuxième paragraphe de cette délibération n° 28 sur laquelle nous nous prononçons, que les agents de la police métropolitaine des transports soient autorisés à porter une arme. De ce fait, ils sont soumis à l'obligation – je poursuis la lecture – de suivre une formation préalable à l'armement et sont ensuite astreints à des entraînements chaque année dans l'exercice de leurs fonctions. La formation peut être délivrée par un agent moniteur en maniement des armes formé par le centre national de la fonction publique territoriale. À ce jour, aucun agent de la police métropolitaine des transports ne dispose de cette habilitation. C'est la première fois, de manière finalement indirecte, que nous avons à nous prononcer sur l'armement de la police des transports. Il ne s'agit tout de même pas de la simple signature d'une convention de formation d'agents publics. Les membres de notre assemblée acceptent-ils, acceptent-elles que la police métropolitaine des transports soit armée ? Après ce qui s'est passé à Nanterre, après les différents faits divers qui, ces dernières saisons, donc, ont émaillé l'actualité, acceptons-nous donc aujourd'hui que les agents de la police des transports à Montpellier soient armés ?

Un débat des élus qui vont voter est indispensable, me semble-t-il. Va-t-on au moins dans cette assemblée discuter de cette question qui, quand même, semble grave, c'est-à-dire que dans les rames de tram, dans les bus, seront présents des agents armés ? Et nous sommes nombreuses, nombreux, à considérer que les missions de nos agents de police des transports ne justifient pas de les doter d'armes. Cela est bien loin de remédier au climat d'insécurité qui pourrait exister dans nos transports en commun. Cette mesure serait dangereuse, inefficace, voire contre-productive, car la police des transports est une police de proximité par excellence. Il s'agit de contact, de prévention, de tranquillité. La mission des agents est plutôt d'avoir un lien privilégié avec la population. Or plus une société est armée, plus elle est violente, et ce n'est pas cette vision que les écologistes ont d'une société humaniste, une société moderne. Les élus écologistes, les élues écologistes, voteront donc contre cette délibération.

Monsieur le Maire : Ma chère collègue, j'entends vos positions. Il y a eu en Conseil de Métropole un vote, et dûment précisé. Je crois même, mais je ne veux pas faillir, avoir répondu à cette question qui m'a été posée par un des collègues du Conseil métropolitain. Notre police métropolitaine des transports, comme la police municipale, est une police armée. Elle bénéficie à ce titre de formations, et je veux saluer ici à la fois Sébastien COTE et Jean-Pierre RICO, parce qu'ils vont au-delà des prescriptions réglementaires nationales sur leur formation. La police intervient bien sûr sur des missions de civilité, mais parfois elle peut aussi se retrouver avec des situations difficiles où la vie même des agents peut être menacée. Et donc, dans le respect de la déontologie, avec le professionnalisme, elle intervient ainsi. De la même manière que notre police municipale : je n'ose croire qu'il y ait une proposition pour la désarmer. Elle l'est depuis plus de 20 ans, même au-delà. Et d'ailleurs, je voudrais le dire, elle n'a jamais fait usage d'armes. Jamais. Et de la même manière, elle n'a jamais refusé d'aller intervenir dans des situations. Je l'ai vu de mes propres yeux, dans des situations très difficiles. Je pense ici au démantèlement du « Four », pour lequel le Président de la République est ensuite venu constater la coordination de nos forces de sécurité. Je l'ai vu dans des opérations difficiles dans certains quartiers de la Ville, notamment en présence du RAID ; enfin, des épisodes qui n'ont pas vocation à être énumérés.

Donc moi, je le dis, là il s'agit de la formation, qui fait l'objet de la mise en œuvre de la décision du Conseil de Métropole. Et je ne souhaite pas qu'on procède au désarmement, pour que nos agents puissent évoluer en toute sécurité, dans le respect de la déontologie qui est la leur. Et s'il y a le moindre manquement à l'exemplarité, à la déontologie, je peux vous l'assurer, on a des rapports là-dessus, il y a des sanctions qui sont données, comme je l'ai évoqué tout à l'heure pour un agent qui avait fait des faux certificats médicaux ; s'il y a un manquement de la part d'un policier, il doit y avoir la fermeté afférente. Mais l'immense majorité, la très grande majorité, la quasi-totalité de la police municipale et de la police métropolitaine des transports évolue dans le cadre des règles professionnelles et avec la déontologie. Voilà.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Quatre. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Merci de soutenir le projet de formation sur l'usage de l'arme.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 51 voix

Contre : 4 voix

Ont voté contre : Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

27. Aménagement durable du territoire - Cité de l'Alimentation - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Réalisation des travaux de démolition d'un bâtiment situé 140 rue du Mas de Bringaud - Parcelles OL 32 et OL 37 - Approbation - Autorisation de signature

M. C. ASSAF quitte la séance et laisse un pouvoir à M. C. BOURDIN.

Monsieur le Maire : Excusez-moi, j'ai passé l'affaire 27, je suis allée vite. Pardon Marie, excuse-moi. L'affaire 27, sur le projet de Cité de l'alimentation qu'évoquait Madame MASSART, et qui nous permettra de sortir du marché dûment évoqué tout à l'heure. Il s'agit de la réalisation de travaux. Voilà. C'est un investissement important, qui devra figurer aussi dans la PPI, puisque la cuisine centrale est à bout de souffle, donc il lui faut un nouvel outil très adapté aux enjeux de l'époque pour prendre le relais pour les conditions de travail des agents, pour la pédagogie. Madame MASSART présentera cela durant l'année 2024, comme le schéma directeur du MIN. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

29. Hors commission - Attribution de subventions - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

M. S. JAWHARI sort de séance.

Monsieur le Maire : L'affaire 28 est déjà adoptée. L'affaire n° 29 est relative aux associations. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Madame SERRANO ? Oui, bien sûr.

Célia SERRANO : Merci. Nous demandons de sortir la subvention pour l'Association internationale Saint-Roch de Montpellier pour les fêtes de la Saint-Roch à 15 000 euros, de justement toutes ces subventions-là.

Monsieur le Maire : C'est un vote bloqué, elle est dedans. Et je veux le préciser, parce qu'il ne s'agit pas de polémiquer, on va financer le volet culturel. Voilà. Je mets aux voix.

Célia SERRANO : Pardon. Est-ce qu'on pourra le dissocier pour les prochaines subventions, pour le prochain vote ?

Monsieur le Maire : Oui, bien sûr.

Célia SERRANO : Merci.

Monsieur le Maire : Vraiment, aucun problème. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Et je vous remercie de votre compréhension.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Clare HART, Mme Mylvia HOUGUET, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, M. François VASQUEZ, M. Alban ZANCHIELLO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Hors commission - Conflit au Proche-Orient - Soutien financier au Fonds de solidarité de Cités Unies France pour la bande de Gaza - Approbation

M. S. JAWHARI entre en séance.

M. B. PATERNOT sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire suivante, qui est relative à l'engagement que nous allons apporter à la population civile de Gaza, comme le fait la France à sa manière, mais comme le font d'autres collectivités territoriales. On propose d'allouer cette aide à Cités Unies France. Il faut d'abord rappeler le contexte du 7 octobre et de l'attaque terroriste du Hamas. Il s'agit de demander la libération des otages, de condamner aujourd'hui, comme le fait l'ensemble de la communauté internationale, le gouvernement NETANYAHOU et surtout ses ministres fous furieux, qui poussent à une violence déchaînée contre les populations civiles, et retrouver un chemin de dialogue et de paix dans l'esprit des accords d'Oslo. Voilà la délibération telle que nous la proposons. Et surtout, rappeler qu'Israël est né du droit international et qu'il faut respecter le droit international – c'est le grand acquis au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale – et que ce respect garantit la paix entre les nations, en tout cas s'efforce d'apporter des règlements.

Madame DOULAIN, je sais que vous vouliez vous exprimer.

Alenka DOULAIN : Merci Monsieur le Maire. Alors je souhaite évidemment saluer ce premier vœu écrit. Il fait écho au premier, à la proposition de vœux que nous avons faite en décembre, il fait écho à la tribune qui a été signée par plusieurs représentants de la société civile, d'élus de différents groupes politiques montpelliérains et de députés montpelliérain, pour faire reconnaître la nécessité du respect du droit international, et notamment dans le cadre de la parole forte prise par la Cour internationale de justice pour reconnaître le risque génocidaire qui a aujourd'hui lieu à Gaza. Il a fallu attendre quatre mois, 30 000 pertes civiles, essentiellement des femmes et des enfants, pour que vous réagissiez.

Je regrette le caractère tardif, mais je salue le fait que ça soit un vœu écrit, comme ça a été le cas pour l'Ukraine ou pour le Haut-Karabagh, et les unanimités – et j'espère que ça sera l'objet également de ce vœu – avaient honoré notre Conseil municipal, car mine de rien, même si on peut se sentir impuissant de chez nous par rapport à ces conflits, je crois qu'il est important que notre voix, notre Ville mette sa voix au profit de la communauté internationale pour porter cette voix de la paix et du droit international.

Pour moi, c'est une première étape, et j'espère qu'on pourra aller plus loin cette année, puisque malheureusement ce conflit, il est aujourd'hui, il ne va pas s'arrêter demain. Vous l'avez dit, il y a un fou furieux aujourd'hui à la tête de l'État d'Israël qui a clairement décidé de tout mettre en œuvre pour qu'il n'y ait pas de solution à deux États qui soit trouvée. Aujourd'hui, on va avoir besoin de tenir sur la longueur sur ce dossier et de montrer que des actions concrètes peuvent être menées aussi localement pour porter ce dossier. J'avais fait des propositions en ce sens d'autres actions concrètes que nous pourrions mettre en place, la Ville de Montpellier. Une qui me vient à l'esprit là, c'est notamment de faire revivre à sa juste valeur le jumelage avec la Ville de Bethléem. Je crois qu'il y a beaucoup de choses aussi sur les actions économiques qui pourraient être mises en place avec le MIN, et qui me sembleraient honorer tout simplement la tradition de Montpellier dans le concert, dans sa participation au concert des nations sur ces questions de droit international.

Donc je salue cette première étape, mais, pour moi, ce n'est qu'un premier pas, j'espère, vers d'autres actions, et je me tiens à votre disposition pour y réfléchir.

Monsieur le Maire : Merci Madame DOULAIN. Monsieur ALBERNHE, Madame MANTION, Madame NAKIB.

Luc ALBERNHE : Monsieur le Maire, mes chers collègues. Je voudrais réagir au vœu proposé par la MUPES, car il me semble que la proposition de ce vœu est partisane, elle s'appuie sur une interprétation erronée et tendancieuse de l'ordonnance du 26 janvier 2024 de la CIJ. Son adoption risque d'entraîner l'ensemble du Conseil municipal dans un parti pris stérile du point de vue de la résolution du conflit et nuisible à l'image de la Ville et au vivre ensemble de ses différentes communautés. Nous exprimons nous-mêmes notre vive préoccupation face à la situation humanitaire à Gaza due à une situation de guerre provoquée par l'attaque du Hamas le 7 octobre contre les populations civiles et sur le sol israélien, et amplifiée et aggravée par les pratiques terroristes du Hamas à l'encontre de sa propre population utilisée comme bouclier humain, tunnels et caches d'armes sous les hôpitaux, crèches, mosquées et ambulances. Et il est faux de parler des allégations de génocide formulées par la CIJ. La CIJ ne dit rien de la crédibilité des allégations de l'Afrique du Sud et de l'intention que celle-ci attribue à Israël de cibler des populations civiles. Elle reconnaît que les Palestiniens, dont font partie les Gazaouis, semblent constituer un groupe national, ethnique, racial ou religieux, à protéger au titre de la convention sur le génocide. La CIJ, à ce titre, demande à Israël de prendre les mesures de prévention devant tout acte susceptible d'être de nature génocidaire. Aucun acte génocidaire n'ayant été donc relevé par la CIJ à ce jour. En outre, et contrairement aux propos de ces vœux, en ne donnant pas suite à la demande de cessez-le-feu de l'Afrique du Sud, la CIJ consacre le droit d'Israël à se défendre. La CIJ ajoute que toutes les parties au conflit dans la bande de Gaza sont liées par le droit international humanitaire et, se disant gravement préoccupée par le sort des personnes enlevées pendant l'attaque en Israël du 7 octobre 2023 et détenues depuis lors par le Hamas et d'autres groupes armés, appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de ces otages. Nous appelons de nos vœux une résolution pacifique à ce conflit meurtrier. Mais celle-ci ne pourra avoir lieu en présence d'une organisation islamiste qui prône l'anéantissement d'Israël et que LFI continue à assimiler à une organisation de résistance en dépit des exactions accumulées.

Ce parti pris, cette obsession nous interrogent sur le véritable objectif recherché par la France insoumise, pour laquelle la préoccupation pour le peuple palestinien paraît en vérité bien éloignée. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Monsieur ALBERNHE, je crois que Madame DOULAIN n'a pas positionné ce vœu et s'est retrouvée, et je veux le saluer, dans la position qu'on a pu écrire. J'en prends acte. Voilà. Après, les positions s'énoncent, mais voilà. Madame MANTION et Madame NAKIB.

Coralie MANTION : Bonjour à tous. Je tiens à saluer cette délibération sur l'aide, sur le soutien financier de 20 000 euros au fonds de solidarité de Cités Unies France, parce qu'en effet la situation dans la bande de Gaza est alarmante. Les bombardements ont entraîné la mort de plus de 26 000 personnes, dont 10 000 enfants et 7 000 femmes. Les conséquences humanitaires sont désastreuses pour les populations civiles qui n'ont aucun endroit où se réfugier. Plus de 85 % de la population a été déplacée ; l'accès à l'eau, la nourriture, au matériel médical et aux soins de santé est toujours extrêmement difficile et restreint. La plupart des gens ne sont plus en mesure de se nourrir eux-mêmes et leurs familles. Sans cessez-le-feu réel et immédiat et sans l'entrée d'une aide humanitaire proportionnelle aux besoins criants de la population civile, Gaza risque d'être poussée vers la famine.

Ce 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice a statué sur la requête de l'Afrique du Sud. Elle s'appuie sur la convention pour la prévention et la répression du risque de génocide du 9 décembre 1948 quant aux actions d'Israël dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023. Cette décision est historique. La CIJ a considéré que les Palestiniens semblent constituer un groupe national, ethnique, racial ou religieux distinct, protégé par cette convention. Elle a également considéré qu'il existe un risque réel et imminent d'un préjudice irréparable contre les Palestiniens de Gaza, d'où la nécessité d'une protection. Ainsi, Israël doit prendre sans délai des mesures pour prévenir tout acte de génocide, pour punir l'incitation publique à commettre le génocide, pour permettre la fourniture des services de base et l'intervention de l'aide humanitaire. Ces obligations, si elles ne demandent pas explicitement un cessez-le-feu, devraient y aboutir à condition qu'elles soient appliquées.

La Cour a statué, il va falloir mettre en œuvre l'ordonnance en dépit des résistances d'Israël et de nombreux États. Il est urgent que l'État français mette tous les moyens dont il dispose pour faire respecter les décisions de la Cour internationale de justice. Il est urgent que l'État français reconnaisse l'État palestinien tel que voté par le Parlement français. Il est également urgent que l'État français mette tout en œuvre pour qu'Israël commence la décolonisation des terres palestiniennes occupées. Et en effet, la Ville de Montpellier pourrait appeler l'État français dans ces actes-là.

Monsieur le Maire : Madame NAKIB. Merci Madame MANTION. Madame NAKIB.

Fatma NAKIB : Le groupe Choisir l'écologie salue cette délibération. Personne n'aurait compris que Montpellier n'aie pas été au rendez-vous de l'Histoire. Depuis l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre dernier, nous assistons, impuissants, au déferlement d'une violence inédite et hors de contrôle dans la bande de Gaza. Nous n'oublions pas les victimes de l'attaque terroriste du Hamas. Nos pensées vont vers leurs proches et leurs familles. Les otages doivent être libérés immédiatement et sans conditions. 1 140 morts et 250 otages : il faut bien imaginer le choc pour le peuple israélien. Mais la barbarie ne saurait justifier la barbarie. Les actes commis par l'armée israélienne en représailles de l'attaque terroriste du Hamas représentent un crime d'État. Plus de 27 000 personnes sont mortes, dont plus de 5 000 enfants. La situation est telle que la Cour internationale de justice a considéré qu'il existe un risque réel et imminent de préjudice irréparable contre les Palestiniens de Gaza. Un risque de génocide perpétré par le gouvernement d'extrême droite de Benjamin NETANYAHOU. Un risque de génocide.

Être pleinement au rendez-vous de l'histoire, c'est bien nommer les choses. Ce qui se joue à Gaza, c'est autre chose qu'une crise humanitaire dramatique. La seule réponse, c'est le cessez-le-feu immédiat, et l'État français n'est pas au rendez-vous de l'Histoire. Au-delà de l'appel au cessez-le-feu, nous l'appelons à tout faire pour contraindre l'État d'Israël à respecter ses obligations juridiques et internationales et protéger les droits des Palestiniens. La seule réponse c'est le cessez-le-feu immédiat à Gaza. La seule réponse c'est le respect du droit international, le respect des résolutions de l'ONU et une solution à deux États. Et n'oublions pas : à Tel Aviv ou à Gaza, un enfant reste toujours un enfant. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Madame NAKIB. Monsieur MARTIN. Et puis je dirai quelques mots.

Hervé MARTIN : Merci Monsieur le Maire. L'apport d'une aide humanitaire est indispensable aux populations palestiniennes déplacées, qui souffrent de la faim, du manque d'accès à l'eau potable et à l'énergie. Par l'aide humanitaire que nous votons aujourd'hui, nous nous engageons en solidarité auprès de la population de Gaza.

Néanmoins, l'urgence aujourd'hui est à un cessez-le-feu, à l'arrêt du massacre de masse des habitants de Gaza. Hommes, femmes et enfants meurent tous sous les bombes de l'armée israélienne. La guerre israélo-palestinienne n'est pas apparue le 7 octobre dernier. Blocus de la bande de Gaza, impunité du gouvernement israélien à l'échelle internationale et processus de paix au point mort depuis 30 ans : c'est là que se trouvent les racines de l'attaque terroriste du Hamas, c'est-à-dire une impasse politique qui n'a que trop duré.

Une paix juste et durable ne sera possible que dans une situation à deux États viables, dans les frontières établies en 1967, avec le retrait des colonies illégales en Cisjordanie et la reconnaissance de Jérusalem Est comme capitale de l'État palestinien. Une paix juste et durable ne sera possible que si la justice est rendue pour le peuple palestinien et le peuple israélien.

Non, la France n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Notre pays doit appuyer la démarche de l'Afrique du Sud à la Cour internationale de justice. Les dirigeants du gouvernement israélien, tout comme ceux du Hamas, doivent répondre de leurs actes devant les instances internationales. C'est une véritable épuration ethnique dont les territoires palestiniens sont aujourd'hui menacés. La France doit peser de tout son poids, avec tous les moyens diplomatiques disponibles, pour empêcher le gouvernement d'extrême droite de NETANYAHOU d'atteindre cet objectif et stopper les exactions commises par les colons israéliens dans les territoires occupés.

Les otages détenus dans la bande de Gaza ainsi que les prisonniers politiques palestiniens doivent être libérés. Cela serait une étape dans la désescalade de ce conflit meurtrier. Mais c'est aussi une composante de perspectives de solutions. Depuis 20 ans, Marwan BARGHOUTI est détenu dans les prisons israéliennes alors qu'il est une alternative à l'hégémonie du Hamas dans la bande de Gaza. Les opérations d'expulsion, les assassinats et arrestations commis par l'armée et les colons israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem Est ont fait de l'année 2023 la plus meurtrière depuis 2005. Les risques de régionalisation du conflit sont plus graves que jamais. Nous appelons de nouveau à un cessez-le-feu immédiat et permanent. Ces crimes doivent cesser. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MARTIN. Je voudrais ici bien préciser les choses. D'abord, notre aide, elle va à Cités Unies France, ce qui garantit une traçabilité. C'est un point important.

Le second point, c'est que chacun a pu ici exprimer des sensibilités et je veux le saluer. Tout le monde considère que l'attaque du Hamas est une attaque terroriste, que les otages doivent être libérés. Nous devons aussi rappeler que ce contexte d'attaque a une répercussion, au-delà de nos consciences, sur une résurgence de l'antisémitisme inadmissible dans notre pays et sur le continent européen, pour lequel la Ville de Montpellier doit être résolue. Certains veulent importer.

Ensuite, il nous oblige, parce que nous croyons dans la force du droit international. On ne peut pas, ici, délibérer dans ce Conseil municipal, sous les auspices des valeurs qui ont fondé notre pays, les Droits de l'Homme, avec René CASSIN et Jean MONNET à l'honneur dans cette Ville, et ne pas plaider pour le droit international. Et son respect doit être notre parole, parce qu'il dit, ce droit international, qu'au Proche-Orient, la solution à deux États est la garantie de la paix. Israël a été créé par le droit international, et le droit international reconnaît aux Palestiniens un État. Et c'est la solution à deux États qui est le chemin de paix.

J'entends beaucoup de choses, et elles sont légitimes, sur les sentiments d'impuissance, d'être loin. Et je veux dire ici de manière très résolue l'engagement qui est le nôtre, celui de Madame HART, que je veux saluer. Il est double. Il est d'être très ferme sur les principes républicains qui sont les nôtres sur notre territoire, contre l'antisémitisme, contre le racisme.

Je le dis avec force, parce que ça touche, et il ne faut pas le nier, que certains font écho pour que ce venin qui a tué revienne. Et je veux le dire ici de manière très claire. Et de la même manière, nous ici, que faisons-nous ? Que cherchons-nous à faire inlassablement ? C'est une goutte d'eau, mais c'est rendre possible encore le dialogue. Je l'ai dit lors du dernier Conseil municipal, et c'était mon engagement, qu'il y ait ce texte. C'est une fierté, qu'à Cinemed, quelques jours après à peine l'attaque du 7 octobre, le monde de la culture ait cherché à faire dialoguer des Palestiniens et des Israéliens. Il y en a qui veulent rendre les choses impossibles. Moi, je regarde la société israélienne qui, le samedi, se rassemble à Tel Aviv contre le gouvernement de Benyamin NETANYAHOU, qui voulait hier remettre en cause l'État de droit et qui a conduit à cette tragédie du point de vue de la sécurité au 7 octobre. Nous entendons aussi, les voix sont là, des Palestiniens qui disent qu'ils veulent sortir du Hamas. Et aujourd'hui, toute tentative d'affaiblir l'autorité palestinienne est un danger, et c'est pour ça qu'il faut être très ferme sur la question de la colonisation.

Ici, nous avons des accords de coopération, nous aidons sur les questions de l'eau en Cisjordanie, nous avons trois accords, nous avons le jumelage avec Bethléem, vous y avez fait allusion, et avec Tibériade, et l'un et l'autre permettent et doivent aider à dialoguer. C'est ce que nous avons fait en accueillant des jeunes gens qui se sont formés ensemble au lycée hôtelier. C'est le chemin le plus dur, de faire la paix. C'est le chemin le plus difficile. Des forces qui veulent détruire la paix, il y en a partout sur la planète. Et ce ne sont pas les forces de la nuance. Parce que faire la paix, c'est trouver de la nuance. Et aujourd'hui, on sent bien qu'on veut radicaliser les positions. Il faut sans doute des tiers, des puissances qui interviennent. Je ne suis pas adepte, mais Joe BIDEN a eu cette phrase : « Ne commettez pas la même erreur que nous l'avons faite en Afghanistan et en Irak. » Il faut reprendre cela. Et c'est vrai que la France a un rôle à jouer avec l'Europe pour essayer de rapprocher des points de vue ou de tenter de le faire.

Je voudrais juste prendre un exemple. Je le dis, ce sera ma contribution toute personnelle à la fin de ce débat. Notre pays, la France, et l'Allemagne ont fait trois guerres. Nous avons tous ici grandi dans le souvenir de ces guerres et les détestations réciproques. Mais malgré tout, on a réussi à faire la paix. Et ça c'est notre héritage. Je ne sais pas si demain il y aura un modèle transposable entre la France et l'Allemagne au Proche-Orient. En tout cas c'est ce que je souhaite, la capacité à faire la paix.

Donc nous prenons nos positions, elles sont là, elles sont expliquées. Je connais les sensibilités des uns, des autres, les émotions qui sont très légitimes. Vous savez, moi je me suis retrouvé avec la famille de Valentin à la fac de droit, à l'hommage. C'était dur. Nous avons pris des nouvelles de cette journaliste gazaouie que nous avons accueillie lors de la COPEAM. Nous sommes sans nouvelles. Voilà, ce sont les déchirements du monde. Alors, on essaye modestement d'apporter des contributions, et à tous ceux qui veulent mal nommer les choses, on essaie de trouver les bons termes. Et je veux vraiment saluer, je veux vraiment le dire, la reconnaissance du terme terroriste, elle est importante pour les gens, tout comme ceux qui disent le respect de tout le droit international, c'est important. Voilà ce qu'est cette proposition, cette aide, dont je veux assurer tous les membres du Conseil municipal de sa traçabilité. Je sais que la Ville de Marseille a été sur un autre organisme et son Maire, et d'autres élus se sont repliés. Cités Unies France, c'est l'association des collectivités territoriales et elle travaille avec le ministère des Affaires étrangères.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci de votre unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

30. Ressources - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le Syndicat Hérault Énergies pour l'acquisition de véhicules électriques et hybrides et la mise en place des infrastructures de charge - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 30. Groupement de commandes sur les véhicules électriques avec le Syndicat Héraults Énergies. Elle est très forte, notre unanimité. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

31. Ressources - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Association de promotion des flux touristiques et économiques (APFTE) - Rapport d'observations définitives - Exercices 2018 à 2021

M. B. PATERNOT entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 31, le rapport de la Chambre régionale des comptes, qui sera aussi beaucoup débattu, je crois, à la Métropole. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

32. Ressources - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de représentation en justice et conseils juridiques occasionnels - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 32, convention de groupement de commandes entre Montpellier et la Métropole, prestations de justice et conseils juridiques. C'est définir le chef de filât de la Métropole pour ces commandes. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

33. Aménagement durable du territoire - Organismes extérieurs - Rapport spécial 2022 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation

Monsieur le Maire : Rapport de la SA3M sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SA3M, affaire 33. C'est la SA3M. Pas de souci. Bien sûr, bien sûr.

Coralie MANTION : Je profite de cette délibération sur le rapport des acquisitions foncières de la SA3M pour vous alerter sur les achats de foncier dans le secteur de la ZAC des Coteaux. Vous le savez toutes et tous, nous sommes en pleine élaboration du PLUi, et toutes les zones en extension urbaine sont re-questionnées, car il est vital d'arrêter l'expansion de Montpellier, qui a crû ces dernières années de manière déraisonnable.

Le secteur des Coteaux, qui se situe entre Alco et Malbosc, qui est proche de la Paillade, est une pépîte de nature avec ses boisements et ses cultures. C'est un lieu de balade pour les habitants de l'Ouest de Montpellier. C'est un espace de découverte pour les enfants de l'école François Mitterrand. C'est un spot d'entraînement pour les novices de parapente. C'est un endroit de socialisation pour toutes les générations. C'est un point de vue panoramique sur notre territoire. C'est une continuité écologique entre le parc du domaine d'O et le Rieutord. C'est un refuge pour notre faune. C'est un havre de fraîcheur en ces futurs temps caniculaires. C'est un coin de respiration dans tous les sens du terme, au milieu d'une urbanisation dense. C'est un poumon vert, qu'il faut absolument préserver.

Je ne suis pas seule à m'inquiéter du devenir de notre ville et de la préservation de ses espaces naturels et agricoles. Ce sont 4 525 personnes à ce jour qui ont signé la pétition en ligne du collectif des Coteaux. Écoutons cette forte mobilisation qui n'a qu'un but : le bien commun. Soyons raisonnables et sanctuarisons cette zone. Cessons d'acheter des terrains au prix fort alors que nous pourrions stopper ce projet. Sauvons ce lieu unique et remarquable de par sa biodiversité et ses panoramas.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Une abstention. Contre le rapport de la SA3M ? Non, non, mais ok. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 37 voix

Contre : 10 voix

Ont voté contre : M. Eddine ARIZTEGUI, M. Stéphane JOUAULT, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

34. Aménagement durable du territoire - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2022 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation

Mme A. DOULAIN quitte la séance définitivement sans laisser de pouvoir. Le pouvoir de Mme C. OLLIER est annulé.

Monsieur le Maire : Affaire 34, SERM, rapport spécial 2022, prérogatives de puissance publique. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michel ASLANIAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

35. Services à la population et cohésion sociale - Mise en sécurité et réhabilitation du Parc de Lunaret - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2022 - Avenant n°4 à la convention de mandat - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 35, CRAC sur le Parc de Lunaret. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Alban ZANCHIELLO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

36. Aménagement durable du territoire - Mise en accessibilité des Établissements Recevant du Publics (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de Maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2022 - Avenant n°2 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 36, mise en accessibilité des ERP. Ce sont les investissements pour l'accessibilité de tous les bâtiments. On y met 50 millions d'euros, et c'est nécessaire. On a tellement de retard.

Je veux juste rajouter, Madame CABELLO, merci à vous, sur les travaux de la Comédie, la ligne de vie, enfin ce n'est pas le bon terme, pour les non-voyants, la bande de guidage, pardon, qui avait été demandée dans les réunions publiques. Enfin, voilà, hier j'ai vu quelqu'un qui pouvait commencer à la manier. C'est l'espace public pour tous. Voilà. Merci à vous. C'est des choses dont on ne parle pas, mais voilà. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Alban ZANCHIELLO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Je vous remercie, mes chers collègues. On se retrouve pour certains au Conseil de Métropole la semaine prochaine, et les autres au Conseil municipal pour le vote du budget suite au DOB.

La séance est levée à 13h20.



Conseil municipal du 6 février 2024

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23
du Code Général des Collectivités Territoriales**

N°VD2023-166 - Direction de la Cohésion Sociale

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le Sida (ELCS) pour l'année 2023 - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier à L'ASSOCIATION DES ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA pour l'exercice 2023 d'un montant de 1 000 €.

N°VD2023-472 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

Décision relative à une demande de subvention pour la désimperméabilisation des cours d'écoles et square auprès de l'Agence de l'Eau - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser la réalisation d'aménagements dans 8 écoles ainsi que le square pour un montant total de 1 056 092 € HT, ainsi que toutes demandes de financement pour les études et les projets liés à la désimperméabilisation de ces sites.

N°VD2023-476 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à l'avenant de transfert de l'accord cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Bouisses Grèzes et du marché subséquent n°1 confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Quartier Bouisses Grèzes - Commune de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le transfert de l'accord-cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Bouisses Grèzes à la Ville de Montpellier ainsi que la signature d'un avenant de transfert de la maîtrise d'ouvrage du marché subséquent n°1 confié à la SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANÉE METROPOLE (SA3M) à la Ville de Montpellier. Les comptes seront arrêtés le 01/11/2023.

N°VD2023-480 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Conditions d'intervention des éducateurs sportifs dans le temps scolaire pour l'année 2023-2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'ACADEMIE DE MONTPELLIER, d'une convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des éducateurs sportifs de la Ville de Montpellier dans le temps scolaire en Éducation Physique et Sportive pour l'année 2023-2024.

N°VD2023-481 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à une convention entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale - Activités de gymnastique et de randonnée pour l'année 2023-2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de la convention définissant les modalités des concours et moyens apportés par la Ville de Montpellier pour participer au fonctionnement des activités proposées par le CCAS de Montpellier pour la saison sportive 2023-2024. Cette mise à disposition correspond à une valorisation financière de 70 800 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques).

N°VD2023-510 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Installation d'un foodtruck au BMX Skatepark International de Montpellier Ronan Pointeau - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'installation d'un foodtruck au BMX skatepark international de Montpellier Ronan Pointeau, pour une durée d'un an à compter de sa notification. La SAS TUKKYJAM propose un montant annuel de redevance qui comprend une part fixe qui s'élève à 10 000 € HT, et une part variable correspondant à 1% du chiffre d'affaires HT réalisé par la société, le montant cumulé des parts fixe et variable de la redevance ne devant pas dépasser 15 % du chiffre d'affaires HT.

N°VD2023-513 – Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision relative à un mandat spécial - Déplacement au Salon International des Espaces Commerciaux le 20 septembre 2023 à Paris - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière du déplacement relatif à la participation d'un Adjoint au Maire, accompagné d'un agent du Cabinet, au Salon International des Espaces Commerciaux le 20/09/2023 à Paris. Dans le cadre de ce mandat spécial, le montant estimé des frais de déplacement (trajet et repas) s'élève à 550 €.

N°VD2023-516 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision relative à un mandat spécial - Déplacement aux Journées Nationales de France Urbaine les 21 et 22 septembre 2023 à Angers - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière du déplacement relatif à la participation d'une Adjointe au Maire, aux Journées Nationales de France Urbaine les 21 et 22/09/2023 à Angers. Dans le cadre de ce mandat spécial, le montant estimé des frais de déplacement (train, hôtel et repas) s'élève à 530 €.

N°VD2023-518 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à l'attribution de l'accord cadre V3B0036JE à bons de commande passé selon une procédure adaptée la formation au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs (BAFA) pour les jeunes montpelliérains - Approbation

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord cadre « Accompagnement de jeunes montpelliérains à la formation du Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur » à l'entreprise UNION REGIONALE DES FRANCAS D'OCCITANIE sise à Toulouse. L'accord cadre est conclu à compter de la notification jusqu'au 31/12/2023. Il peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. Le montant maximum des commandes est de 20 000 € HT pour 2023, et identique pour chaque année de reconduction, soit un montant maximum global de 80 000 € HT (prestataire non assujetti à TVA).

N°VD2023-529 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision relative à un mandat spécial - Déplacement à l'événement de rentrée de Terra Nova à Nancy du 29 septembre au 1er octobre 2023 à Nancy - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière du déplacement relatif à la participation d'un Adjoint au Maire : l'événement de rentrée de Terra Nova à Nancy du 29/09/2023 au 01/10/2023 à Nancy. Dans le cadre de ce mandat spécial, le montant estimé des frais de déplacement (trajet, hôtel et repas) s'élève à 300€.

N°VD2023-533 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision relative à un mandat spécial - Déplacement CONGRES ANDEV - PARLEMENT EUROPEEN DE STRASBOURG - 6 au 8 décembre 2023 à Strasbourg - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière du déplacement relatif à la participation d'un adjoint au Maire, au congrès de l' ASSOCIATION NATIONALE DES DIRECTEURS DE l'EDUCATION DES VILLES (ANDEV) du 6 au 08/12/2023 à Strasbourg. Dans le cadre de ce mandat spécial, le montant estimé des frais de déplacement (train, hôtel et repas) s'élève à 610 €.

N°VD2023-544 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

Décision relative à une autorisation d'urbanisme - Permis de construire Restauration de la Fontaine du Parc Sophie Desmarets et abords - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux de restauration de la Fontaine du Parc Sophie Desmarets et ses abords. Le montant des travaux est estimé à 583 896,10 € HT.

N°VD2023-547 – Pôle Petite Enfance

Décision relative à un avenant au marché n°V2D0043EN - Alimentation des Etablissements d'accueil du jeune Enfant - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant au marché n°V2D0043EN afin de permettre l'ajout sur le Bordereau des Prix Unitaires d'ingrédients nécessaires à l'équilibre alimentaire des goûters des enfants de 0 à 3 ans. L'avenant est sans incidence financière.

N°VD2023-566 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LA MORENA ' le 15 octobre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association LA MORENA d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 15/10/2023, moyennant une redevance de 16 €.

N°VD2023-567 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' EKHO CHŒUR DE CHAMBRE ' le 16 octobre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association EKHO CHŒUR DE CHAMBRE d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 16/10/2023, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2023-568 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FESTIVAL DE LA CLARINETTE ' le 21 octobre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association FESTIVAL DE LA CLARINETTE d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 21/10/2023, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2023-572 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision relative à un mandat spécial - Déplacement au siège de l'association des Maires de France (AMF) ainsi qu'à la Direction Immobilière de la SNCF le 17 octobre à Paris - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière du déplacement relatif à la participation du Maire, à différents rendez-vous au siège de l'Association des Maires de France (AMF) ainsi qu'à la Direction Immobilière de la SNCF le 17/10/2023 à Paris. Dans le cadre de ce mandat spécial, le montant estimé des frais de déplacement (trajet et repas) s'élève à 350 €.

N°VD2023-574 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'État, Ministère de la Culture dans le cadre du Plan-Objet 2023, conservation, restauration et valorisation de l'église Notre-Dame-des-Tables

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à déposer auprès de l'Etat (DRAC) une demande de subvention au titre de l'opération Plan Objet 2023.

N°VD2023-575 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à une demande de subvention pour les travaux de rénovation du plateau sportif Les Troubadours (quartier Mosson) - Approbation

Objet : La Ville de Montpellier souhaite redonner au plateau sportif Les Troubadours un attrait pour les usagers en créant deux terrains de basket 3x3 et un playground de tennis, pour un budget estimé à 210 000 € HT. La livraison est prévue d'ici le 26/07/2024, date du début des Jeux Olympiques de Paris 2024. La Ville de Montpellier sollicite à cette fin une subvention auprès de la Région Occitanie.

N°VD2023-577 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC ' le 20 octobre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 20/10/2023, moyennant une redevance de 16 €.

N°VD2023-578 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' le 19 octobre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association JORDELAN d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 19/10/2023, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2023-579 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC ' le 20 octobre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 20/10/2023, moyennant une redevance de 16 €.

N°VD2023-581 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' WHAT THE FEST PRODUCTION ' les 25, 26, 27 et 28 octobre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association WHAT THE FEST PRODUCTION d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 25, 26, 27 et 28/10/2023, moyennant une redevance de 400 €.

N°VD2023-582 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' le 29 octobre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association JORDELAN d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 29/10/2023, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2023-583 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' La Morena ' 06, 18 et 20 Novembre & 4 et 11 Décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association LA MORENA d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 06, 18, 20/11 et 4, 11/12/2023, moyennant une redevance de 96,50 €.

N°VD2023-585 -

Décision relative à un mandat spécial - Déplacement du 17 octobre 2023 à Paris - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière du déplacement relatif à la participation de

Monsieur le Maire, accompagné d'un agent du Service Relations Presses et Médias, à une interview de l'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCES le 17/10/2023 à Paris. Dans le cadre de ce mandat spécial, le montant estimé des frais de déplacement, trajet et repas s'élève à 610 €.

N°VD2023-586 – Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision relative au marché n°V3B0021JM - Souscription du contrat d'assurance Cyber risques pour la Ville de Montpellier - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché V3B0021JM de souscription du contrat d'assurance cyber risques pour la Ville de Montpellier au groupement CYBER COVER/ BEAZLEY INSURANCE sis à Paris, pour une prime annuelle de 62 500 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31/12/2027.

N°VD2023-587 - Direction Déléguée Attractivité et Rayonnement (PADEE)

Décision relative au marché subséquent N°V3C0022DE Location pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël 2023 - Hivernales - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché subséquent N°V3C0022DE "Location pose et dépose de décorations lumineuses et illuminations de Noël 2023 – Hivernales" au groupement BLACHERE ILLUMINATION SAS / CITEOS SAS TRAVESSET sis à Apt (84) pour un montant maximum de 68 000 € HT, après négociation. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée s'étend de la notification jusqu'à la dépose du dernier décor (prévue début janvier 2024).

N°VD2023-593 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DU VENT DANS LES VOIX ' le 21 novembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association DU VENT DANS LES VOIX d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 21/11/2023, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2023-594 - Direction de l'Education

Décision relative au marché public n°V3D0021ED - Encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles de la ville de Montpellier - Relance du lot n°5 : Secteur 5 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer lot n°5 "Secteur 5" du marché n°V3D0021ED, relatif aux prestations d'encadrement des enfants pendant les temps périscolaires dans les écoles de la Ville de Montpellier, à L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCS DE L'HERAULT. Il s'agit d'un marché à bon de commande avec un montant maximum annuel de 1 891 000 € HT, conclu pour une durée d'un an reconductible 2 fois par périodes d'un an à compter de sa date de notification.

N°VD2023-595 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DANTE ALIGHIERI ' les 7 et 28 novembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association DANTE ALIGHIERI d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 07/11/2023 et le 28/11/2023, moyennant une redevance de 32 €.

N°VD2023-596 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'CONSPECTUS' les 8, 15 et 29 Novembre 2023- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association CONSPECTUS d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 8, 15 et 29/11/2023, moyennant une redevance de 97,50 €.

N°VD2023-597 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' TUTTI ' les 6 et 20 novembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association TUTTI d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 06/11/2023 et le 20/11/2023, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2023-598 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC' les 9, 23 et 30 Novembre 2023- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 9, 23 et 30/11/2023, moyennant une redevance de 48 €.

N°VD2023-599 – Pôle moyens généraux

Décision relative aux avenants n°1 de prolongation aux lots 1, 4, 5 et 6 de l'accord-cadre V9D0015EM - Achats de fournitures et de matériels pour les structures et services d'accueil de l'enfance - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des avenants n°1 à l'accord-cadre n°V9D0015EM notamment au lot n°1, conclu avec la société LACOSTE SAS, et aux lots n°4, 5 et 6 conclus avec la société WESCO. Ces avenants ont pour objet de prolonger de 6 mois la durée des marchés.

Les consommations estimées sur la période de prolongation sont de :

- Pour le lot 1 : 40 000 € HT ;
- Pour le lot 4 : 30 000 € HT ;
- Pour le lot 5 : 3 000 € HT ;
- Pour le lot 6 : 5 000 € HT.

N°VD2023-600 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Reykjavik, en Islande, du 1er au 4 novembre 2023 - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver le déplacement à Reykjavik (Islande), d'un Adjoint et d'un agent de la Mission Action Extérieure et Relations Internationales pour participer du 01/ au 04/11/2023 à la 11eme réunion annuelle du réseau RAINBOW CITIES. Le montant estimé de la mission est de 5 000 €.

N°VD2023-601 – Pôle juridique, achats et assemblées

Décision relative à un mandat spécial - Déplacement pour la remise du Prix National de la Laïcité du 08 au 09 novembre 2023 à Paris - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière du déplacement relatif à la participation de Monsieur le Maire, à la remise du Prix National de la Laïcité du 08 au 09/11/2023 à Paris. Dans le cadre de ce mandat spécial, le montant estimé des frais de déplacement (trajet et repas) s'élève à 420 €.

N°VD2023-602 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Ekho' le 17 Novembre 2023- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association EKHO d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 17/11/2023, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2023-603 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Nouveau Chœur' les 28, 29 et 30 Novembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association NOUVEAU COEUR d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 28, 29 et 30/11/2023, moyennant une redevance de 48 €.

N°VD2023-604 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

Décision relative à l'accord cadre n°G2D0058PB 'Animations Montpellier Main Verte" - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°G2D0058PB 'Animations Montpellier Main Verte" en 5 lots :

- Lot n°1 "Animations jardinage dans les jardins partagés", avec un montant maximum de 100 000 € par an, attribué au groupement ASSO PASSE MURAILLE/APIEU sis à Montpellier;

- Lot n°2 "Animations naturalistes" pour un montant maximum de 44 000€ par an; attribué au groupement ASSO PASSE MURAILLE/APIEU/ECOLOGISTES DE L'EUZIERE sis à Montpellier ;

- Lot n°3 "Visites des parcs et jardins" avec un montant maximum de 52 000 € par an, attribué au groupement ASSO PASSE MURAILLE/APIEU sis à Montpellier ;

- Lot n°4 "Animations dans les jardins familiaux" avec un montant maximum de 60 000 € par an, attribué au groupement ASSO PASSE MURAILLE/APIEU sis à Montpellier ;

- Lot n°5 "Animations pédagogiques dans les écoles" avec un montant maximum de 92 000 € par an, attribué au groupement ASSO PASSE MURAILLE/APIEU sis à Montpellier.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible 3 fois pour tous les lots. Soit d'une durée maximale de 4 ans.

N°VD2023-606 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DU VENT DANS LES VOIX ' le 2 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association DU VENT DANS LES VOIX, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 02/12/2023, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2023-607 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier /ACM habitat/SA3M pour les parcelles OK 11p - 17p - 19p - 20p - 97p - 98p - 99p - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de participation au coût des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier, ACM HABITAT et la SA3M en application de l'article 311-4 du code de l'urbanisme telle qu'annexée à la présente décision.

N°VD2023-608 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative à des conventions de mise à disposition de locaux associatifs - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des conventions de mise à disposition de l'ancienne Maison de Quartier Chabrol au profit des associations AVEC et ASPIC. Le montant total de subvention en nature est de 10 506 €.

N°VD2023-610 – Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2305840-4 TA - SARL TGT" - Approbation

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2305840-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SARL TGT contre l'arrêté municipal du 07/08/2023 portant permis de stationnement pour la terrasse de l'établissement LE VICTORIA sis place Castellane.

N°VD2023-611 -

Décision d'ester en justice "requête n°2305839-4 TA - SARL CKL" - Approbation

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2305839-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SARL CKL contre l'arrêté municipal du 07/08/2023 portant permis de stationnement pour la terrasse de l'établissement LE CAFE DES ARTS.

N°VD2023-612 – Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2305838-4 TA - Société NEWVELTY" - Approbation

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2305838-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SARL

NEWVELTY contre l'arrêté municipal du 07/08/2023 portant permis de stationnement pour la terrasse de l'établissement LE NOVELTY.

N°VD2023-613 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' BIÈRES D'OCCITANIE ' les 10-11 et 12 novembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association BIÈRES D'OCCITANIE, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 10-11 et 12/11/2023, moyennant une redevance de 195 €.

N°VD2023-614 - Direction de l'Economie et de l'Emploi

Décision relative aux avenants n°1 du marché n°V3D0009DE - Conception et production artistique de la manifestation Cœur de Ville en Lumières 2023 pour les lot n°1 : Aqueduc Saint-Clément et n°5 Hôtel d'Aurès - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature des avenants n°1 au marché n°V3D0009DE "Conception et production artistique de la manifestation Cœur de Ville en Lumières 2023" conclu avec les entreprises respectivement : TIMOTHE TOURY (Lot 1 : "Aqueduc Saint-Clément") pour un montant de 6 750 € HT portant le nouveau montant du marché à 96 690,29 € HT et ID SCENES (Lot 5 : "Hôtel d'Aurès") pour un montant de 3 840 € HT portant le nouveau montant du marché à 53 177,35 € HT.

N°VD2023-615 – Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2305772-3 - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS "HORTUS AVOCATS" à la suite du dépôt de la requête n°2305772-3 par un agent de la Ville tendant à l'annulation de la décision implicite de refus de réintégration demandée le 12/06/2023 et notifiée le 19/06/2023.

N°VD2023-616 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la création d'une régie d'avances Frais Élus, Agents et Personnalités extérieures - Pôle Juridique, Achats et Assemblée - Service Assemblée et Vie des Institutions "Régie Frais de déplacement VILLE" n°tiers 125219

Objet : Il s'agit d'instituer une régie d'avances « Frais de déplacements » au Pôle Juridique, Achats et Assemblée au Service Assemblée et Vie des Institutions (SAVI). La régie paie les dépenses suivantes :

- Frais de transports (avion, train et taxi) et d'hôtellerie (hors frais de représentation) liés aux déplacements des élus, des agents accompagnant les élus et des personnalités extérieures. Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 45 000 €.

N°VD2023-618 – Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2306086-1 TA - Alexis VIEIL "

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2306086-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Alexis VIEIL contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 20 M01161 en date du 10/03/2021 au profit de la SCI ONEILL LANDREVILLE pour une surélévation d'une habitation au 2 bis rue Coulombre.

N°VD2023-619 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2305887 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS HORTUS AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2305887-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville tendant à l'annulation de la décision implicite de retrait d'une décision de prolongation d'activité.

N°VD2023-620 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Assignation en référé - Tribunal Judiciaire de Montpellier - Madame Sophie GRASSET"

Objet : la défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt à l'assignation en référé devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier à la requête de Madame Sophie GRASSET tendant à obtenir le procès-verbal d'infraction établi par la Commune de

Montpellier consécutivement à la construction d'une piscine sise 4 rue de la Bourguine à Montpellier.

N°VD2023-621 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2306233-1 - Véronique CHASTEL ET Yvan CHASTEL"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2306233-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame et Monsieur CHASTEL contre l'arrêté n° PC 34172 22 M0154 en date du 30/05/2023 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire valant permis de démolir à la SNC Cogedim Languedoc Roussillon en vue de la construction d'un ensemble immobilier comprenant une résidence étudiante et des logements collectifs sur un terrain sis 4186 boulevard Paul Valéry.

N°VD2023-622 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête TA n°2306234-1 - Monsieur Georges PEYRIERE"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2306234-1 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Georges PEYRIERE contre l'arrêté n° PC 34172 22 M0154 en date du 30/05/2023 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire valant permis de démolir à la SNC COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON en vue de la construction d'un ensemble immobilier comprenant une résidence étudiante et des logements collectifs sur un terrain sis 4186 boulevard Paul Valéry.

N°VD2023-623 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°23TL01989 - CAA Toulouse"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS ACOCE AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°23TL01989 près la Cour Administrative d'Appel de Toulouse par la Société OGF contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°2105852-4 rejetant la demande d'annulation de l'accord-cadre signé avec la SAEML SFMA relatif aux obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes ou sans famille.

N°VD2023-624 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Nouveau Chœur" les 5, 7, 12, 13,14 et 19 Décembre 2023- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association NOUVEAU CHOEUR d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 5, 7, 12, 13,14 et 19/12/2023, moyennant une redevance de 96 €.

N°VD2023-625 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ACCROCH'CHŒUR ' le 2 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association ACCROCH CHŒUR d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 02/12/2023, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2023-626 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Once Upon A Time ' le 2 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association ONCE UPON A TIME d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 02/12/2023, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2023-627 – Pôle Numérique et Données

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour des prestations de gestion de projets informatiques de la Ville de Montpellier - Marché n°V3D0039RI - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour des prestations

de gestion de projets informatiques pour un montant maximum de 900 000 € HT et une durée de 2 ans.

N°VD2023-628 - Direction de la Politique Alimentaire

Décision relative au marché n°V3C0008PA - Analyses d'autocontrôles de la Cuisine Centrale, des restaurants scolaires, des crèches, des multi-accueils et des haltes-garderies - Autorisation de signature

Objet : Le marché d'analyses d'autocontrôle de la Cuisine Centrale, des restaurants scolaires, des crèches, des multi-accueils et des haltes-garderies est attribué à l'entreprise BIOFAQ LABORATOIRES sise à Mauguio pour un montant maximum annuel de 50 000 € HT. Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans.

N°VD2023-629 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' MAISON DE LA POÉSIE JEAN JOUBERT ' le 19 novembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association MAISON DE LA POÉSIE JEAN JOUBERT, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 19/11/2023, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2023-630 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V9D0011ST - Filtrage et Gardiennage de sites pour la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°V9D0011ST, relatif au filtrage et gardiennage de sites pour la Ville de Montpellier. Il est conclu avec l'entreprise AGENCE 34 SECURITE sise à Lattes pour une période initiale d'un an à compter du 01/12/2019 et pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. L'avenant n°1 a pour objet de prolonger le délai d'exécution de 4 mois supplémentaire soit jusqu'au 31/03/2024. Il n'a pas d'incidence financière sur le montant initial du marché.

N°VD2023-631 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à une convention de mécénat entre BRL Exploitation et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'accepter le don en mécénat à hauteur de 5 000 € de la part de BRL EXPLOITATION pour 2023, la signature d'une convention de mécénat est nécessaire.

N°VD2023-632 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à une convention de sponsoring entre l'école YNOV et la Ville de MONTPELLIER pour le soutien à COEUR DE VILLE EN LUMIERES - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'accepter le sponsoring de 2 000 € de la part de l'école D'YNOV CAMPUS pour 2023, la signature d'une convention de sponsoring est nécessaire.

N°VD2023-633 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative à l'acceptation d'un sponsoring entre Keyce Academy et la Ville de Montpellier pour un soutien à Cœur de Ville en Lumières 2023 - Approbation

Objet : Il s'agit d'accepter sponsoring de 10 000 € de la part de KEYCE ACADEMY et la participation de 32 étudiants, soit au stand de l'Office du Tourisme, soit en points de distribution de la ville. La signature d'une convention de sponsoring est nécessaire.

N°VD2023-634 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'estimer en justice "requêtes n°2306545-5 et n°2306567-5 TA - Association Vigilance Verte Montpellier

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice à la suite du dépôt de :

- la requête n° 2306545-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par l'association VIGILENCE VERTE MONTPELLIER NORD contre la décision d'abattage d'arbres sis rue Charles Vanel à Montpellier ;
- la requête en référé n°2306567-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par l'association VIGILENCE VERTE MONTPELLIER NORD tendant à la suspension de la décision d'abattage d'arbres sis

rue Charles Vanel à Montpellier.

N°VD2023-635 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à des mandats spéciaux - Présentation de missions opérationnelles à Sarajevo du 21 au 23 novembre et du 23 au 25 novembre 2023 à Barcelone- Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement d'un élu du 21 au 23/11/2023, à Sarajevo afin de participer à la 19^{ème} Assemblée Générale de Medcités, et du 23 au 25/11/2023, à Barcelone, pour assister à l'événement intitulé « dialogue Medcités » organisé par l'association. Le coût total est estimé à 3 000 €.

N°VD2023-636 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété Consorts GERACI - Local commercial - cadastré IZ 102 - 53 Cours Gambetta - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser la préemption, à l'occasion de la vente par les Consorts GERACI, d'un local commercial, occupé (restauration rapide), constituant le lot 2 de la copropriété située 53 cours Gambetta, cadastrée section IZ 102, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 160 000 €. L'acquisition de ce bien est nécessaire pour une pleine maîtrise foncière de ce pied d'immeuble afin d'intervenir dans le cadre du projet Grand Cœur. La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en tant que concessionnaire de l'opération d'aménagement et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant immédiatement rétrocédé.

N°VD2023-637 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Nîmes - Désordres crèche municipale" - Approbation

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SELARL AVOUÉPÉRICCHI consécutivement à l'arrêt de la Cour de Cassation du 22/06/2023 n° 447 F-D annulant l'arrêt rendu le 17/03/2023 par la Cour d'Appel de Montpellier et renvoyant devant la Cour d'Appel de Nîmes l'affaire et les parties dans le dossier des désordres affectant des locaux à usage de crèche municipale.

N°VD2023-638 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' WHAT THE FEST ' les 23 et 24 novembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association WHAT THE FEST d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 23 et 24/11/2023, moyennant une redevance de 130 €.

N°VD2023-639 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' EIUM ' le 26 novembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association EIUM d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 26/11/2023, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2023-640 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' le 27 novembre 2023 Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association JORDELAN d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 27/11/2023, moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2023-641 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à un avenant n°1 au mandat d'études préalables à la construction de l'Hôtel des Sécurités - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au contrat de mandat d'études préalables à la construction de l'Hôtel des Sécurités avec la SA3M. Une incohérence a été constatée entre le montant total de la rémunération forfaitaire de 70 000 € HT de SA3M et la répartition de ladite rémunération. Il est nécessaire de modifier les montants de la répartition.

N°VD2023-643 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°2 du marché n°202202928 T22.02 - Réhabilitation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au lot n°2 du marché n°202202928 T22.02 - Réhabilitation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont, conclu avec le groupement SOLS MEDITERRANEE/JOULIE TP sise à Milhaud (30) afin de prendre en compte les prestations complémentaires engendrées par l'évolution du programme, d'ajuster les quantités réellement exécutées et rendre définitifs les prix nouveaux provisoires. L'avenant est conclu pour un montant de 7 372,48 € HT portant le montant du marché à 861 730,53 € HT

N°VD2023-644 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°5 ' Skateparks en béton ' du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la conclusion de l'avenant n° 1 au lot n° 5 « Skateparks en béton » du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont avec le groupement VULCANO SKATEPARK/ RGTP/AIRLINE/INOUT CONCEPT dont le mandataire est la société VULCANO SKATEPARK, sis à Grenoble, afin de prendre en compte les prestations complémentaires engendrées par l'évolution du programme, d'ajuster les quantités réellement exécutées et rendre définitifs les prix nouveaux provisoires. L'avenant est conclu pour un montant de 1 572,81€ HT portant le montant du marché à 625 381,79 € HT

N°VD2023-645 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°6 ' Eclairage extérieur ' du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la conclusion de l'avenant n°1 au lot n°6 « Eclairage extérieur » du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont avec la société TRAVESSET, sise à Teyran afin de prendre en compte les prestations complémentaires engendrées par l'évolution du programme, d'ajuster les quantités réellement exécutées et rendre définitifs les prix nouveaux provisoires. L'avenant est conclu pour un montant de 4 490 € HT portant le montant du marché à 131 880,90 € HT.

N°VD2023-646 - Direction de la Politique Alimentaire

Décision relative au marché n°V3D0002PA - Fourniture, livraison et installation de matériels professionnels de cuisine pour les restaurants scolaires - Lots 1, 2 et 3 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer les lots 1, 2 et 3 du marché de fourniture, livraison et installations de matériels professionnels de cuisine pour les restaurants scolaires à l'entreprise SALAGER SERRA, sise à Prades-le-Lez. Ces lots concernent :

- lot n°1 : fours professionnels de remise en température, conclu pour un montant maximum annuel 120 000 € HT ;
- lot n°2 : armoires frigorifiques positives professionnelles, conclu pour un montant maximum annuel 140 000 € HT ;
- lot n°3 : Lave-vaisselle professionnels conclu pour un montant maximum annuel 80 000 € HT.

Les marchés sont conclus pour une durée d'un an reconductible 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans pour les 3 lots et prennent effet à compter de la date de notification.

N°VD2023-647 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°7 ' Arrosage, Espaces Verts ' du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la conclusion de l'avenant n° 1 au lot n° 7 « Arrosage, Espaces Verts » du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont avec la société PEPINIERE SPORT ET PAYSAGE, sise à Frontignan. Cet avenant prend en compte les prestations complémentaires engendrées par l'évolution du programme, ajuste les quantités réellement exécutées et rend définitifs les prix nouveaux provisoires. L'avenant est conclu pour un montant de 21 248, 15€ HT portant le montant du marché à 122 748, 15€ HT

N°VD2023-648 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°8 ' Bâtiment – Gros Oeuvre ' du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la conclusion de l'avenant n° 1 au lot n° 8 « Bâtiment – Gros oeuvre » du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont avec la société DARVER, sise à Castries afin de prendre en compte les prestations complémentaires engendrées par l'évolution du programme, d'ajuster les quantités réellement exécutées et rendre définitifs les prix nouveaux provisoires. L'avenant est conclu pour un montant de 11 899, 44 € HT portant le montant du marché à 314 480, 87 € HT

N°VD2023-649 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°12 ' CFO/CFA ' du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la conclusion de l'avenant n° 1 au lot n° 12 « CFO/CFA » du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont avec la société INEO MONTPELLIER, sise à Lattes afin de prendre en compte les prestations complémentaires engendrées par l'évolution du programme, d'ajuster les quantités réellement exécutées et rendre définitifs les prix nouveaux provisoires. L'avenant est conclu pour un montant de 8 206, 90€ HT portant le montant du marché à 63 720, 31 € HT

N°VD2023-650 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°13 ' Bâtiment - Bardage Bois ' du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé la conclusion de l'avenant n° 1 au lot n° 13 « Bâtiment – Bardage Bois » du contrat de travaux pour la réalisation du skatepark de Grammont et du site de pratique et d'entraînement de BMX freestyle de Grammont avec la société ENVIRONNEMENT BOIS, sise à Mudaison afin de prendre en compte les prestations complémentaires engendrées par l'évolution du programme, d'ajuster les quantités réellement exécutées et rendre définitifs les prix nouveaux provisoires. L'avenant est conclu pour un montant de 9 476, 75 € HT portant le montant du marché à 139 769, 73 € HT

N°VD2023-652 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°V3B0049DC "contrat de cession du spectacle Installation de feu le 21 décembre dans le cadre de la ZAT" - Autorisation de signature

Objet : Le marché n°V3B0049DC "contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle Installation de feu" est conclu avec la COMPAGNIE CARABOSSE, sise à Saint Christophe sur Roc (79), dans le cadre de la ZAT 2023, pour un montant de 62 100 € HT. Le marché prend effet à compter de sa signature. Sa durée est de 1 mois.

N°VD2023-653 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à un avenant n°1 aux lots 1, 5 et 10 du marché n°V2D0007AI - Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser, en raison de certaines modifications techniques, entraînant des incidences financières, la signature d'un avenant n°1 au marché V2D0007AI - Restructuration du palais des sports

Pierre de Coubertin pour les lots suivants :

- lot 1 : déconstruction – gros œuvre, conclu avec le groupement d'entreprises SOGEA SUD BATIMENT/CARDEM, d'un montant de 117 331,10 € HT portant le nouveau marché à 1 454 881,10 € HT soit une plus-value totale de 8,77% du contrat initial ;
- lot 5 : cloisons - doublage – faux-plafonds, conclu avec la société SODAC, d'un montant de 58 849,58 € HT portant le nouveau marché à 377 669,62 HT soit une plus-value totale de 18,46% du contrat initial ;
- lot 10 : chauffage – ventilation – plomberie sanitaire, conclu avec la société BOUYGUES ENER GIES ET SERVICES FM FRANCE d'un montant de 74 596,93 € HT portant le nouveau marché à 669 481,06€ HT soit une plus-value totale de 12,54% du contrat initial.

N°VD2023-654 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux / VILLE - Locaux rue Maguelone / rue Ferry

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation temporaire pour travaux entre la TAM (locataire de locaux situé rue Maguelone, contigus aux locaux acquis par la Ville rue Jules Ferry) et la Ville occupante en sa qualité de maître d'ouvrage des travaux à effectuer dans ces locaux dans le cadre de leur réhabilitation avant mise à disposition. La convention est conclue à titre gracieux pour 18 mois.

N°VD2023-657 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative au marché n°V3D0040AI "prestations d'installation, de maintenance d'alarmes dans les bâtiments communaux et de Maintenance des équipements d'alarmes intrusion, contrôle d'accès, interphonie et interphonie de secours de l'hôtel de Ville" avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier, à adhérer à la convention de l'UGAP ayant pour objet au recours de prestations d'installation, de maintenance d'alarmes dans les bâtiments communaux et de maintenance des équipements d'alarmes intrusion, contrôle d'accès, interphonie et interphonie de secours de l'Hôtel de Ville. Les prestations démarreront le 23/12/2023 et ce jusqu'au 21/04/2024 pour un montant global et forfaitaire de 216 822, 14 € HT et pour un montant maximum de 360 000 € HT pour les prestations rémunérées par application du bordereau de prix unitaires de l'UGAP.

N°VD2023-658 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à un mandat de superstructure pour la réalisation de l'Hôtel des Sécurités - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un mandat avec la SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) pour la réalisation d'un Hôtel des Sécurités estimé à 55 408 526 € HT. Le montant prévisionnel du contrat de mandat s'élève à 2 508, 96 HT, soit 3 010 424,35 € TTC. Le contrat de mandat prendra effet à compter de la date de sa notification et expirera à l'achèvement de la mission du mandataire.

N°VD2023-659 - Direction de l'Education

Décision relative à la demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) - Propositions Artistiques et Culturelles dans les Ecoles (PACE) 2023 - 2024 - Autorisation du dépôt de la demande

Objet : Il s'agit d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES OCCITANIE, au titre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), sur l'exercice 2024, pour un montant de 30 000 €.

N°VD2023-660 - Direction de l'Education

Décision relative au marché V1D0023AI

' Construction du restaurant du groupe scolaire Armstrong Bon " Avenant n°1 Lots 1 et 8 avenant n°2 lot 7 - Augmentation de marché - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature au marché n°V1D0023AI « Construction du restaurant du groupe scolaire Armstrong Bon » d'un avenant n°1 pour les lots 1 et 8 et d'un avenant n°2 pour le lot 7 d'augmentation au marché avec les entreprises suivantes :

- Un avenant n°1 avec l'entreprise LE MARCORY titulaire du lot 1 « gros œuvre » augmentant le montant initial du marché de 5 475, 97 € portant le nouveau marché à 304 975, 97 € HT soit une plus-value totale de 1,83% du montant initial.

- Un avenant n°2 avec l'entreprise SPIE BUILDING SOLUTIONS mandataire non solidaire et ENERGIES FLUIDES cotraitant titulaire du 7 « électricité /courant fort/ courant faible/ photovoltaïque » augmentant le montant initial du marché de 10 280,97 € HT portant le nouveau marché à 176 923,32 € HT soit une plus-value totale de 5,87 % du montant initial.

- Un avenant n°1 avec l'entreprise IDEX ENERGIES titulaire du n°8 « chauffage/rafraichissement/ventilation/plomberie » augmentant le montant initial du marché de 3 923,12 € portant le nouveau marché à 189 109, 24 € HT soit une plus-value totale de 2,11 % du montant initial.

N°VD2023-661 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - Sophie GRASSET"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier par Madame GRASSET tendant à obtenir un procès-verbal d'infraction concernant le non-respect des règles d'implantation d'une piscine sise 4 rue de la Bouguine.

N°VD2023-662 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative au marché n°G0D0030ST - Partage des flux de vidéoprotection entre la ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le contrat à l'entreprise INEO INFRACOM (EQUANS) sise à Vitrolles (13) pour un montant global et forfaitaire, toutes tranches comprises, de 540 208,88 € HT (tranche ferme de 438 486, 22 € HT) et pour un montant maximum annuel de 250 000, 00 € HT (soit un montant maximum de 1 000 000 € HT sur la durée globale). Le contrat prend effet à compter de sa notification.

N°VD2023-665 – Pôle Patrimoine Immobilier et Sobriété Énergétique

Décision relative aux dépôts de demandes d'autorisations d'urbanisme - Eglise Sainte Eulalie Phase 1 et 2

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme (permis de construire) notamment pour la réalisation de travaux sur l'Eglise Saint-Eulalie, située 12 rue de la Merci à Montpellier, pour un montant de 198 000 € TTC. Ces travaux consistent en la réfection des réseaux EU et EP au droit de l'élévation Nord (Phase 1) et la dépose du dallage et le sondage du chœur (Phase 2).

N°VD2023-666 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' l'amicale Arménienne de Montpellier ' le 1er décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association l'AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 01/12/2023 à titre gratuit.

N°VD2023-667 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Secours populaire ' le 3 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association SECOURS POPULAIRE d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 03/12/2023 à titre gratuit.

N°VD2023-668 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' TUTTI ' les 4 et 18 décembre 2023 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'association TUTTI d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 4 et 18/12/2023 moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2023-669 – Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requêtes n°2303609-3 et n°2306876-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice à la suite des dépôts :

- de la requête indemnitaire n°2303609-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par un agent de la Ville consécutivement à la suppression de sa Nouvelle Bonification Indiciaire ;
- de la requête n°2306876-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par ce même agent tendant à la suppression de la décision par arrêté du 17/11/2023 de la Ville de supprimer sa NBI.

N°VD2023-673 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au marché subséquent n°3 à l'accord cadre à marchés subséquents n°5D004998192 - Mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret - Avenant n°1 - Autorisation de signer

Objet : Il s'agit de l'avenant n°1 au marché subséquent n°3 de l'accord cadre à marchés subséquents n°5D004998192 dans le cadre du mandat de travaux confié à la SA3M pour la réhabilitation et la mise en sécurité du parc de Lunaret qui vient :

- intégrer la mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination aux missions confiées au titulaire pour la réalisation de la sous opération de la zone technique n°3;
- modifier la rémunération du fait de la validation par la maîtrise d'ouvrage du coût prévisionnel définitif des travaux.

Le montant de l'avenant n°1 est de: 78 664,80 € HT.

N°VD2023-674 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à une convention de location d'un local du domaine privé de la ville situé 28 rue de la Méditerranée au profit de l'association Mare Nostrum

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de location d'un local de 22 m2 du domaine privé de la ville situé 28 rue de la Méditerranée, au rez-de-chaussée d'un immeuble en copropriété, au profit de l'association MARE NOSTRUM.

N°VD2023-679 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à des conventions de mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King- Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver la mise à disposition à titre gratuit de la salle de réception de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de la grande salle de l'Espace Martin Luther King entre le 1/01/2023 et le 17/12/2023 pour 37 structures, pour un montant total de subventions en nature valorisable de 39 610 €.

N°VD2023-680 - Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle au Maroc du 13 au 16 décembre 2023- Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement de 2 agents au Maroc du 13 au 16/12/2023, afin d'acheminer les dons récoltés à Montpellier à la suite du séisme survenu le 09/09/2023, et d'approuver la prise en charge du déplacement estimée à 2 000 €.

N°VD2023-686 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Stand de Tir - Police 25m Couvert - Montmaur - Ville de Montpellier - SNCF - Sûreté Ferroviaire - SUGE Montpellier - Autorisation de signature

Objet : La Ville est sollicitée par la SNCF pour la mise à disposition temporaire du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur dans le cadre de l'habilitation au tir et de la formation de son personnel de Sûreté Ferroviaire, pour un montant de 217 € la séance de 3 heures pour 7 personnes.

N°VD2023-693 – Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Constitution de partie Civile - Tribunal Correctionnel de Paris - Affaire Dieselgate"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet SEATTLE AVOCATS devant le Tribunal Correctionnel de Paris dans la procédure pénale relative à l'affaire dite « Dieselgate » concernant l'achat de véhicules diesel dont les résultats d'émissions de polluants étaient faux et constituent potentiellement un délit de tromperie aggravée.

N°VD2023-694 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2306335-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet HORTUS AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2306335-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par une agente de la Ville contre la décision en date du 28/03/2023 de fin de contrat.

N°VD2023-695 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2306746-4 TA - SAS MURADOR GELATOCAPPE"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2306746-4 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la SAS MURADOR GELATOCAPPE contre la décision implicite de rejet du 7/10/2023 à la mise en demeure d'abroger le règlement d'occupation de l'espace urbain par les terrasses et étalages du 25/08/2021.

N°VD2023-696 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "requête n°2301838-5 TA - Monsieur Valdelyr DOS SANTOS"

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice à la suite du dépôt de la requête n°2301838-5 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Valdelyr DOS SANTOS contre l'avertissement donné par la Ville à Monsieur DOS SANTOS titulaire du lot 1 aux halles Castellane et ce, consécutivement à des dépôts de marchandises en dehors des emplacements prévus.

N°VD2023-697 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice "Requête n°2307042-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet HORTUS AVOCATS suite au dépôt de la requête n°2307042-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par une agente de la Ville tendant à obtenir réparation pour préjudice moral subi.

N°VD2023-698 - Pôle Juridique, Achats et Assemblées

Décision d'ester en justice « Requête CAA Toulouse - Ressources humaines »

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet HORTUS AVOCATS devant la Cour Administrative d'Appel de Toulouse :

- Consécutivement au dépôt de la requête n°23TL02687 par une agente de la Ville, contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 20/10/2023 n°2104708-2201189-2203639-2205611-2206264 qui a rejeté la requête n° 2205611 aux termes de laquelle elle sollicitait la réparation des préjudices subis et la requête n°2206264 aux termes de laquelle elle sollicitait le bénéfice de la reconnaissance de sa maladie professionnelle ;

- En appel du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 20/10/2023 n°2104708-2201189-2203639-2205611-2206264 qui a annulé les décisions de la Ville portant placement en disponibilité d'office de cette même agente à la suite des requêtes n°2104708, n°2201189 et n°2203639.